

## M. Mitterrand à Nouméa : la recherche d'une « voie commune »

*Le chef de l'Etat affirme qu'il a « renoué les fils du dialogue » entre les deux communautés*

M. François Mitterrand devait regagner Paris, dimanche 20 janvier, en milieu de journée, après un séjour de douze heures en Nouvelle-Calédonie. Sa visite a été marquée par une manifestation qui a rassemblé, samedi, dans le calme à Nouméa, 25 000 personnes hostiles à l'accession du territoire à l'indépendance.

Le président de la République a indiqué qu'il fera connaître « à bref délai », par la voie d'un entretien avec la presse, les conclusions politiques qu'il tire de ce voyage. Avant de quitter Nouméa, le chef de l'Etat s'est déclaré convaincu que « les fils du dialogue, que l'on pourrait croire rompus, sont renoués ».

Il a confirmé sa volonté de conduire à son terme le processus d'autodétermination qui doit donner lieu, suivant le calendrier prévu par M. Plesni, à un scrutin en juillet pour ou contre l'indépendance-association. M. Mitterrand a ajouté, à l'adresse de tous les partis : pour discuter « aucune idée ne sera de trop ».

M. Mitterrand a rendu hommage à la « sagesse » des dirigeants politiques locaux et à l'action du délégué du gouvernement. De son côté, le chef du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) a quitté Nouméa pour Paris, via l'Australie, où il doit être reçu par le ministre des affaires étrangères.

De notre correspondant

Nouméa. — Dès son arrivée à Nouméa, samedi à 9 h 45 — il était 23 h 45, vendredi, en métropole — M. François Mitterrand a eu une série d'entrevues avec les représentants des différents partis politiques du territoire, dans le bureau de M. Edgard Pisani. La

résidence du délégué du gouvernement était protégée par un dispositif de sécurité d'une ampleur exceptionnelle. Ces entretiens — au nombre d'une douzaine — se sont pour la plupart déroulés en présence du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et des deux collaborateurs du président de la République participant à ce

voyage, MM. Michel Charasse et Michel Vauzelle.

L'attitude du chef de l'Etat a été résumée par le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukiswé, sénateur RPR, qui a été reçu le premier et qui a dit, au terme de cette entrevue : « M. Mitterrand est venu pour rencontrer, écouter et dire ce qui lui semblait être la raison ».

Ecouté, le président de la République s'y est, en effet, attaché très attentivement. A chacun de ses interlocuteurs il a demandé d'exposer clairement et de façon concise ce qu'il avait sur le cœur. Ceux-ci ne s'en sont naturellement pas privés. Le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, membre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), qui avait, pour l'occasion, orné sa voiture de deux grandes drapeaux tricolores, a fait part à M. Mitterrand de sa conviction et de la volonté de la population calédonienne de rester française à tout prix.

FRÉDÉRIC FILLOUX.  
(Lire la suite page 9.)



Avec ce numéro  
**LE MONDE**  
**AUJOURD'HUI**

**Relance du graphisme  
dans la typographie française**

AFRIQUE

**L'islam  
vent en poupe**

(Pages 4 et 5)

JAPON

**Métro à Tokyo**

(Page 7)

AUTOMOBILE

**M. Besse  
à la tête de Renault ?**

(Page 20)

LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

## Nécessaire rigueur

La France même depuis juin 1982, l'économie politique et financière adaptée à sa situation, à ses besoins, à l'état du monde. Elle a accentué cette politique en mars 1983 et confirmé ces dernières semaines, par la bouche du chef de l'Etat et du premier ministre, qu'elle n'en changerait pas de suite.

Une gestion beaucoup plus stricte des dépenses publiques et sociales, des impôts et des taxes aggravés, un freinage autoritaire des salaires et des revenus, ont commencé de produire des effets salutaires durant l'année 1984 : les hausses de prix se sont ralenties, les déficits extérieurs se sont réduits, les déficits intérieurs ont cessé de s'accroître, régressant même légèrement. La production industrielle a progressé tout au long de l'année à un rythme lent mais cependant nettement positif.

Placée dans une situation dramatique en mai 1982, l'économie française se retrouve, deux ans et

demie plus tard, sur la voie de redressement.

Tel est le bilan de trente mois d'efforts dans l'ensemble accomplis à bon escient. Un bilan qui autorise l'espoir mais dont le coût social élevé et l'annonce de nouveaux mois de sacrifices incitent à poser la question de l'origine et de la nature du déséquilibre à corriger.

L'économie a son temps qui n'est pas celui du politique. Il est donc le plus souvent difficile de le découper pour analyser les effets produits sur un changement de gouvernement ou même un changement de majorité issu des urnes. Des décisions de politique économique prises sous le précédent septennat peuvent avoir été bénéfiques à l'économie actuellement au pouvoir ou, au contraire, lui avoir compliqué la tâche. En définitive, mercredi soir, 16 janvier, les accents de la France à l'exportation, M. Mitterrand a semblé les

attribuer à la politique menée par l'équipe socialiste. « Savez-vous que, à l'heure actuelle, un Français exporte plus qu'un Japonais ? », a-t-il dit aux journalistes avec lesquels il conversait à la télévision, avant d'ajouter : « Nous sommes parmi les grands pays le deuxième ou le troisième exportateur du monde par habitant ».

Cette situation n'est pas nouvelle : elle fait même partie de notre patrimoine, tant elle s'est stabilisée dans nos bilans depuis dix ans. En 1974, nous exportions déjà plus que les Japonais (1).

ALAIN VERNHOLLES.  
(Lire la suite page 16.)

(1) Exportations respectives de la France et du Japon rapportées aux exportations totales des deux pays de l'OCDE, divisées dans les deux cas par le nombre d'habitants (0,16 contre 0,10 en 1974 ; 0,15 contre 0,10 au Japon en 1983).

UNE DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

## La loi Chevènement amputée

La décision du Conseil constitutionnel intervenue vendredi soir 18 janvier sur la loi qui règle les rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière d'enseignement était le dernier stade du processus engagé par M. Jean-Pierre Chevènement pour régler la querelle de l'école privée. Il reste les ultimes échelons des décrets d'application, pour lesquels Mgr Lustiger continue de réclamer de l'enseignement catholique la « vigilance ».

Examinée par le Parlement au cours de la dernière session, les deux volets du plan de réforme du ministère de l'Éducation nationale auront été soumis, à la demande des députés et sénateurs de l'opposition, au Conseil constitutionnel.

Ce dernier avait déjà annulé la disposition financière contenue dans le projet de loi de finances

pour 1985. Cette disposition permettait à l'Etat de créer des écoles publiques dans les communes qui, n'en disposant pas, en refuseraient l'ouverture. Le Conseil s'était contenté de contester la forme, en décidant qu'une telle disposition n'avait pas sa place dans une loi de finances.

L'Assemblée du Palais-Royal a estimé aujourd'hui qu'aucune des dispositions proposées par la loi ne porte atteinte au caractère propre des établissements d'enseignement privé, contrairement aux termes des recours déposés par les parlementaires de l'opposition.

Les neuf sages rappellent dans leur décision l'article premier de la loi du 31 décembre 1959, dite loi Debré, qui énonce : « L'Etat proclame et respecte la liberté de l'enseignement et en garantit l'exercice aux établissements

privés régulièrement ouverts ». Ce même article définit les principes d'organisation de cette liberté en précisant que l'enseignement placé sous le régime du contrat « est soumis au contrôle de l'Etat ». Il ajoute : « L'établissement, tout en conservant son caractère propre, doit donner cet enseignement dans le respect total de la liberté de conscience. Tous les enfants sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance y ont accès ».

En se fondant sur ces règles, les neuf sages ont considéré que toutes les modifications apportées par les lois du 1<sup>er</sup> juin 1971 et du 25 novembre 1977 peuvent être remises en cause sans qu'il soit porté atteinte au « caractère propre » des établissements privés.

ANNE CHAUSSEBOURG.  
(Lire la suite page 12.)

REGAIN DE TENSION EN AMÉRIQUE CENTRALE

## Washington durcit le ton avec Managua

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont annoncé, le vendredi 18 janvier, qu'ils suspendaient provisoirement les conversations entamées au début de l'été dernier au Mexique avec le Nicaragua pour tenter de trouver un terrain d'entente avec le régime sandiniste. Bien qu'elle n'implique pas automatiquement une réelle dramatisation des rapports entre les deux pays, cette décision illustre un net durcissement de Washington et de ses alliés dans la région à l'égard de Managua.

Le Salvador, de son côté, a décidé le même jour de ne plus prendre part à « aucune réunion » organisée par les quatre pays du groupe de Contadora (Colombie, Venezuela, Mexique et Panama), qui s'efforcent depuis le début de

1983 de faciliter un règlement négocié de l'ensemble de la crise centraméricaine. Provisoire elle aussi, la décision salvadorienne est présentée comme une manifestation de « solidarité » avec le Costa-Rica, dont les relations avec le Nicaragua se sont sérieusement dégradées après l'arrestation par les autorités sandinistes, le 24 décembre dernier, d'un jeune homme qui avait trouvé refuge à l'ambassade costaricienne à Managua.

Le Honduras a, pour sa part, démenti vouloir adopter la même attitude que le Salvador, dont les dirigeants pourraient, au demeurant, assouplir leur position puisqu'ils ont récemment accepté de soumettre leur différend à ce même groupe de Contadora. Il n'en reste pas moins que ces différentes prises de position

marquent un effacement du consensus régional sur la nécessité de préserver ce cadre de discussions. Une nouvelle réunion du groupe est en principe prévue les 14 et 15 février prochains à Panama.

Vendredi toujours, les Etats-Unis ont confirmé qu'ils « ne participent pas » aux débats de la Cour internationale de justice de La Haye sur la plainte déposée contre eux par le Nicaragua après le minage au printemps 1984 de ses ports. Annoncé par le département d'Etat et l'ambassade des Etats-Unis à La Haye, ce boycottage était en fait acquis le 26 novembre 1984, date à laquelle la Cour internationale s'était, en repoussant les arguments développés par Washington, déclarée compétente pour examiner la plainte nicaraguayenne.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 8.)

Droit de réponse

Usant de son droit de réponse, M. Raoul Béteille, conseiller à la Cour de cassation, nous écrit :

Récemment, le ministre de la justice s'est rendu dans deux cabinets de juge d'instruction pour voir si l'on appliquait bien la loi nouvelle sur la détention provisoire.

Le garde des sceaux, inspecteur primaire ? Cela consommé, hélas ! une double violation de nos lois : atteinte au secret de l'instruction, atteinte à l'indépendance du juge.

Représentant l'Association professionnelle des magistrats, j'ai dit à Europe 1 qu'il fallait y voir « un scandale et une action criminogène ».

Là-dessus, M. Bruno Frappat, dans son billet à la « nnc » du Monde (10 janvier), vole au secours du garde des sceaux. C'est charitable...

M. Frappat écrit : « Voilà donc (pour Raoul Béteille) la nouvelle définition du crime : application et respect des lois. »

Cette phrase contient, à l'évidence, de l'erreur en condensé. « Application et respect des lois ? » C'est au contraire une violation (double) de nos lois que j'ai dénoncée. « Crime » ? J'ai parlé d'action

criminogène, chose entièrement différente.

Mais, pour M. Frappat, crime et action criminogène sont des synonymes. Il admet dès lors la formule suivante : le laxisme a une action criminogène, donc le laxisme est un crime.

Ma théorie m'intéresse.

**M. PHILIPPE MESTRE**  
invité du « Grand Jury  
RTL - le Monde »

M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, ancien préfet de région, ancien directeur du cabinet de M. Raymond Barre locataire de ce qu'il était premier ministre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », le dimanche 20 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Mestre, vice-président du groupe des adhérents directs à l'UDF et président-directeur général du quotidien Presse-Océan à Nantes, répondra aux questions d'André Passeron et de Thierry Bréchet, du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Léclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 21 janvier.** — Washington: M. Reagan prête serment pour son deuxième mandat à la Maison-Blanche.

**Mardi 22 janvier.** — Rome: visite de M. Roland Dumas, qui se rendra à Londres le 23.

**Vendredi 25 janvier.** — Bangkok: voyage du secrétaire général de l'ONU en Thaïlande. Bordeaux: inauguration de la Maison ibérique en présence de M. Dumas et de M. Moran, ministre espagnol des affaires étrangères.

### SPORTS

**Samedi 19 janvier.** — Athlétisme: jeux mondiaux au Palais omnisports de Paris-Bercy (jusqu'au 20); Ski nordique: championnat du monde à Innsbruck et Seefeld (Autriche) (jusqu'au 27).

**Dimanche 20 janvier.** — Ski de fond: première course de longue distance: Dämlenlauf en Autriche.

**Lundi 21 janvier.** — Bobleigh: championnat du monde de bobleigh à quatre à Cervinia (Italie) (jusqu'au 27).

**Mardi 22 janvier.** — Automobile: arrivée du Rallye Paris-Alger-Dakar.

**Samedi 26 janvier.** — Automobile: départ du 53<sup>e</sup> Rallye de Monte-Carlo (jusqu'au 2 février).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant:  
André Laurens,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société:  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
500.000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Laurens, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction:  
Thomas Ferey

Imprimerie  
« Le Monde »,  
5, rue des Italiens,  
Paris-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN: 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE 674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL — SUISSE, TUNISIE 491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 500 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 20 F; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 460 F CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 150 pes.; E.-U., 1,10 \$; G.-B., 55 p.; Grèce, 75 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 2 000 L.; Liban, 475 P.; Libye, 0,360 DL; Luxembourg, 35 F.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 100 esc.; Roumanie, 450 F CFA; Suède, 9 kr.; Suisse, 1,70 L.; Yougoslavie, 110 ml.

## IL Y A VINGT ANS, LA MORT DE CHURCHILL

# Tumultueux et génial Sir Winston...

Il y a vingt ans,  
le 24 janvier 1965,  
mourait Winston Churchill.

« J'ai vingt-cinq ans aujourd'hui... Il est terrible de penser qu'il me reste si peu de temps... », écrivait Winston Churchill le 30 novembre 1899. La mort de son père, lord Randolph, qui fut chancelier de l'Échiquier et leader de la Chambre des Communes, dédaigné à quarante-cinq ans des suites d'une maladie vénérienne, l'avait traumatisé. Il se croyait destiné à mourir jeune. Plus tard, il prit conscience d'avoir hérité de la robuste constitution des parents américains de sa mère, Jenny Jerome. Mais un destin cruel lui imposa l'épreuve de mourir à quatre-vingt-onze ans, fortement diminué, après avoir surmonté plusieurs attaques.

Comment oublier l'image émouvante du vieil homme d'État, descendant péniblement la passerelle de l'avion qui l'avait amené aux Bermudes saluant automatiquement du signe en V le boue masoite des fusiliers gallois... Spectacle poignant que celui de l'entrée du leader octogénaire aux Communes qu'il avait si longtemps animées de sa verve vigoureuse. La porte était ouverte à deux battants pour permettre à « l'homme des Communes » d'aller s'asseoir entre deux backbenchers. Il aimait retrouver ce cadre familial, surtout le jour de question time, des questions au premier ministre.

### Un ver luisant

Quatre ans avant sa mort, il était encore assez alerte pour suivre le débat. « Parlez-moi fort, il est très saur », recommandait un député à son collègue, auquel Sir Winston n'avait pas répondu. « Oui, et on dit que le vieux est aussi gaga », murmura une voix familière. Plus tard, on le vit encore souriant mais replié sur lui-même, plongé dans une certaine torpeur ou perdu dans ses rêves.

Parce qu'il pensait avoir peu de temps à vivre, le jeune Winston, délaissé par ses parents (d'où son attachement à sa vieille « Nanny », Mrs Everest, dont il garda la photo jusqu'à sa mort dans son bureau de Chartwell), était pressé d'égaler, d'accomplir de hauts faits, comme son grand oncle du dix-huitième siècle, le premier duc de Marlborough.

Mais, tout comme le vainqueur de Blenheim et comme son père, un égyptologue notoire, Winston souffrait de dépression, d'accès de mélancolie, et même de phobies. Ainsi, il n'aimait pas dormir près d'un balcon ou stationner sur le quai d'une gare... Bien décidé à surmonter sa déprime, « black dog » (le chien noir), comme on l'appelait, était prêt à relever tous les défis, y compris celui d'une petite taille. Il avait décidé de vivre pleinement et vite, d'agir avec détermination, d'accomplir des coups d'éclat, de résister à l'adversité.

Il fut un enfant difficile, un écuyer médiocre, souffrant d'une éducation trop rigide et de l'éloignement de ses parents. Dans cet exil, « la gloire était sa nourriture », comme pour les soldats de Sambre-et-Meuse.

Il se sentait appelé à un grand destin. « Nous sommes tous des vers, dit-il un jour à Violet Bonham-Carter... mais je pense que je suis un ver luisant. » Il entretenait son imagination en faisant manœuvrer un millier de soldats de plomb, en lisant avec avidité tous les classiques, surtout les poètes, à commencer par Shakespeare.

Richard Burton rappelle qu'en 1950, alors qu'il jouait Hamlet, il fut gêné par le premier ministre au premier rang, recitant avec lui les principales tirades. Très tôt il développait un talent de journaliste et d'acteur qu'il allait si bien exploiter plus tard.

### Baroudeur et journaliste

Son père le poussa à la carrière militaire, mais par deux fois il échoua au concours d'entrée de Sandhurst, le Saint-Cyr britannique. C'est alors qu'il fit preuve de détermination. Un descendant de Marlborough pouvait-il renoncer à une carrière militaire ? Et il réussit la troisième fois.

Son fils Randolph, plus tard, évoquant les années à Sandhurst, a écrit : « Il a eu à lutter à chaque instant de sa vie... Rien ne lui était facile, ni l'éloquence ni la plume.

dans lesquelles il devait plus tard exceller... Pour arriver au succès, il dut développer cet intense pouvoir de concentration qu'il avait si bien le servir, ainsi que ses compatriotes. »

Mais Winston avait ses doutes : « Plus je pratique ce métier de soldat, plus je l'aime, mais plus je me rends compte que ce n'est pas le mien... » Il aimait l'aventure, le danger et les opérations militaires auxquelles il participait. D'abord comme observateur à Cuba, en rébellion contre les Espagnols. C'est là qu'il acquit pour toujours le goût du savoir et l'habitude de la sieste... Puis, comme correspondant de guerre (il s'était fait détacher de son régiment) en Inde, où, aux côtés des troupes anglaises, il combattit les tribus et échappa de peu à la mort. De nouveau comme militaire au Soudan, où Kitchener, sirdar de l'armée d'Égypte, lutta contre les derviches du Mahdi. Il participa à la charge d'Omdurman et, dans un corps-à-corps sanglant, tua de sa main plusieurs derviches.

Maintenant aussi bien la lance que la plume, il rapporta cette charge historique dans un gros livre (il n'avait jamais cessé d'écrire au cours de ses années militaires) où il critiquait Kitchener pour avoir ordonné la profanation de la tombe du Mahdi.

Décidément, il préférait le journalisme. A vingt-cinq ans, il « couvre » la guerre des Boers, prend des risques et, dans le feu de l'action, est fait prisonnier par un certain Louis Botha qui sera un jour premier ministre d'Afrique du Sud. Ce fut la première et la dernière captivité de sa vie. Caché dans les toilettes, il s'évade de façon rocambolesque de la prison de Pretoria. Les Boers offrent 25 livres de récompense à qui le ramènera mort ou vif. Mais il arrive à retourner en Angleterre et, plus tard, il brûlera le drapeau boer qui flottait sur son ancienne prison, tout en racontant la compréhension et la modération envers les Boers, « dignes et honorables ennemis ».

### L'irrésistible ascension

Le début du vingtième siècle est aussi celui d'une longue carrière politique. Winston idéalisait son père, lord Randolph, parlementaire conservateur, plein de talent mais dont l'instabilité, l'incapacité et surtout la maladie avaient compromis la carrière.

A-t-il voulu gagner les batailles perdues par un homme qu'il avait si peu connu mais auquel il consacra un beau livre, ou bien exorciser ce fantôme de sa jeunesse ? En tout cas, la politique lui apparut aussi passionnante et dangereuse que la guerre, car, disait-il, « on ne peut être tué qu'une seule fois au combat, mais plusieurs fois en politique ».

Sa vie publique est marquée, en effet, par une série de « morts » suivies de résurrections. Ses échecs venaient d'un tempérament fougueux, imprévisible, d'une personnalité trop forte pour s'intégrer dans le cadre traditionnel des partis. Il ne se sentait lié ni à l'opposition, ni à la haute bourgeoisie, ni aux masses populaires... Bref, il était le type même de l'outsider.

Ainsi, le jeune député conservateur d'Oldham se montra vite indiscipliné, il critiqua la politique de son gouvernement à l'égard des Boers, le protectionnisme, Chamberlain. En mai 1904, cet enfant terrible est tué par ses amis et son premier ministre qui quittent la salle quand il prend la parole. Quelques jours plus tard, élu député libéral de Manchester, il déserte officiellement les conservateurs pour rejoindre Lloyd George.

Le patricien Churchill est fasciné par le plébien Lloyd George. Il prend conscience d'une autre Angleterre qu'il connaît mal, celle de Dickens, des taudis, de la misère, des victimes de la révolution industrielle. Ce descendant d'une grande famille mène l'attaque contre la Chambre des lords « une institution absolument étrangère à l'esprit du temps et du mouvement de la société ». Mais il s'affirme tout de suite adversaire du socialisme « destructeur des richesses, de l'entreprise, de l'individu ».

Il gravit ensuite tous les échelons d'une carrière ministérielle classique : sous-secrétaire aux colonies, ministre du commerce, ministre de l'intérieur. A ce dernier poste, il prépara une réforme pénitentiaire. Mais le grand public retiendra surtout l'image romanesque du ministre portant cape et haut-de-forme, participant à l'assaut d'un fort Chabrol

anarchiste à Sydney Street dans un misérable quartier de Londres.

Churchill savait qu'il ira plus loin. Après le coup d'Agadir (1911), il n'arrête pas de dénoncer la menace allemande et impressionne le Comité impérial de défense. Enfin, en octobre, Asquith lui donne le poste convoité de l'Amirauté. Le bouillant Churchill entreprend des réformes. Il veut se débarrasser des vieux amiraux. A ceux qui lui reprochent d'ignorer les traditions de la Royal Navy, il réplique : « Quelles traditions ? Celles du rhum, de la sodomie, du foin ? » Il n'attend pas une minute, après l'expiration du délai de l'ultimatum adressé à l'Allemagne, pour transmettre à tous les navires mobilisés sans l'autorisation du gouvernement le télégramme de guerre : « Commencez immédiatement les hostilités contre l'Allemagne ».



ROUIL

En 1915, le destin lui donne un coup de semonce. Jugé responsable du fiasco de l'opération des Dardanelles, il est limogé de l'Amirauté où il ne reviendra qu'en 1940, « une des périodes les plus pénibles de mon existence », écrit-il. « Comme un animal marin ramené des profondeurs à la surface ou un scaphandrier remonté trop vite, mes veines menaçaient d'éclater du fait du changement de pression. »

Dans cette retraite forcée, il découvre beaucoup d'autres joies. « C'est alors que la muse de la peinture vint à mon secours ; charité pure et sentiment chevaleresque car, après tout, elle ne me connaissait pas. » Comme son ancêtre Marlborough, (le Malbrouk de la chanson), il part en front et « ne sait quand reviendra », lui chantent ses amis.

En fait, il reviendra vite pour rentrer au gouvernement. Malgré l'hostilité des conservateurs, opposés à ce transfuge, Lloyd George le prend dans son cabinet de coalition comme ministre des munitions. Il transforme ce poste en une tribune d'où il fait campagne pour l'intervention contre les « bolcheviques » à l'extérieur et le « défaitisme » à l'intérieur. « Pas de paix jusqu'à la victoire », crie-t-il à un pays lassé par les sanglants combats de tranchées. Il est ministre de la guerre en 1919, puis en 1921, ministre des colonies. Il trouve alors des solutions (hélas ! essentiellement provisoires) aux problèmes de l'Irlande et du Proche-Orient.

### Féconde traversée du désert

Une nouvelle épreuve l'attend. Aux élections de 1922, les libéraux sont écrasés. Il perd son siège et subit l'opération de l'appendicite. « Pour la première fois, écrit-il, je me trouve sans siège, sans emploi, sans parti et sans appendice. » Après deux autres échecs électoraux en 1923 et 1924, il retourne au parti conservateur et Baldwin le prend comme chancelier de l'Échiquier, fonctions importantes mais dans lesquelles il ne brille pas. « On a dit

que j'étais le plus mauvais chancelier de l'histoire ; on avait raison », reconnaît-il plus tard.

Les travaillistes reviennent au pouvoir en 1929, condamnant Churchill à un exil politique de dix ans. Mais cette traversée du désert est une période extrêmement féconde pour le journaliste et l'écrivain. Dans sa retraite de Chartwell, il lit beaucoup, écrit d'innombrables articles et neuf volumes sur son ancêtre Marlborough. Il reçoit ses amis, les traite royalement. « Je me satisfais aisément du meilleur », dit-il, en affichant son goût pour la bonne chère, le bon vin et, bien entendu, le whisky soda. Sa femme, Clementine, Clemmie pour les intimes, toujours à ses côtés, s'est accommodée de sa seule et puissante rivale : la politique. Le jour de son mariage, il discutait à la sacristie avec Lloyd George.

toute la terreur : la victoire, si longue et si dure que puisse être la route, car sans victoire nous ne survivrons pas ». Il mène en effet le combat avec obstination, passion et, parfois, avec un certain aveuglement, comme l'illustre la tragédie de Mers-el-Kébir.

Au lendemain du Dunkerque, lorsque l'Angleterre se trouve seule, il donne libre cours à son émotion. Son secrétaire rapporte que, dictant son fameux discours (« Nous nous battons sur nos rives, dans les champs, dans les rues, sur les collines... »), sa voix s'étrangla soudain ; les larmes coulaient sur son visage. Mais s'agrippant au dos d'une chaise, il reprend alors d'une voix triomphante : « Nous ne capitulerons jamais ! »

Tout était subordonné à la victoire. Au lendemain de l'invasion allemande en URSS, le crois de l'anticonformisme salue les soldats russes, « debout sur le seuil de leur patrie », luttant contre « les masses disciplinées, dociles et brutales de la soldatesque boche ». Et il ajoute : « Tout homme ou nation qui lutte contre le nazisme aura notre appui. »

Pendant toute la guerre, il sentait le moral de ses compatriotes et des Européens occupés par une élan quence mordante où il dénonçait Hitler, « ce monstrueux avorton de la haine et de la défile ; et son laquet en guenilles, Mussolini ». « Donnez-nous les outils et nous finirons le boulot », déclare-t-il à Roosevelt, avant de le rencontrer en mer pour élaborer, en 1941, la charte de l'Atlantique. Au lendemain de Pearl-Harbor, il lui dit au téléphone : « Nous sommes dans la même bateau maintenant ». Plus tard, il écrit : « Ce soir-là je me suis caché et ai dormi comme un rescapé reconnaissant. »

### La fin du « grand voyage »

Lentement infatigable, il va de conférence en conférence, à Moscou, à Casablanca, à Téhéran, à Québec, à Paris, pour accélérer la victoire et préparer la paix.

En juillet 1945, en pleine conférence de Potsdam, les électeurs britanniques renvoient dans l'opposition le vieux lion, lui préférant le leader travailliste Attlee. « un homme modeste, qui avait toutes les raisons de l'être ».

Le voici, une fois de plus éloigné du pouvoir. Simple péripétie d'une vie tumultueuse, puisqu'il revient à Downing Street en 1951. Entre-temps, il a donné le coup d'envoi de la guerre froide dans son discours de Fulton (mars 1946), où il évoque le rideau de fer tendu sur le continent. Il lance à Zurich l'idée de l'unification européenne mais il aura aussi l'occasion de répéter que si la Grande-Bretagne devait choisir, elle opterait « pour le grand large », c'est-à-dire l'alliance avec les États-Unis.

A soixante-dix-neuf ans, Churchill, malgré son anticonvulsivisme viscéral, croyait qu'il était le plus qualifié pour rencontrer Staline, afin de régler les problèmes mondiaux. Il estime que l'Occident est suffisamment en position de force pour accepter la réunion des quatre Grands. Cette conférence aura lieu, plus tard, à Genève mais sans Staline, mort en 1953 et sans Churchill, qui, en 1955, cède volontairement le pouvoir à Anthony Eden.

Le 27 juillet 1964, il fait sa dernière apparition aux Communes. Il écoute, sans un mot, les éloges de ses pairs. Le mois suivant, il est hospitalisé. A Eisenhower, venu en visite, il a la force de tendre la main tremblante que saisit son ancien compagnon d'armes. D'après les témoins, aucune parole n'est échangée entre les deux hommes, qui se tiennent la main en silence pendant plusieurs minutes.

Le 9 janvier 1965, Sir Winston refuse le traditionnel whisky et le cigare du soir. A sa famille, il dit : « Le grand voyage valait bien la peine d'être fait... une fois ». Ce sont ses dernières paroles. Il tombe dans un sommeil qui se transforme en coma. Comme il l'avait annoncé à son secrétaire, il meurt le 24 janvier, le jour de la mort de son père, soixante-dix ans auparavant.

Homme d'action, homme d'État, prophète, orateur, journaliste, écrivain, chacun retiendra, selon ses préférences, l'aspect le plus séduisant de cette extraordinaire personnalité. Pour de Gaulle, « Winston Churchill fut le grand champion d'une grande entreprise et le grand artisan d'une grande histoire. »

HENRI PIERRE.



# Étranger

## Comment commémorer le 8 mai 1945 ?

Comment commémorer le 8 mai 1945 ? La réponse n'est pas simple, sauf pour les Soviétiques, qui se préparent activement depuis plusieurs mois déjà à fêter le quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme. En URSS, les manifestations officielles auront lieu à un déploiement de propagande où les mises en garde contre les tentatives de fascisme à renouer et les imprécations contre le « revanchisme » allemand sont, à n'en pas douter, leur part.

Ce quarantième anniversaire est beaucoup plus embarrassant pour l'Occident, d'autant que les chefs d'Etat des pays industrialisés, parmi lesquels les trois puissances occidentales victorieuses, se trouvent réunies pour leur sommet annuel, quelques jours avant le 8 mai, en République fédérale d'Allemagne. D'autant aussi que le président américain entend prolonger ce séjour par une visite d'Etat de deux jours en République fédérale et qu'il s'agit d'un volontaire, à cette occasion, au centre de cérémonies style commémoration du débarquement en Normandie. Le président américain avait émis aussi le souhait de visiter l'ancien camp de concentration de Dachau, perspective assez peu réjouissante pour le gouvernement de Bonn, qui est, parvenu, semble-t-il, à l'an dissuader.

L'expérience de juin dernier en Normandie aidant, les alliés actuels de la République fédérale au sein de l'OTAN sont finalement convenus qu'il valait mieux se bouter à des cérémonies nationales, tout autour projetées à la fois le problème de l'invitation à faire ou non aux Soviétiques et celui de l'invitation de la République fédérale. M. Mitterrand après s'être « réchauffé » de la Normandie par le geste symbolique de Verdun, main dans la main avec le chancelier Kohl, a promis à ce dernier que rien ne serait fait en mai qui puisse heurter « l'âme ou le cœur » de ses amis allemands.

Les Allemands avaient fait preuve de plus de délicatesse encore à l'égard des Alliés, et le Foreign Office avait annoncé la semaine dernière qu'aucune cérémonie officielle n'était prévue. Cette déclaration a provoqué en Grande-Bretagne une vague de protestations, orchestrée par la presse populaire, et M. Thatcher s'est finalement rétractée devant le Chambre des communes : un service religieux sera organisé à l'abbaye de Westminster, en présence notamment de la reine et des anciens combattants. Mais, le premier ministre l'a redit vendredi 18 janvier à Bonn lors de sa rencontre avec le chancelier Kohl : il s'agit, plutôt de fêter quarante ans de paix, de liberté et de coopération occidentales.

Toutefois, c'est en République fédérale que cet anniversaire est le plus embarrassant. Depuis des semaines, les Allemands se multiplient sur le thème « que faire ? », et personne n'est d'accord. Le chancelier souhaite la plus grande discrétion. Il a été décidé qu'on se bornerait à un service ecclésiastique dans la cathédrale de Cologne et à une allocution du président de la République devant le Bundestag. Mais ce n'est pas assez pour les uns, et déjà trop pour les autres. Parmi ces derniers, M. Alfred Dregger, chef du groupe parlementaire de la CDU, qui estime qu'il n'y a pas lieu de « commémorer les catastrophes » et que le 8 mai est l'une des plus grandes catastrophes de toute l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe. Pour ce courant là, c'est-à-dire la droite de la CDU, le 8 mai est d'abord la victoire de Staline, le jour où les alliés scalèrent la division de l'Allemagne.

A gauche au contraire, on accepte mal que le gouvernement esquive cet anniversaire et l'on souhaite en faire un jour de réflexion sur la nazisme et les origines de la guerre. Sans parler des Verts, qui souhaiteraient faire de cette journée une journée pour la paix.

## M. Kampelman, « démocrate conservateur » dirigera la délégation américaine aux négociations avec Moscou sur les armements

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan a confié, vendredi 18 janvier, la conduite des futurs pourparlers avec l'Union soviétique sur le contrôle des armements à une équipe de négociateurs dont la composition répond principalement à des préoccupations de politique intérieure.

Le chef de la délégation, M. Max Kampelman, qui sera personnellement chargé des discussions sur les armes spatiales, a ainsi la double caractéristique d'être, d'une part, un démocrate lib de longue date à M. Mondale, dont il avait été l'un des conseillers de politique étrangère durant la campagne présidentielle, et d'être, d'autre part, proche des plus chauds partisans de la fermeté vis-à-vis de l'URSS — notamment M. Kirkpatrick, qui doit bientôt quitter son poste d'ambassadeur à l'ONU. Très représentatif de ces « démocrates conservateurs », dans les rangs desquels M. Reagan a puisé plusieurs des meilleures têtes de son équipe, M. Kampelman — qui est avocat — avait déjà été nommé par M. Carter comme représentant américain aux négociations de Madrid sur la coopération et la sécurité en Europe.

Maintenant à ce poste après l'élection de 1980, il y avait fait montre d'une très grande pugnacité dans la dénonciation des violations des droits de l'homme dans le bloc soviétique et avait récemment déclaré que les accords de contrôle des armements signés jusqu'à présent n'avaient qu'un intérêt limité. M. Kampelman s'était enfin déclaré il y a peu, dans un article de revue, favorable au programme de défense spatiale antimissiles, qui constituera la principale pierre d'achoppement des pourparlers à venir et qui est très critiqué à Washington. Ce profil lui donne l'avantage, aux yeux de la Maison Blanche, de pouvoir être écouté aussi bien des démocrates, qui craignent que M. Reagan ne fasse pas preuve d'assez de souplesse sur son initiative de défense stratégique, que des conservateurs, dont la crainte est exactement contraire.

En dehors de ce profil et d'une intelligence que personne ne lui conteste et qu'a soulignée M. Shultz, M. Kampelman n'a pas plus de qualifications particulières pour sa nouvelle tâche que n'en a M. John Tower, à qui revient la responsabilité des discussions sur les armes nucléaires stratégiques intercontinentales. Républicain, quant à lui, M. Tower a été sénateur du Texas pendant vingt-trois ans et président, avant de prendre sa retraite en novembre dernier, la commission des forces armées. Il avait été, à ce titre, l'un des principaux artisans de

la politique de réarmement de M. Reagan. Il s'agit en conséquence de la confiance des conservateurs, auxquels il devrait pouvoir faire oublier la mise à l'écart de M. Rowny, qui était leur candidat pour la « corbeille » stratégique. M. Rowny, qui était chef de la délégation américaine aux conversations START de réduction des armements stratégiques, est nommé « conseiller spécial » de M. Reagan et Shultz pour les futures négociations, tout comme M. Nitze, qui, lui, représentait sur les armes nucléaires l'administration précédente.

Ce dernier dossier est confié au seul diplomate de carrière de la nouvelle équipe, M. Maynard Gluman, qui était depuis 1983 chef de la délégation américaine aux négociations MBFR de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

En commentant ces nominations, M. Shultz a qualifié ces trois personnalités de « patriotes fermes et résolus » et déclaré souhaiter que les pourparlers avec l'URSS s'engagent « le plus rapidement possible ». Washington a proposé mercredi à Moscou, a-t-on appris à cette occasion, que cela se fasse en mars à Genève.

B. G.

### Italie

## Une lettre d'Ali Agca à l'attaché militaire américain

« Vous m'avez donné le feu vert pour parler... »

De notre correspondant

Rome. — En août 1983, Ali Agca, l'auteur de l'attentat contre le pape, a écrit une lettre étrange à l'attaché militaire de l'ambassade américaine. Le texte de cette lettre, qui figure dans les notes de l'inspection, a été publié vendredi 18 janvier par le quotidien la Repubblica. Le texte est essentiellement une longue tirade sur les agissements de l'Union soviétique mais il laisse supposer que des accords avaient été passés entre Agca et les Américains.

Agca commence par remercier l'attaché militaire pour son aide : « Je vous avais déjà exprimé ma grande gratitude et mon estime. Merci : depuis deux ans, vous avez fait le nécessaire, compte tenu de notre situation et de nos intérêts communs ». Soulignant ensuite le peu de crédibilité que certains journaux américains attachaient à l'époque à ses déclarations, Agca poursuit : « Si je dois être considéré comme un menteur, le reste du monde libre doit être également considéré comme un menteur, et les Soviétiques finiront par gagner la grande bataille de la guerre froide. Vous m'avez donné le feu vert et j'ai commencé à parler... »

Cette lettre fut effectivement reçue par l'attaché militaire américain. Celui-ci la fit parvenir aux services secrets italiens, qui la transmettent au juge Martella. Interrogé par ce dernier, Agca déclara avoir imaginé cette lettre pour convaincre les Américains de sa crédibilité. Le juge Martella la considéra comme l'une de ses actions « mystificatrices », dont le jeune Turc avait montré, au cours de l'inspection, être coutumier.

Le juge n'eût-il soulevé l'importance de cette lettre ? C'est ce qu'estime M. Consolo, avocat d'Agca, qui a toujours soutenu que quelque'un de l'extérieur a « piloté » les aveux du Turc. « Cette lettre constitue l'un des éléments, mais nous en avons bien d'autres tendant à accréditer notre thèse », nous a dit M. Consolo. Selon l'avocat, cette lettre prouve surtout qu'Agca entretenait des contacts avec l'extérieur au moment où il faisait ses aveux.

Le fait que cette lettre soit sortie de la prison est, selon le juge Martella, tout à fait normal : « Contrairement à ce qu'on dit, Agca n'était plus, légalement, placé en situation d'isolement depuis l'été 1982. Il restait dans les quartiers de haute sécurité uniquement parce qu'il l'avait demandé, craignant pour sa vie. Une lettre n'aurait pu sortir d'une seule par l'administration pénitentiaire que s'il y avait un motif grave. Sauf cela, il aurait dû lui donner plus de valeur qu'elle n'en avait. »

PHILIPPE PONS.

Les amis africains, ajoutant : « Je pense que le président Houphouët-Boigny n'en doutait pas un seul instant (...). Il n'y a pas eu de tout de divergence sur ce problème. »

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire (le Monde du 18 janvier) que M. André Delchède, député PS du Pas-de-Calais, avait été nommé membre du Haut Conseil de la francophonie alors qu'il a seulement été l'un des personnalités ayant contribué à la mise en place de cette institution.

## L'état de santé de M. Tchernenko pourrait conduire à un ajournement du voyage de M. Dumas à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Au terme d'une visite de quarante-huit heures dans la capitale soviétique, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat français aux relations extérieures, a recueilli, auprès de ses interlocuteurs, la confirmation implicite que le récent report de la réunion au sommet des pays du pacte de Varsovie était dû à l'état de santé de M. Tchernenko. Cette situation laisse d'ailleurs planer des doutes sur la visite envisagée du chef de l'Etat soviétique en France au cours de l'année 1985 et même, bien que M. Baylet s'en défende, sur le prochain voyage que M. Dumas compte effectuer à Moscou. Le ministre français des relations extérieures souhaite se rendre dans la capitale soviétique « avant la fin de février », mais on laisse entendre, du côté soviétique, que M. Dumas ne peut être préféré à cause des élections aux soviets de chacune des quinze Républiques fédérées qui doivent avoir lieu le 24 février. La maladie de M. Tchernenko semble à l'heure une explication plus plausible. Il est difficile d'imaginer, en effet, que M. Dumas puisse aller à Moscou sans rencontrer le chef de l'Etat soviétique.

La visite du secrétaire d'Etat aux relations extérieures a encore permis d'apprendre que le PC soviétique allait se faire représenter par un mem-

bre du bureau politique (peut-être M. Gorbatchev ?) au congrès du PC qui commencera le 6 février prochain. La date du prochain congrès du PC soviétique serait, d'autre part, avancée. Celui-ci devait avoir lieu au printemps 1986. Il est question maintenant qu'il se tienne en octobre ou en novembre prochain, sans qu'aucune explication satisfaisante puisse être apportée à cet avancement, hormis peut-être le désir de M. Tchernenko lui-même ou de son entourage de ne pas trop attendre.

M. Baylet a inauguré à Moscou une exposition des techniques françaises de construction dans laquelle étaient représentées une cinquantaine d'entreprises. Les conversations qu'il a eues à cette occasion, notamment avec MM. Kornienko, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et Zagladine, premier chef adjoint de département international du comité central du parti, l'ont convaincu que le réchauffement intervenu ces derniers mois entre Paris et Moscou va se poursuivre et même s'intensifier. Le voyage de M. Mitterrand en URSS, en juin dernier, prendrait rétrospectivement l'allure d'un tournant positif, voire d'un virage à angle droit, dans les relations franco-soviétiques, qui avaient été exécrables depuis le 10 mai 1981.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Un « historien » soviétique explique comment les « sionistes » ont collaboré à l'extermination des juifs

Moscou (Reuter). — Des sionistes ont été les « partenaires » des nazis et se sont rendus coupables, au même titre qu'eux, de l'extermination de millions de juifs pendant la seconde guerre mondiale, affirme un « historien » soviétique, Lev Komeev, dans une interview publiée, jeudi 17 janvier, par l'agence Tass.

Pour M. Komeev, les sionistes ont tenté d'empêcher les juifs de combattre les nazis et ont cherché plus tard à gommer les traces de leur « alliance avec le nazisme », mais ils n'en ont pas moins conservé des contacts avec les milieux néo-nazis.

M. Komeev prend acte de ce que beaucoup de juifs ont combattu le nazisme dans les armées de l'URSS et des Alliés. « Mais les sionistes, partenaires des nazis, n'ont eu aucun rapport avec cette lutte sacrée », dit-il. A l'inverse, ils partagent avec les nazis la responsabilité de l'extermination des juifs durant la seconde guerre mondiale. Ils ont le sang des victimes sur les mains et sur la conscience. »

« Les banques et les sociétés contrôlées par les sionistes ont énergiquement contribué au financement du Reich et de la machine de guerre nazie. Beaucoup de ces banques ou sociétés constituent aujourd'hui le rumpel du sionisme international et soutiennent la politique d'agres-

sion de Tel-Aviv », dit l'historien cité par Tass.

M. Komeev a ajouté que la propagande israélienne vise à réduire l'histoire de la seconde guerre mondiale à la tentative d'extermination des juifs européens : « On prétend que l'extermination des juifs fut le principal aspect de la politique nazie et que tous les peuples du monde ont trahi » les juifs européens. Cela représente une déformation grossière des véritables faits historiques. Le principal aspect de la politique nazie (...) était la lutte contre le socialisme, contre l'Union soviétique. »

[M. Komeev est un « récidiviste » de l'antisémitisme. Ce collaborateur de l'Institut des pays d'Asie et d'Afrique avait, entre autres œuvres, publié en juillet 1978 dans l'hebdomadaire soviétique Ogoniok deux articles consacrés aux liens entre le sionisme et l'industrie de l'armement en Occident. Qualifiant les ventes d'armes du « plus sioniste des business », il employait quelques expressions et un ton rappelant de ministres précédents.]

La publication de cet entretien avec Tass, à un moment où l'URSS prépare activement le quarantième anniversaire de la victoire de 1945, fait partie de la préparation psychologique d'une célébration qui sera, pour les dirigeants de Moscou, une occasion d'exalter le patriotisme soviétique.]

## A travers le monde

### Bolivie

● LIBÉRATION DE DIRECTEURS D'ENTREPRISE DÉTENU PAR DES OUVRIERS EN GREVE. — Les ouvriers qui détenaient depuis deux jours près de deux cents responsables et directeurs d'entreprise à La Paz et à Santa-Cruz, dans l'est du pays, ont décidé vendredi 18 janvier de les libérer, mais ils ont maintenu leur intention de poursuivre la grève pour une durée illimitée. Les travailleurs exigent l'application d'un accord conclu avec le ministère du travail sur des augmentations de salaires de 300 %, taux jugé excessif par les entrepreneurs. Le taux d'inflation en 1984 a été de l'ordre de 2000 %. — (AFP.)

### Chili

● DISPARITION D'UN OPPOSANT. — La commission de soli-

darité européenne avec le Chili (1) signale, le samedi 19 janvier, que M. Sergio Fernandez Ruiz Lazo, un opposant au régime Pinochet, est porté « disparu » depuis vingt jours. Ses amis sont convaincus qu'il a été arrêté par la police politique. M. Ruiz Lazo, arrêté en 1976, expulsé en 1977, avait trouvé refuge en France. Il était rentré au Chili en octobre 1984.

(1) COSECH, 34, rue du Nord, 75018 Paris.

### Chine

● ACCIDENT D'AVION : TRENTE-HUIT MORTS. — Trente-huit personnes, dont deux Américains, sont mortes vendredi 18 janvier, dans un accident d'avion des lignes aériennes chinoises (CAAC) à l'aéroport de Jinn (province du Shandong), a annoncé samedi

l'agence Chine nouvelle. Quarante-et-une personnes, dont sept membres d'équipage, se trouvaient à bord de l'appareil, un Antonov-24, qui s'est écrasé lors de l'atterrissage. — (AFP.)

### Corée du Sud

● LE RETOUR DE M. KIM DAE JUNG. — M. Kim Dae Jung, chef de file de l'opposition sud-coréenne, a annoncé, le vendredi 18 janvier à Los Angeles, qu'il comptait rentrer à Séoul le 8 février. « Je reviens, parce que je crois pouvoir encourager le peuple sud-coréen à croire qu'il pourra avoir une démocratie d'ici quelques années », a-t-il déclaré. — (Reuter.)

### Egypte

● ARRESTATIONS D'OPPOSANTS. — Vingt-cinq personnes accusées d'appartenir à des

« organisations clandestines » ont récemment été arrêtées en Egypte, a annoncé, samedi 19 janvier, le ministre égyptien de l'Intérieur, M. Ahmed Rouchdi. Il n'a indiqué que, parmi ces personnes, certaines qu'il a qualifiées d'« extrémistes de gauche », ont été appréhendées la semaine dernière au Caire et dans sa banlieue industrielle de Choubra-el-Kheima, ainsi qu'à Alexandrie, ou possession de tracts « incitant aux manifestations ». — (AFP.)

### Espagne

● L'ETA MILITAIRE REVENDIRAIT L'ENLEVEMENT D'UN INDUSTRIEL DE SAINT-SEBASTIEN. — M. Angel Urrutia, directeur de plusieurs usines sidérurgiques, enlevé jeudi 17 janvier par des inconnus est aux mains de l'ETA

militaire, qui a revendiqué cette action vendredi 18 janvier. La police a lancé une vaste opération pour retrouver M. Urrutia. — (Reuter.)

### Yougoslavie

● GREVE DE LA FAIM. — M. Milan Mladenovic, un poète de trente-cinq ans, qui a travaillé pour le périodique Savremeni publik à Paris, a commencé, le mercredi 16 janvier, une grève de la faim en prison afin d'obtenir l'autorisation de présenter lui-même sa propre défense. M. Mladenovic est jugé, depuis le 10 janvier, pour activités hostiles au pays. On lui reproche d'avoir publié des textes dans le périodique connu pour ses sympathies royalistes. M. Mladenovic, qui réside habituellement à Paris, a été arrêté lors d'un voyage à Belgrade. — (AP.)

هكذا من الأصل



## Etranger

### Chine

#### Les relations avec la France ont marqué le pas en 1984

De notre correspondant

Pékin. — Pour les relations franco-chinoises, 1984 aura sans doute marqué le creux de la vague, mais de récents développements incitent à plus d'optimisme. Témoin l'embargo autour du centre culturel (le Monde du 1<sup>er</sup> et daté 6-7 janvier) : les crédits supprimés pour des raisons budgétaires ont été rétablis. Mieux, une Maison de France pourrait voir le jour à Pékin d'ici deux à trois ans. Un premier sondage a été fait auprès des Chinois, et les milieux d'affaires français montrent de l'intérêt pour ce projet.

Ces deux décisions semblent l'indice d'une volonté politique française de développer les relations avec la Chine, jusqu'à présent peu satisfaisantes pour les deux parties et pénétrées d'incompréhensions mutuelles (en particulier sur l'Indochine), qui datent en partie du précédent septennat. L'initiative de la Maison de France vient d'ailleurs de M<sup>me</sup> Mitterrand, hôte officielle du gouvernement chinois en novembre dernier.

Sur le plan commercial, les chiffres de 1984 ont été décevants. Pour les onze premiers mois de l'année, les exportations françaises ont chuté de 32 %, passant de 2,9 à moins de 2 milliards de francs. Les importations ont, au contraire, crû de 20 %, passant de 2,7 à 3,3 milliards. Le taux de couverture de nos importations, qui était de 104 % en 1983, n'est plus que 99 %. Ce qui est d'autant plus décevant que les échanges de la Chine avec ses principaux partenaires commerciaux (Etats-Unis, Japon, Hongkong, et RFA) ont considérablement augmenté.

Il y a plusieurs raisons à ce déséquilibre. Tout d'abord, le manque à gagner de nos exportations résulte de la baisse de nos ventes de céréales (que les Chinois trouvent chères et de qualité médiocre) et de sucre, en raison des excellentes récoltes qui ont suivi la réforme économique dans les campagnes chinoises. D'autre part, bon nombre de firmes françaises ont pris du retard par rap-

port à leurs concurrents étrangers ou ont présenté des propositions que les Chinois — négociateurs très difficiles — n'ont pas trouvés assez concurrentielles. Enfin, les conditions de crédit offertes par la France sont souvent plus coûteuses que celles des autres pays.

#### De meilleures perspectives

Si, en 1984, la France a perdu plusieurs contrats (gazéification du charbon à Pékin, automobiles à Shanghai), et si d'autres dossiers — comme celui de la centrale nucléaire de Daya-Bay, près de Canton — traînent en longueur, les perspectives pour 1985 paraissent plus positives. Les contrats nucléaires et de télécommunications (un central de 100 000 lignes pour Pékin et un centre de recherche en micro-informatique) semblent en bonne voie. D'autres négociations sont en cours : satellite de télédiffusion, équipement automobile, locomotives... La Chine a décidé d'acheter cinq Airbus, et s'est vu proposer de coopérer au projet (sous-traitance pour l'A-310 et participation industrielle à l'A-320 et à l'ATR-42). Dans plusieurs de ces projets apparaît une volonté nouvelle de transférer des technologies, parfois très avancées, à la Chine.

De son côté, la Chine semble prendre mieux conscience des potentialités françaises et de la nécessité de rééquilibrer les échanges bilatéraux. Elle vient, par exemple, d'acheter des milliers de voitures et un grand nombre de téléviseurs. 1985 pourrait voir ces efforts commencer à porter leurs fruits, même si c'est avec un certain retard. Car la place commerciale de la France n'est pas à la hauteur de son implantation ici (au troisième rang des sociétés présentes et des sociétés mixtes derrière Américains et Japonais). A un moment où la Chine pense avant tout aux affaires, celle-ci conditionne en partie l'importance des relations politiques.

P. de B.

#### Les ministres indochinois des affaires étrangères estiment « souhaitable » une solution négociée au Cambodge

Ho-Chi-Minh-Ville (Vietnam) (AFP). — Le Vietnam et ses deux alliés laotien et cambodgien ont affirmé, le vendredi 18 janvier, que le conflit armé entre Phnom-Penh et les maquisards cambodgiens anti-vietnamiens tournerait à l'avantage du régime cambodgien dans les prochains mois si une solution négociée n'intervenait pas.

Cette position a été exprimée dans le communiqué final publié à l'issue de la conférence des ministres des affaires étrangères des trois pays réunie à Ho-Chi-Minh-Ville. « En cinq à dix ans, dit le communiqué, le prétendu problème du Kampuchéa (Cambodge) se sera résolu de lui-même, même en l'absence d'une solution négociée ». Le texte souligne toutefois qu'une telle solution est « plus souhaitable ».

Le texte réaffirme par ailleurs qu'une solution à la crise du Cambodge doit nécessairement passer par « la liquidation de la clique criminelle de Pol Pot », qui se conjuguerait avec le retrait des forces vietnamiennes déployées au Cambodge.

Dans une interview accordée à l'AFP, le premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement de Phnom-Penh a de son côté déclaré que son régime accepte-

rait de discuter avec les groupements dirigés respectivement par le prince Norodom Sihanouk et par M. Son Sann « s'ils se dissociaient de Pol Pot ». Dans l'hypothèse où les factions nationalistes « se dissocieraient de Pol Pot et se joindraient à nous pour son élimination », a-t-il précisé, elles pourraient jouer « un certain rôle » au Cambodge. M. Hun Sen a ajouté qu'« un changement d'attitude » de la part du prince Sihanouk et de M. Son Sann « pourrait servir d'amorce d'un déblocage de la situation » au Cambodge et servir ainsi de préliminaire à un éventuel règlement politique.

Le communiqué final de la conférence indochinoise a paru marqué par ailleurs au réajustement de la politique du Vietnam et de ses alliés à l'égard des pays non communistes de l'Asie du Sud-Est — l'Indochine, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, les Philippines et Brunei, regroupés au sein de l'ASEAN, Association des Nations unies du Sud-Est asiatique. Citant en exemple les contacts entretenus entre le Vietnam et l'Indonésie, il a en effet exprimé le souhait de développer les relations bilatérales au lieu de réclamer, comme par le passé, un dialogue de groupe à groupe.

### Inde

#### Sept personnes, dont de hauts fonctionnaires ont été arrêtées pour espionnage

New-Delhi (AFP, Reuters). — Sept personnes, dont de hauts fonctionnaires du ministère indien de la défense, ont été arrêtées le vendredi 18 janvier, à New-Delhi par la police pour espionnage au profit de puissances étrangères, a affirmé l'agence de presse indienne PTI, citant des sources dignes de foi.

Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, avait annoncé le même jour devant le Parlement l'arrestation de plusieurs personnes « impliquées dans des activités contraires à l'intérêt national », sans donner plus de détails afin, disait-il, de ne pas gêner l'enquête en cours.

PTI a précisé que parmi les sept personnes arrêtées figuraient, outre de hauts responsables du ministère de la défense, un membre du bureau de M. Gandhi et un autre du secrétariat du cabinet. Selon PTI, des documents compromettants ont été saisis sur ces personnes.

Les personnes arrêtées comparaissent devant la justice au moment où M. Gandhi faisait sa déclaration au Parlement.

Le président adjoint de la cour de justice de New-Delhi, M. Bhauri Bhushan, a décidé la mise en détention provisoire des sept accusés jusqu'au 28 janvier prochain et a ordonné l'apposition de scellés sur les documents liés à l'affaire.

Le ministère publie à l'accusé devant le tribunal les suspects d'avoir fourni des informations vitales pour la défense indienne à des pays étrangers, sans toutefois en citer aucun.

Quelques heures plus tard, on apprend la démission de M. P.C. Alexander, l'un des principaux conseillers du premier ministre et, autrefois, de sa mère Indira. Le journal Indian Express écrit, samedi, que parmi les sept personnes arrêtées figure M. T.N. Kher, secrétaire particulier de M. Alexander.

## Afrique : l'islam, vent en poupe

### Un facteur politique mobilisateur

L'islam noir est en marche. Depuis l'accession à l'indépendance des jeunes Etats nés de la colonisation, il a fait un grand bond en avant et est toujours en expansion. Tous les observateurs s'accordent sur ces constatations. Sur les quelques quatre cents millions d'habitants que compte le continent, près de la moitié sont musulmans.

Par comparaison, le christianisme, qui connaît un renouveau qualitatif et semble reprendre sa progression, mais lentement et ponctuellement, compte environ soixante-quinze millions d'âmes. Le reste est représenté par les animistes et une poignée de juifs (alors qu'ils étaient assez nombreux dans le passé), comme les falachas d'Éthiopie. La progression des catholiques et des protestants est, il est vrai, contrariée par la « perte » de ceux qui renouent à leur foi pour embrasser l'islam. Cette « perte » étant elle-même compensée par les conversions au christianisme des animistes, lesquels ont, cependant, tendance à se tourner massivement vers l'islam.

Quel parcours depuis la fulgurante chevauchée des cavaliers d'Allah venus de la péninsule arabique qui, dès le septième siècle, traversèrent le nord de l'Afrique pour atteindre l'Atlantique ! En revanche, ils ne dépassèrent pas au sud les confins du Sahara. Selon une tradition toujours vivace en Mauritanie, c'est la mouche tsé-tsé qui, piquant les chevaux, retarda la pénétration de l'islam dans l'Ard-El-Soudan, la terre des Noirs.

#### Les esclaves convertis

L'arabisation et l'islamisation du Maghreb ne seront parachées qu'après l'invasion des Beni Hilal et des Beni Souleim, tribus envoyées par le sultan d'Égypte au onzième siècle. Beaucoup de ces quelques cent mille nomades se sédentarisèrent, mais d'autres, repoussés par les citadins, mettaient deux siècles à venir buter sur la barrière de l'Atlantique. Ils nomadisèrent donc dans l'ensemble mauritanien, où ils se mêlèrent aux tribus berbères. Ce sont les commerçants et les marabouts maures de cette région d'une part, les pasteurs libyens d'autre part, qui vont alors assurer l'islamisation de l'Afrique occidentale.

L'islamisation de l'Afrique orientale commença, elle, dès le huitième siècle, l'empire abbasside allant y chercher la main-d'œuvre nécessaire aux plantations indiennes d'Irak, Bantous, Zandj et même Cafres du Natal (le mot cafre vient de l'arabe *kafer* qui signifie infidèle, notion qu'utilisaient les Arabes pour justifier leurs razzias) réduits en esclavage et ramenés à bord de boudes. Toutefois, note Vincent Monteil dans *l'islam noir, une religion à la conquête de l'Afrique*, « dès l'insurrection des ouvriers agricoles zandj d'Basorah (milieu du IX<sup>e</sup> siècle), les esclaves convertis eurent droit à l'émancipation ».

On a beaucoup évoqué ici ou là les traces laissées dans la conscience collective des Noirs par les razzias des marchands arabes, que résume cette terrible réflexion d'un dirigeant africain : « Hier ils nous vendaient, aujourd'hui ils veulent nous acheter avec l'argent de leur pétrole ! ».

Institution immémoriale, bien que condamnable, l'esclavage a été pratiqué sur tous les continents et a correspondu à un mode de production : il y avait des esclavagistes noirs bien

avant l'apparition de l'islam et, du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, la traite des Noirs par les Blancs a permis de transporter dans le Nouveau Monde, quelque 10 millions de personnes. Constatons en tout cas que l'esclavage n'a pas entravé la progression de l'islam. Comment expliquer dès lors ce phénomène ?

L'islam a souvent emporté l'adhésion en faisant preuve, se-

tion des tâches dans des sociétés essentiellement agricoles. De leur côté, les femmes sont favorables à l'islamisation, qui représente pour elles une promotion et leur accorde une part d'héritage, que le droit coutumier leur refuse.

D'une façon générale, la religion musulmane semble mieux s'adapter que d'autres aux fonds culturels locaux et être aisément

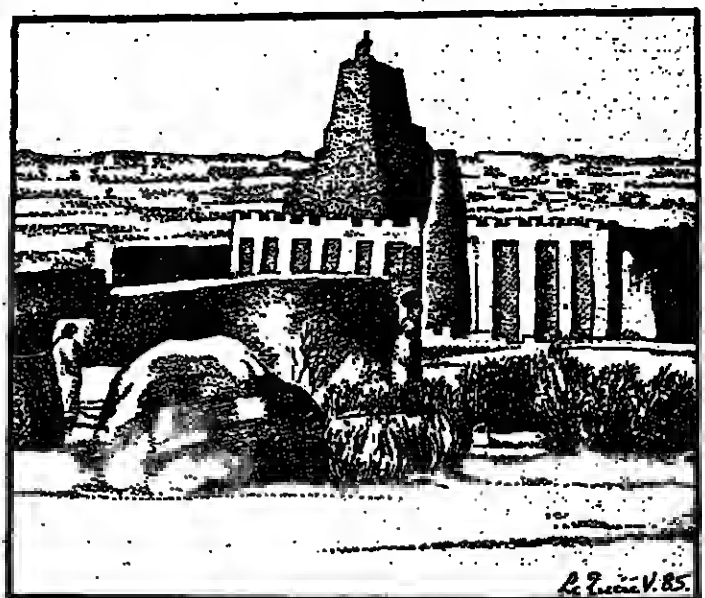
Afrique comme une religion étrangère. C'est si vrai qu'il a servi de ciment pour résister à la pénétration coloniale et qu'il est devenu désormais comme une religion du tiers-monde.

Aujourd'hui, alors que les Etats nés de l'indépendance et les filles formées en Occident ont souvent échoué à réaliser un développement qui assure une évolution équilibrée et harmonieuse de la société, l'islam apparaît comme un facteur politique éminemment mobilisateur, que ne peuvent apporter les dirigeants au pouvoir. De même a-t-il incité nombre de régimes qui entraînaient des liens avec l'Etat hébreu, et plus particulièrement les membres de l'Organisation de la conférence islamique, à apporter leur soutien à la cause du peuple palestinien et à condamner la judaïsation par Israël de Jérusalem, troisième ville sainte de l'islam après La Mecque et Médine.

Dans le même temps, l'islam noir est parvenu, comme ailleurs, par différents courants (traditionalisme, soufisme, modernisme, activisme). Dès lors, Téhéran, Ryad, Tripoli soutiennent plus ou moins ouvertement les courants qui s'inscrivent dans leur mouvance, tandis que d'autres capitales, comme Le Caire, Alger, ou Bagdad, encouragent une approche plus « laïque ». Pourtant, la grande question qui se pose est de savoir comment, d'ici à l'horizon 2000, l'islam aidera les sociétés africaines à se mettre « au temps du monde », selon la belle expression de Jacques Berque (1).

PAUL BALTA.

(1) *L'islam au temps du monde*, Paris, Sindbad, 1984.



VIOLETTE LE QUÈRE

La mosquée-université de Sankoré (actuel Mali).

lon les lieux et les circonstances, de sa supériorité guerrière, marchande, culturelle ou sociale. Il a également bénéficié de périodes de bouleversements économiques et de « ruptures sociales » qui le faisaient apparaître comme un recours. Il a alors substitué une forme de vie communautaire à une autre en déclin et a apporté une rationalité aux sociétés qui l'embrassaient.

#### Une foi simple et claire

Ainsi note-t-on une certaine analogie entre ce qui s'est produit en Afrique noire et dans le sud-est asiatique, où la population passe d'une conception cosmogonique comme à Angkor et à Java (le palais du roi est le centre de tout) à une conception géographique de l'univers (on regarde vers La Mecque, on s'y rend en pèlerinage et l'on entre en contact avec d'autres peuples), tandis qu'au temps immémorial est substitué le temps chronologique, introduit par la notion de fin du monde figurant dans le Coran.

Enfin, on sort des relations immuables imposées aux différentes composantes dans la hiérarchie sociale pour affirmer la notion d'individu existant en soi (les mots « moi » et « je » n'existaient pas dans le vocabulaire indonésien avant l'islam), grâce, entre autres, à la conception égalitaire de l'islam et à la réflexion sur la mort. Pour autant, l'individu n'est pas conçu séparément de la société au sein de laquelle il vit.

Sur le plan strictement religieux, l'islam est une foi simple et claire : pour y adhérer, il suffit de croire à l'unité de Dieu et en la mission de son Prophète. Pas de mystères compliqués, comme celui de la Sainte Trinité ou de l'Immaculée Conception chez les catholiques.

En somme, les voies d'Allah ne paraissent pas impénétrables comme celles du Seigneur dans la chrétienté. Du point de vue social, l'islam tolère la polygamie et n'a donc pas contrarié la coutume ancestrale liée à la réparti-

intégrée. « Dans l'ensemble du monde musulman, écrit Vincent Monteil, il ne semble pas douteux qu'on puisse distinguer cinq grands axes culturels : l'islam arabe, l'islam turc, l'islam indo-iranien, l'islam malais, l'islam noir. C'est même parce qu'il a été adapté par les Africains, qu'il a été adopté, que l'islam n'est pas « senti » en

#### UNE JOURNÉE Marx fut-il musulman ?

Autant le savoir, la plupart des orientalistes ne veulent plus entendre parler d'« islamisme », de « fondamentalisme », ni d'« extrémisme » lorsqu'il s'agit de décrire les formes violentes, rétrogrades ou tout simplement bruyantes prises depuis une dizaine d'années par un certain islam (1) « militant » ou « révolutionnaire ». Ils ont décliné d'adopter le terme « islamisme », désormais attaché à sa signification « neutre » puisqu'on l'utilisait jusqu'ici pour désigner la doctrine religieuse musulmane comme on parle du judaïsme, du catholicisme ou de l'hindouisme. A l'avenir, le terme « islam » seul s'appliquera aussi bien à la religion qu'au monde musulman.

Quant aux « islamistes islamiques », ils seront maintenant appelés « islamistes », néologisme bienvenu ne serait-ce que parce qu'il remplace deux mots par un seul.

Ces nouveaux termes ont notamment été roqués lors d'une Journée sur les « acteurs des mouvements islamistes » qui s'est déroulée, mi-janvier, au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), « laboratoire » créé depuis 1987 au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Existait depuis 1982 et fonctionnait sous l'égide de la Fondation nationale des sciences politiques, le CERI connaît ces derniers temps un regain d'activité. Il regroupe une quinzaine de chercheurs permanents, en plus sur les différents systèmes socio-politiques étrangers.

La Journée sur l'islamisme a permis de regrouper sur l'étranger ou dans la salle une bonne partie des orientalistes francophones dont les écrits comptent

aujourd'hui sur l'islam et l'islamisme. (1) Des sessions uniques du même niveau sur l'Afrique australe (5 février), la Chine (17 février) et l'Inde (21 mars) sont en cours de préparation.

A la rencontre sur l'islamisme, c'est Olivier Roy, conseiller au Centre d'analyse et de prévision, créé naguère par M. Michel Jobert au Quai d'Orsay, qui a ouvert le feu en présentant les « mouvements islamistes » africains, qui animent aujourd'hui l'Afrique, la moitié de la résistance aux Soviétiques. Ce brillant afghanologue a relevé non sans ironie que dans les années 80 les Occidentaux confondent à Kaboul les « islamistes » avec les opposants marxistes. Il est vrai que les islamistes de cette époque brôlaient involontairement les pistes en citant Régis Debray, aujourd'hui chargé de mission auprès du président Mitterrand, et que celui-ci présente maintenant comme le « gauchiste de l'Elysée ». Aujourd'hui, les communistes au pouvoir en Afghanistan sont bien souvent d'anciens élèves du fameux lycée français d'Afghanistan, d'où le chef islamiste Massoud, l'un des chefs islamistes de la résistance, fut renvoyé pour « insubordination de menteur ».

Bernard Hourcade qui, de 1978 à 1983, dirigea l'Institut français de Téhéran, aujourd'hui fermé, a regardé l'« révolution islamique » — que l'on devrait, en bonne logique, appeler « islamisme » — sous l'angle sociogéographique. « Dans l'Iran anéanti du chaos se sont formés dix millions de Résistants réarmés libérés, voulant gouverner. L'Iran s'est vu leur parler. Ils sont aujourd'hui au pouvoir ou bénéficient du changement de régime. Ils portent la barbe et ont



**Un musulman sur six seulement — on l'oublie trop — est un Arabe. Dans la prodigieuse expansion de la religion du Prophète, l'Afrique noire apparaît comme un champ d'action de plus en plus propice, alors même que les mauvais souvenirs des razzias et de la traite des esclaves auraient pu freiner le progrès du Coran. Au sud du Sahara, pourquoi les musulmans ont-ils le vent en poupe et pourquoi leur foi est-elle devenue l'un des facteurs politiques de la vie du continent ?**

## Au sud du Sahara, une « contre-société » de cent millions d'âmes

L'islam passe souvent pour une religion extérieure à l'Afrique noire. On voit volontiers dans son expansion le fruit des intérêts et des ambitions arabes au sud du Sahara. L'Afrique profonde et authentique serait celle des croyances et cultes ancestraux ; la religion de la modernité, elle, serait celle apportée par les missionnaires chrétiens qui ont formé toute une élite, devenue classe dirigeante. L'islam africain, donc, n'est guère pris au sérieux, n'étant ni une religion inscrite dans les racines ni associée au progrès : religion superficielle, imposée ou dépassée.

Il existe cependant un islam noir, c'est-à-dire adapté aux cultures africaines, repensé en fonction non seulement des structures et mentalités anciennes, mais aussi des situations présentes ; cela ne signifie pas pour autant que nous sommes en présence d'un islam indépendant, voire schismatique, coupé du reste de l'humanité — la communauté mondiale des musulmans. L'islam est une religion active de longue date en Afrique noire. Il a marqué le cours de son histoire depuis neuf siècles environ. Il a commencé à se propager dès le XI<sup>e</sup> siècle au Tékrou (sur les rives du fleuve Sénégal), puis dans l'empire du Ghana. Plus tard, le souverain du Mali, Kanak Moussa, effectua (1324-1325) aux lieux saints de La Mecque un pèlerinage retentissant, dont les chroniqueurs arabes ont gardé un souvenir étonné. En 1352, Ibn Batouta observait que les musulmans de cet empire « ont grand pèle pour apprendre par cœur le sublime Coran ». Le développement de la religion du Prophète au Soudan (future colonie française devenue ensuite le Mali) donna naissance à des foyers intellectuels renommés (comme Tombouctou).

Au cours des siècles suivants, une vaste révolution islamique déploie son action en Afrique de

l'Ouest, sous la bannière de personnalités comme El Hadj Omar ou Ousmane Dan Fodio, dénonçant l'ordre politique ancien et s'érigeant en force de renouveau face à l'impérialisme européen. Cette révolution se poursuivait de façon plus pacifique et silencieuse sous la colonisation, qui sut utiliser les capacités d'encadrement et de dynamisme économique des chefs musulmans. Aujourd'hui, la percée de l'islam dans le continent noir est à la fois le produit de cette histoire et l'expression des changements à l'œuvre dans ces sociétés.

### Un monde autonome

Cette importance de l'islam en Afrique noire est d'abord perceptible au niveau des chiffres. Il existe bel et bien une Afrique noire musulmane qui regroupe plus de cent millions d'adeptes (environ un quart de la population), essentiellement en Afrique de l'Ouest, mais aussi en Somalie (entièrement islamisée), en Éthiopie (dont la moitié environ de la population est musulmane), en Tanzanie, au Kenya et jusqu'au Malawi. Actuellement, cette religion progresse de façon remarquable, et notamment dans ces lieux par excellence des innovations sociales que sont les grandes métropoles comme Abidjan ou Lagos.

La première grande force de l'islam en Afrique, c'est, comme l'écrivait D. Cruise O'Brien, qu'il a « servi d'écrou culturel à l'impérialisme européen » et qu'il a su doter d'une organisation et d'une culture propres (1). D'un côté, l'islam a érigé une barrière infranchissable par les pouvoirs coloniaux. Les résistances à leur pénétration prirent quelquefois un aspect important, c'est que l'islam constituait un univers, une culture à l'écart de la suprématie européenne. Il représentait un monde autonome, que l'administration

ne pouvait s'appliquer à contrôler, mais dont la direction, en dernière analyse, lui échappait. Alors que le christianisme était la continuation, dans l'ordre religieux, de la suprématie des Blancs (2), l'islam lui était une affaire africaine. En outre, cette religion universelle fournissait aux Africains un système de croyances, un réseau international et un instrument de communication capables de rivaliser avec les prétentions culturelles occidentales.

D'autre part, l'islam africain a su trouver un équilibre entre sa participation au monde islamique dans sa globalité et le maintien d'une identité particulière. L'islamisation, à quelques exceptions près (le nord du Tchad, le Soudan, et à certains égards, la côte orientale), n'a pas entraîné l'arabisation de populations converties. Si les pays arabes et plus largement la culture arabe jouissent auprès de tout musulman d'un statut symbolique privilégié, si les lieux saints de l'islam attirent les plus zélés (ou les plus fortunés...) des musulmans africains, si encore les clercs africains ont le regard tourné vers les grandes universités que sont al-Azhar (Égypte) ou la Karouine (Maroc), cela ne veut pas dire pour autant que les Africains musulmans ont un complexe d'infériorité envers leurs coreligionnaires du nord et s'efforcent à s'assimiler à eux.

### Marabouts, confréries et associations

Les progrès de la langue et de la culture arabes sont aujourd'hui notables en Afrique noire grâce à la politique de coopération mise en place par les pays arabes producteurs de pétrole, et notamment aux étudiants qu'ils reçoivent dans leurs universités. Cependant, les *arabistes*, tout en ayant le vent en poupe, sont loin d'avoir l'autorité et le pouvoir dont disposent les confréries et leurs chefs, les marabouts, qui, eux, sont des dirigeants authentiquement africains.

Les confréries soufies, en effet, se partagent l'allégeance de très nombreux musulmans africains. Certaines d'entre elles ont été fondées par des Africains (les *marabouts* au Sénégal) ; d'autres sont d'origine arabe et font partie de réseaux internationaux plus vastes (comme les *tidjanis*). Toutes cependant ont sur le terrain une organisation autonome, avec leurs propres lieux saints, leurs propres centres religieux, et surtout leurs propres chefs.

La percée islamique en Afrique noire tient beaucoup aux structures de vie collective et de sécurité qu'elle offre cette religion. L'islam n'est pas une affaire privée ou intérieure, elle est avant tout une façon de vivre ; elle imprègne les pratiques sociales quotidiennes.

Les musulmans de Côte-d'Ivoire, du Sénégal ou de Tanzanie ne sont pas tous des croyants parfaits ; leur connaissance du Coran est souvent notablement insuffisante, et ils ne respectent pas toujours les interdits. Toutefois, ils participent intensément à un mode de vie islamique ; leur vie de tous les jours est marquée par une sociabilité musulmane, une façon d'être liés les uns aux autres, de s'entraider. Au fur et à mesure que les anciennes formes de vie collective se modifient ou se dégradent, la communauté des croyants est là, malgré ses divisions internes, pour proposer de nouvelles structures d'accueil, pour recréer une atmosphère de groupe.

Aussi, on ne s'étonnera pas de la forte poussée que connaît l'islam dans les villes. Le milieu urbain est un univers d'insécurité, de compétition et souvent de désespoir. La communauté musulmane, par contraste, recrée une ambiance familiale, clanique, villageoise. C'est souvent autour de la mosquée que se crée une vie de

quartier, et dans bien des cas, l'imam est le représentant le plus incontestable des habitants.

Depuis quelques années, on voit se multiplier dans les villes d'Afrique noire les associations islamiques de toutes sortes : leurs objets sont divers (certaines ont des buts éducatifs, d'autres sont davantage des organes de propagande), toutes cependant sont un lieu où les frères se retrouvent, où l'entraide est de règle. Les manifestations collectives qu'organisent ces associations (séances de chants religieux, pèlerinage à tel lieu saint) démontrent leur capacité de rassemblement. Ainsi en est-il par exemple des groupes de femmes de Lamu, au Kenya, qui profitent des fêtes musulmanes pour sortir de leur univers clos, se réunir, pique-niquer et chanter des couplets satiriques qui n'ont rien de religieux (3).

### Les négociants de la savane

A ces relations horizontales s'ajoutent des rapports de type vertical qui lient le chef confrérique (*cheikh*) à ses disciples. Ces chefs charismatiques, détenteurs de la *baraka* — la grâce divine, — ont dans certaines sociétés réussi à suppléer en prestige et en pouvoir les anciens chefs. Or cette popularité du cheikh ne repose pas seulement sur ses attributs surnaturels, mais aussi sur les ressources matérielles qu'il peut mobiliser au profit de ses fidèles. Il doit être avant tout un protecteur (on tout au moins on donner l'illusion), et donc rendre des services. On comprend alors pourquoi les soufis ne pratiquent pas que le chapelet et la retraite ; pour maintenir leur clientèle, ils s'impliquent dans le monde, s'adonnent à des activités commerciales, deviennent des entrepreneurs.

L'activisme économique est en effet une des données essentielles de la vigueur de l'islam en Afrique. L'islam s'y est en grande partie propagé grâce à l'action de commerçants musulmans. En Afrique de l'Ouest, les Dioulas, les Haoussas ou les Ouolofs, notamment, ont constitué des réseaux économiques particulièrement dynamiques. Souvent, ces commerçants étaient des étrangers dans les sociétés où ils travaillaient ; leur appartenance à l'islam renforçait leur solidarité et leur fournissait les bases d'une organisation nécessaire au développement de leurs activités. En outre, l'islam, en tant que religion universelle, était un élément à la fois idéologique et matériel favorisant le voyage et la mobilité (4).

Ce sont eux qui, dans de nombreuses régions d'Afrique, ont ouvert au marché des populations vivant traditionnellement en autosubsistance. Ils jouissent auprès de celles-ci d'un prestige social, peut-être ambigu, mais traduisant de nouveaux comportements. Leur style, leur savoir, étaient admirés et, superficiellement sans doute, imités, leur richesse enviable, et même leur langue adoptée. Les conversions suivaient tout naturellement, d'autant que ces « négociants de la savane » étaient aussi des propagateurs zélés de leur religion, et quelquefois de telle ou telle confrérie.

La colonisation n'a pas fondamentalement porté atteinte à ce commerce musulman, malgré la présence de nouveaux concurrents européens ou libanais. Bien plus, la « paix coloniale » lui ouvrit de nouveaux espaces ; et l'apport de produits occidentaux élargit la gamme de ses activités. Plus tard, avec l'indépendance, les plans de développement n'ont pas en raison de ce secteur qui, en définitive, a mieux résisté, de par sa souplesse et son sens des affaires, aux aléas de la conjoncture que les grosses sociétés d'Etat ou d'économie mixte qui, pourtant, étaient censées être les véhicules par excellence du développement. Et, au moment où le bilan économique de l'Afrique paraît dramatique,

les gouvernements africains commencent à comprendre toute l'importance qu'il conviendrait d'accorder à ces agents économiques que l'on croyait dépassés par la marche de l'histoire.

Il serait cependant abusif de limiter les activités économiques des musulmans au seul secteur informel. Celui-ci d'ailleurs est en réalité quelquefois organisé et de vastes entreprises commerciales, contrôlées par de « gros bonnets », où l'on retrouve un certain nombre de responsables confrériques. Quoi qu'il en soit, on trouve à Dakar ou à Kano (Nigeria) de grands cotrepreneurs musulmans, d'autant plus célèbres et populaires qu'ils pratiquent un islam ostentatoire (comme si leur réussite nécessitait une sanction religieuse) et qu'ils entretiennent, au nom de la morale musulmane, de nombreux dépendants. Cette générosité s'oppose dans les mentalités populaires à l'égoïsme des fonctionnaires et des hommes politiques.

Les performances des musulmans dans le monde agricole sont plus relatives, sauf au Sénégal et dans une certaine mesure au Tazanie, où les confréries ont donné naissance à de véritables communautés agricoles. Mais les contraintes du marché mondial et la poussée urbaine obligent les confréries « agricoles » à se reconstruire, ce qu'elles semblent réussir fort bien.

L'expansion de l'islam en Afrique semble étroitement liée à l'incapacité des Etats et des élites modernes à promouvoir de nouvelles formes d'identité et de solidarité, à mettre en œuvre une politique de développement réaliste et concrète. Le grand atout de l'islam dans ce contexte, c'est que, sur différents plans, il est à même, sinon de proposer un véritable projet de renaissance, du moins de « bricoler » d'autres façons de faire et d'offrir des palliatifs immédiats. Il est beaucoup plus proche de la société civile, moins étranger à ses mouvements que les gouvernements et leurs administrations, qui, si forts soient-ils, sont, sous bico des aspects, coupés de ceux-ci.

### Refuge

#### et groupe de pression

L'islam peut d'abord être un refuge ou un contre-pouvoir. C'est là un des thèmes classiques du soufisme, dont les structures confrériques autorisent la réalisation : et l'on se doute que les bouleversements actuels sont susceptibles d'alimenter cette perspective. Quelquefois, ce souci de s'éloigner du monde, on de circonscrire en son sein un espace propre, suscite la méfiance des gouvernements. Toutefois, ces derniers, par réalisme politique, cherchent aussi à faire des chefs religieux de ces Etats dans l'Etat des intermédiaires politiques. Ce fut, et c'est encore, largement le cas au Nigeria du Nord ou au Sénégal.

Daos d'autres sociétés où l'islam est minoritaire ou marginal, la mobilisation islamique se borne à préserver l'autonomie de la communauté, à faire accepter sa différence et peu à peu à trouver sa place dans la société politique. Les capacités d'organisation et de pression des musulmans sont ici déterminantes. L'islam voltairien ou l'islam kenyan ont adopté cette stratégie, même si des courants plus radicaux s'y développent (5).

Plus ouvertement politiques sont les mobilisations frontales. Elles ne cherchent pas la fuite ou l'accommodation mais l'offensive. Grossièrement, on peut distinguer deux types d'activisme politique islamique. Le premier est celui des otologies populaires et des agitations prophétiques. Les aventures récentes de Maïtatsine et de ses disciples dans le nord du Nigeria sont caractéristiques de ces bouleversements religieux qui rassemblent, dans une explosion millénariste, les opprimés et les déra-

cinés (6). Le second est de nature fondamentaliste. Il recense surtout dans une petite bourgeoisie frustrée ou dans une jeunesse déçue par le marxisme (comme la Société des étudiants musulmans au Nigeria). Ses discours dénoncent les compromissions avec l'Occident, la « décadence morale » et la « corruption ». Cette contre-élite émerge dans le savoir islamique une réponse aux problèmes contemporains.

Cependant, on peut s'interroger sur l'issue qu'ouvrira ces militancismes. D'une part, ils ne se sont pas montrés capables, jusqu'à présent, d'unir derrière eux la communauté islamique (les femmes, en particulier, restent en Afrique noire imperméables à ce rigorisme islamique, tout en étant fort actives dans les groupements musulmans plus ouverts) ; d'autre part, ils se heurtent aux vieux cadres de l'islam qui, tout en profitant de ce renouveau religieux, s'efforcent de l'endiguer. Enfin, il ne faut pas négliger les capacités de récupération des gouvernements, surtout lorsque ceux-ci ont guère d'autres idéologies de remplacement à proposer.

### Quelques livres

Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM), *Le Maghreb et l'Afrique subsaharienne*, Paris, éditions du CNRS, 1980.  
F. Constantin, *Les Musulmans d'Afrique orientale*, Paris, Centre de recherche et d'étude sur les pays d'Afrique orientale, université de Pau et des pays de l'Adour, 1981.  
C. Coulon, *Les Musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983.  
J.-M. Guoq, *Les Musulmans en Afrique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1975.  
V. Monteil, *L'islam noir, une religion à la conquête de l'Afrique*, Paris, Seuil, 1980 (3<sup>e</sup> édition).  
G. Nicolas, *Dynamique de l'islam au sud du Sahara*, Paris, publications orientalistes de France, 1981.

Modèles populaires d'action politique, Centre d'études et de recherches internationales, n° 3, 1984 : plusieurs articles sur l'islam en Afrique noire par F. Constantin, D. Cruise O'Brien, R. Otayek, J.-L. Triand, C. Coulon.

« La question islamique en Afrique noire », *Politique africaine*, 1 (4), 1981.

Bref, l'islam progresse en Afrique noire. Il manifeste une présence de plus en plus active dans la vie quotidienne, il exerce une pression accrue sur les Etats. Mais il fonctionne davantage comme une contre-société ou un groupe de pression que comme une force politique capable de définir et de réaliser des objectifs clairs. Et puis d'oublions pas que, dans la plupart des Etats africains, les musulmans doivent composer avec d'autres religions. Réalisme oblige.

CHRISTIAN COULON.

- (1) D. Cruise O'Brien, « La filière musulmane : confréries soufies et politique en Afrique noire », *Politique africaine*, 1 (4), 1981.
- (2) NDLR. Il convient de rappeler que le christianisme s'est répandu en Afrique de l'Egypte à l'Abyssinie, entre le premier et le quatrième siècle, en dehors de toute conquête ou pénétration politique.
- (3) F. Le Guesne-Coppens, *Femmes voilées de Lamu*, Paris, Editions Recherches sur les civilisations, 1983.
- (4) Cf. le livre de J.-L. Amselle, *Les Négociants de la savane*, Paris, Anthropos, 1977.
- (5) Sur l'islam voltairien, voir l'article de R. Otayek, dans le bulletin de liaison du groupe de recherche sur les modes populaires d'action politique (in bibliographie) ; sur l'islam kenyan, voir l'ouvrage de F. Constantin.
- (6) Cf. G. Nicolas, « Guerre sainte à Kano », *Politique africaine*, 1 (4), 1981.

### SUR L'ISLAMISME

## musulman ?...

fait des études scientifiques, souvent aux Etats-Unis. Au Maghreb, bonifié en Afghanistan ou en Egypte, a noté sur le terrain Bruno Etienne, professeur à l'université de Provence, et figure de proue de l'école orientaliste non conformiste — celle qui appelle un chat un chat, — « les islamistes sont issus en général des disciplines scientifiques et (ou) de l'enseignement religieux, étatique ».

En attendant d'expliquer ce phénomène illogique à leurs yeux, les Occidentaux restent à l'affût d'un islam moderniste, mais le but avoué des islamistes est d'islamiser la modernité et non point de moderniser l'islam. A titre d'observation de B. Etienne : « Les mouvements islamistes, de la Belgique à l'Afrique noire, sont surtout financés aujourd'hui par des Etats comme l'Arabie ou le Pakistan. Aux yeux du chercheur provincial, le roi du Maroc est le seul chef d'Etat arabo-musulman à pouvoir répondre à l'islamisme et capable de la maîtrise ». Les paris sont pris...

Le Liban islamiste a été traité d'une manière très vivante par Michel Seurat, secrétaire scientifique du Centre français d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC). Il a séjourné à Bab-Tebané, quartier regroupant plus de cent mille sunnites de Tripoli appartenant aux soixante mille doulaïtes de Bil-Mohsen. Selon M. Seurat, l'islamisme, comme hier la palestiniophilie et avant-hier le nassisme, exprime l'opposition des sunnites tripolitains à l'Etat maronite de Beyrouth.

On regrettera que le chercheur ait repris à son compte une expression polémique qui cache le caractère fondamentalement islamo-

chrétien de l'Etat libanais et qu'il n'ait pas non plus, même d'un mot, évoqué les attentats et destructions dont les chrétiens, minoritaires à Tripoli, sont victimes presque quotidiennement depuis un an dans le chef-lieu du Liban du Nord. M. Seurat ne croit pas à la persécution de la figure islamiste au Liban. Autre pari...

Enfin Gilles Kepel, chercheur au CNRS, a repris ses thèses sur l'islamisme égyptien, déjà exposées dans son *Prophète et Pharaon* (éd. B. Découverte, le Manda du 8 mars 1984) et qui rejoignent en partie celles de B. Hourcade sur les « Rastignans musulmans, rursus urbanisés, pas mécontents mais frustrés intellectuellement par l'occupation du champ politique par les théologues traditionalistes ou les laïques occidentalisés et qui ont ainsi pris la voie de l'islamisme ».

Les débats ont été animés souvent avec humour — une dernière rareté qu'il est question d'islam de nos jours — par les « patriarches » en matière islamiste que sont Mohamed Arkoun, Jean Leca et Maxime Rodinson. Celui-ci a notamment parlé d'ayant dit au colonel Kadafi : « D'aucuns affirment que certains de vos idées sont inspirées par le marxisme », le « guide » libyen lui rétorqua : « C'est Marx qui était musulman ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

« CERI », 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél. : (1) 260-39-60 et 54, bd Raspail, 75006 Paris. Tél. : (1) 544-38-49.

(1) Islam prend une majuscule lorsqu'il désigne la communauté humaine, la civilisation (comme on dit l'Occident) et une minuscule quand il désigne la doctrine (comme le christianisme, le bouddhisme, etc.).







JAPON

# « Dis-moi, sur quelle planète est ton métro ? »

Depuis la plus haute Antiquité, sages et philosophes invitent l'homme à « descendre en lui-même ». Pour connaître une société, il n'est pas mauvais, tout simplement, de descendre dans... son métro. Ainsi, à Tokyo, on apprend sans doute plus de choses entre deux stations que dans bien des ouvrages savants de jappnologie.

## De notre correspondant

Tokyo. — Ce n'est pas tous les jours que, après avoir jeté précipitamment un ticket et de la monnaie sur un rebord de guichet, on est rattrapé au coin de la rue par un chef de gare essoufflé qui vous rend aimablement le troquet, avec deux courbettes et trois formules de politesse. On qui, faute d'avoir pu vous rejoindre, vous attend le lendemain au tournant pour vous remettre, en s'excusant, les centimes indus. Au fil des expériences, le phénomène se banalise; d'autres comportements non moins surprenants deviennent des habitudes; nous donnons envie d'explorer l'univers métropolitain qui les favorise. Même avec l'œil superficiel et rond du passager étranger.

Et puis, en réponse aux diatribes sur la dégradation des transports en commun, cela permet, le cas échéant, à New-York, à Londres ou à Paris, de glisser à des couloirs exaspérés : « Je connais un métro, un vrai, mais toujours propre, toujours à l'heure, avec des affiches sexy mais pas de graffiti, des couleurs sans louches, sans mendiants ni musiciens. Un métro où, lorsque l'on vous court après, c'est pour vous rendre la monnaie, un partielle oublié, ou pour vous déposer... »

Ce préambule laisse incrédule ? Ajoutez : dans ce métro, qui charrie chaque jour six millions d'individus, les batteries de distributeurs automatiques et de téléphones ne sont jamais cassées, les tapis roulants roulent, hommes et machines rendent la monnaie, à chaque station, les toilettes sont gratuites et généralement immaculées. Sur les quais, des fontaines offrent l'eau potable pour le prix du billet.

De 5 heures à minuit, du dodo au bolot, des écoles aux grands magasins et des abreuvoirs aux banlieues dortoirs, ce métro-là transporte une nation de classe moyenne en classe unique. Sans contraventions. Ici la confiance règne : on fait l'appoint à la sortie. Et pas de tourniquets, on poince-tout toujours à main d'homme.

## Des punks propres

Les sourires grimaçant ? Vous n'avez pourtant pas terminé, car dans « votre » métro il n'y a pas non plus de resquilleurs ni de voleurs. On si peu. Et si des femmes, coincées dans la cohue, ont parfois un faible cri pour se plaindre de frôlements hardis, c'est que les mains subreptices de machos éméchés en veulent à leurs appas plutôt qu'à leur argent. La discrimination sexuelle demeure la règle, mais les histoires de pickpocket ont l'exception. On a plutôt tendance à rapporter les enveloppes bourrées de billets que des salariés en goguettes oublient les soirs de paix sur les banquettes.

Voici un métro où la monnaie laissée sur le rebord d'un guichet vide a toutes les chances de rester jusqu'au retour du préposé, où chaque jour des milliers de gens confient leurs sacs, leurs paquets aux filets prévus à cet effet; puis, sans plus y prêter attention, piquent un roupillon. Les objets perdus sont plus sûrement rapportés que réclamés. Ici, sauf exception (souvent étrangère), on n'est guère incommodé par les odeurs : chacun est propre, absolument, quel que soit, par ailleurs, son accoutrement. Sous leurs crêtes vertes, les punks locaux sentent la savonnerie, les rockers rétro font la courbette, derrière les franges sages il est rare qu'un parfum fasse des ravages.

Prolongé par des galeries marchandes souvent tentaculaires et déconcertantes, l'univers souterrain est bien entretenu et parfaitement autopolicé. Certes, on peut se per-

dre dans le dédale d'une vingtaine de sorties, ou être incapable de résister aux déferlements des stations-poumons qui aspirent et recrachent, sans arrêt, des trains vers les métros et des métros vers les trains, l'humanité pressée qui va et vient entre une ville de douze millions d'habitants et des banlieues encore plus peuplées.

Certes, Mais on ne connaît guère ici les rondes de police, les violences et les déprédations. Le réseau de couloirs, de rampes et d'escaliers a charrié en 1983 plus de deux milliards d'individus, avec quelques suicides mais pas de crimes. Pas un. En trois ans, la police n'y est, paraît-il, intervenue que deux fois.

Vous écoutez-on encore ? Un enfant rêverait vous croiser peut-être et demanderait comme le Petit Prince : « Dis-moi, sur quelle planète est ton métro ? » Mais si vos hôtes sont des habitués des réseaux occidentaux, persuadés que la descente aux enfers commence sous Barbès-Rochecrouart, Soho ou le Bronx, comment hésiter ? Dans un pays civilisé, tout cela paraît trop beau pour être vrai. Beaucoup trop. Peut-être. Il est d'ailleurs vrai que le métro en question ne saurait se résumer à cette présentation, partielle et contrastée. Mais il existe : à Tokyo. Et pour ceux qui pratiquent ses dix lignes multicolores et ses banquettes de moleskine (sans chewing-gum incorporé), ce métro offre le spectacle et les enseignements ci-dessus mentionnés.

## Rudes et impolis

Avec, en prime, quelques inconvenients et des sujets d'étonnement pas tous édifiants (heureusement, disent ceux qui se méfient d'un côté Meilleur des mondes). Mais ses avantages, tout particulièrement sa capacité hors du commun de... transports en commun, sont remarquables. Surtout si on le compare à son « modèle » des années 20, le métro de New-York : deux fois moins de débit mais mille fois plus de débris. Ce modèle-là vieillit mal : sale, couvert de graffiti, il est souvent en retard, en panne et dégingolé, même lorsque ses voitures sont made in Japan. Les crimes et délits recensés dépassent les dix mille par an. Sur des voies mal entretenues, on ne compte plus les zones de ralentissement. Les déraillements n'y sont pas exceptionnels, les incendies criminels y sont quotidiens.

A Tokyo, rien de tout cela. Dans un système où un retard de quelques minutes donne lieu à de profuses excuses, cela ne se conçoit même pas. Mis à part une trentaine de suicides par an (cause première de retards avec les tremblements de terre, qui déconnectent les circuits), sont principalement déplorés les mégots jetés à terre et la litanie des haut-parleurs qui vous disent à tout bout de champ ce qu'il faut faire : où, quand et comment monter, descendre, changer, attendre. Les passagers, comme les wagons, sont sur des rails.

On se plaint de cela, faute de pire. Et puis aussi — mais oui — de la rudesse, de l'impolitesse que manifestent des citoyens jouissant par ailleurs d'une réputation de courtoisie supposée à toute épreuve. Autre aspect déconcertant du métro de Tokyo : le comportement de ses habitués n'est pas à la hauteur des clichés.

Sans doute le nombre, la densité et les distances sont-ils autant

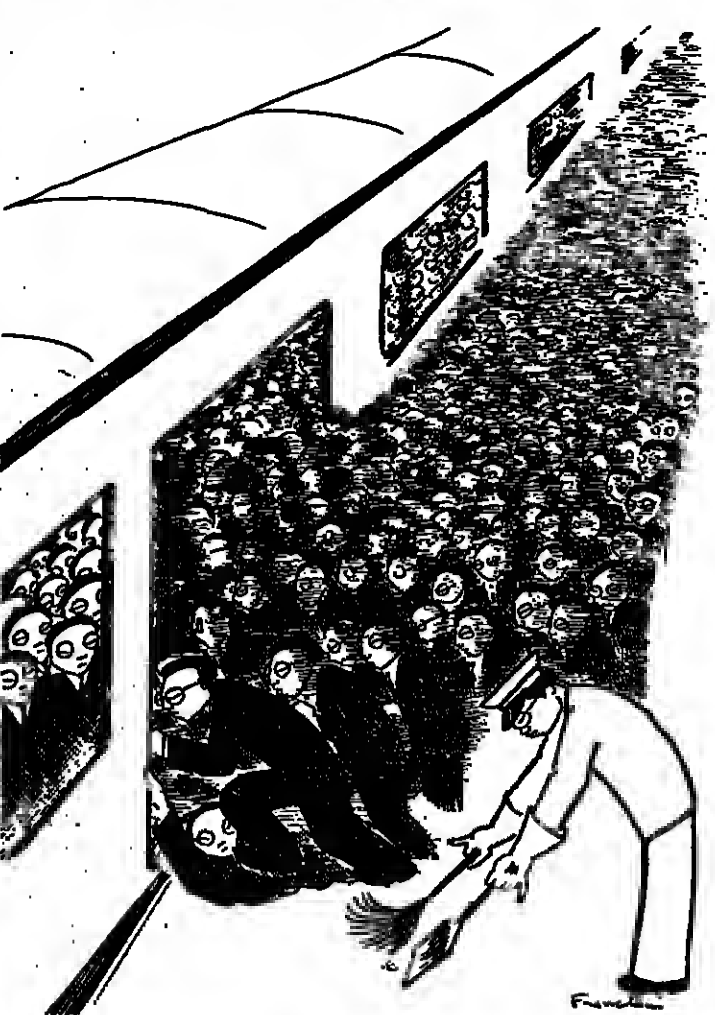
de circonstances atténuantes ; sans doute la situation serait-elle pire dans des pays à l'individualisme exacerbé. Il n'empêche.

Ce comportement surprenant, on devine bientôt qu'il est le reflet d'un doublement de la personnalité (attitude publique et sentiments privés) qui fait partie de la nature des êtres et de l'ordre des choses.

A la surface, dans l'univers connu et hiérarchisé de ceux que l'on fréquente, généralement par nécessité, la politesse formelle est inévitable. Elle est fonctionnelle et impérative plutôt que naturelle et spontanée. Au contraire, sous terre, on est anonyme dans un monde d'inconnus auxquels rien ne vous lie ; qui ne sont ni supé-

sardines, au Japon, on dit « serré comme les grains de riz d'une boulette de sushi » ; une métaphore plus réaliste.

La mêlée se déroule sur fond d'annonces, mais le silence des hommes est remarquable. On grince des dents, on jone des coudes, on encaisse les coups sans broncher. D'abord — règle d'or du conformisme — il ne faut pas se distinguer en public ; et puis, les Japonais sont depuis longtemps résignés (l'habitude, l'insularité, la densité) à des conditions de vie et d'environnement qui ailleurs ne seraient pas longtemps tolérées. « Shoganai » : c'est ainsi, on n'y peut rien. « Passez la monnaie et fermez les portières, s'il vous plaît. »



FRANCHINI

rieurs ni inférieurs, mais extérieurement. Livré à soi-même on ne leur doit rien, surtout pas aux heures de pointe !

## Serrés comme des grains de riz

Tous sont des adversaires potentiels dans la lutte pour une place, assise ou debout. Le carcan et l'étiquette tombent alors. Regardez l'instinct reprenant le dessus. Trêve de courbettes, on baisse la tête, on entre dans la foule comme on rentre en mêlée. Poussours et poussés s'écroulent et se mélangent sous terre à des millions d'exemplaires. On se rudie, un se carresse parfois, sans avoir l'air d'y toucher. Sur le quai, des employés gantés repoussent les débordements d'anatomie dans les boîtes bondées.

Comment fermer les portes autrement aux heures de presse ? Ici, productivité et malléabilité des masses aidant, on remplit deux fois et demie au-dessus de la capacité moyenne ; qui n'est pourtant que de 0,35 mètre carré par personne. Ailleurs, on parle de

Salariés, écoliers, secrétaires vont et viennent, six ou sept jours par semaine, plongés dans leur arriéré de sommeil ou dans un livre, absorbés par des bandes magnétiques ou dessinées, isolés par des écouteurs ou à demi étouffés. Les premiers arrivés prennent les places, y compris, souvent, celles réservées aux personnes âgées. Uniformes dans leurs costumes bien marine, dans leur comportement stéréotypé et leur indifférence somnolente, les saraymen (salariés), « hommes de la compagnie » et fonctionnaires donnent l'exemple. Ce sont les employés modèles du modèle.

## La fatigue et le saké

Vers 9 heures, lorsque les rames se succèdent toutes les deux minutes, ces « cols blancs » façonnés à des millions d'exemplaires se serrent sur les banquettes ou dorment debout. Ils viennent des mêmes foyers éloignés, inconfortables et exigus où ils rentrent tard le soir, après avoir beaucoup travaillé et un peu bu, où souvent ils ne passent même pas le dimanche. Ils ont en

moyenne deux à trois heures de trajet par jour, six jours de congés pris par an, une vie de famille succincte mais de la loyauté et des heures supplémentaires à rendre. Dans leurs placards pendent une quinzaine de costumes sombres et sobres, uniformes des légions du succès, d'un certain succès japonais.

A l'aller, ils somnolent jusqu'à ce qu'un réflexe pavlovien les jette vers la porte. Au retour, certains dorment encore, ivres de fatigue ou les joues enflammées par le saké et le whisky ; plus tard viendront les soulougraphes vultueux, prostrés et vomissants mais guère agressifs. D'autres lisent ostensiblement des bandes dessinées pornographiques éternellement identiques. Cadres moyens, et étudiants appelés à le devenir, raffolent des gangsters et des champions de base-ball triomphants, amoureux d'un nouveau genre qui soumettent brutalement des jeunes filles en tenue d'écolière et au type occidental. Avec les feuilletons, variétés télévisées et publicités, ces « mangas » (B.D.) sont l'une des grandes composantes de la culture de masse du Japon.

Pour l'heure, le salarié somnole avec ses pairs sur une banquette. En face, des rangées d'affiches lui renvoient à longueur d'année une image sebizophrénique de sa société. Dans une nation obsédée jusqu'au racisme par son homogénéité supposée, beaucoup de publicités, surtout les plus sexy, montrent des mannequins longs et blonds, étrangers.

Pourtant, pas une main factieuse ou protestataire ne viendra rayer d'un trait ou d'une formule ces miroirs déformants et provocateurs. Cela ne se fait pas, personne ne le fera. Les pulsions exacerbées par ces images ubuesques sont canalisées vers d'autres formes de consommation. Jeux électroniques, mah-jong et pachinko, porno-shops et porno-shows, bains « tures », love-banks et love-hotels : regroupées de préférence aux abords des gares, toute une panoplie florissante, machinale et aseptisée de l'extirpation tarifée existe pour faire oublier, brièvement, le reste.

## Les enfants prioritaires

An bureau, l'Homo métropolitain sera aimable jusqu'à l'obséquiosité. Mais, dans le métro, une vieille dame cassée par le poids des ans, une femme enceinte jusqu'aux dents, une mère chargée d'enfants ne le feront pas bouger s'il est assis, bien calé, et elles, debout, chancelantes. An mieux, il fermes les yeux.

Le cadre moyen, archétype du Japon contemporain, n'est pas ici seul en cause. A d'autres heures, les jeunes mamans (celles-là mêmes qui montrent l'étranger, le gaïjin, à leurs maris, créant dès l'enfance l'idée de la différence) placent leur progéniture en priorité. Toujours en groupe, mais jamais ensemble, écoliers et écolières en uniforme bousculent et s'étalent.

Tout de noir habillés, en bandes de trois ou quatre, semblables et inséparables (souvent pour la vie), les garçons, enfants gâtés de cette société, osent, aux heures creuses, être bruyants et chahuter dans le métro. Ils sont d'ailleurs sous pression constante, beaucoup surtout de l'école pour filer jusqu'au soir à des cours supplémentaires ; compétition acharnée et « enfer des examens » obligent. Les filles, entre elles, en uniforme

petit-marin et aussi semblables que possible semblent passer leur temps à se montrer les animaux en peluche qui pendent à leurs cartables et qui pèleront longtemps un monde infantile souvent prolongé au-delà du mariage.

Pour elles, la vie semble se résumer à une accumulation de modes, gadgets et colifichets. Dans leur univers rose, tout est kawaii (mignon). Plaintives, propretés et dociles, elles rêvent (avec réalisme) du prince charmant auquel elles peuvent difficilement échapper : le salarié moyen qui fera d'elles des épouses et mères (le plus souvent seules) au foyer.

Elles rêvent de cela et, bien entendu, d'un sac Vuitton, attribut indispensable de la Japonaise à la page. Plus on en voit, plus on en veut ; on peut même y accrocher Mickey, Snoopy et compagnie...

## Jamais d'amoureux

Dans le métro, la séparation des individus par genre et par groupes d'âge est particulièrement notable. Quant aux amoureux, à part de rares couples se tenant la main, on n'en voit jamais de tendrement enlacés. Ni Cupidon ni Zazie n'offrent dans le métro de Tokyo. Il y a bien, çà et là, quelques clochards, mais c'est tout.

Régulièrement des campagnes sont lancées pour améliorer le civisme et les bonnes manières. Mais c'est un peu comme les mesures d'ouverture du marché japonais : il faut toujours recommencer. La ligne Ginza a fait récemment imprimer sur le sol de nouveaux wagons une bande blanche au-delà de laquelle on est prié de ne pas étendre ses jambes ; ce que font les passagers avant tout soucieux du pli de leur pantalon.

Le métro de Tokyo, c'est tout cela. On peut alternativement s'en réjouir ou le déplorer, on finit par s'y habituer. D'autant que les avantages éclipsent largement les inconvénients, à fortiori si l'on dispose d'un huraire flexible. Mieux vaut, après tout, risquer d'être dévisagé avec insistance par des enfants dans un wagon à moitié vide, plutôt que de risquer l'asphyxie, quelques heures plus tard, coincé entre les dos de leurs pères.

Par-dessus le marché, toute distinction raciale momentanément noyée dans la multitude, ce métro vous donne, bien plus qu'ailleurs, le sentiment, fugace mais ineffable, de l'appartenance à la masse. Il vous apprend la solitude passive du Japonais. Agglutiné de force à la foule comme le grain de riz dans le bol, ou le poisson dans la nasse ; mais sans autre lien, au fond, que la pression externe, l'exiguité des lieux, des réflexes conditionnés et les mêmes destinations. Vies étriquées qui vont et viennent sur des voies étroites, parallèles par millions.

Comment ne pas sentir la furce irrésistible de certaines dynamiques grégaires lorsque la multitude machinale, piétinante et pressée vous emporte dans sa fuite en avant, tête baissée, au pas de charge. Comment, malgré tout, ne pas admirer que le mécanisme du métro de Tokyo fonctionne comme une horloge (japonaise) sans dérèglements majeurs et sans violences notables. Même si bien des dents grincent au silence.

R.-P. PARINGAUX.

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

**PHILIPPE MESTRE**

dimanche 18h15

animé par Alexandre BALOUD

en direct sur **RTL**

André PASSERON  
et Thierry BREHIER (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Gilles LECLERC (RTL)

Député UDF de la Vendée

هكذا من الأصل



# Étranger

## Liban

### L'anarchie et le désarroi

« La demande du gouvernement libanais d'une participation accrue des observateurs français aux instances de supervision à Beyrouth est à l'étude à Paris », a indiqué le Quai d'Orsay, vendredi 18 janvier, sans préciser quelle pourrait être la réponse des autorités françaises.

#### De notre correspondant

Beyrouth. — Au rythme d'une demi-douzaine d'attentats par jour, Beyrouth, et dans son sillage tout le Liban, sombre dans l'anarchie.

Drôle de « trêve », faut-il le rappeler, la guerre est censée être mise au repos, le pays conduit à la paix sous l'égide d'un « gouvernement d'union nationale » dont les ministres entretiennent des milices qui se battent précisément entre elles ou avec l'armée, elle-même paralysée. Situation incongrue si elle n'était tragique et régulièrement meurtrière.

Ainsi, durant les dernières vingt-quatre heures, une camionnette piégée a explosé dans la banlieue sud de Beyrouth, fief de la milice chiite Amal et des hezbollah (les « partisans d'Allah »), alors qu'un artificier d'Amal désamorçait la charge après avoir conduit le véhicule dans un terrain vague. Sinon, la bilan — deux morts, deux blessés — d'un attentat à la bombe — sur un bus — a été bien plus lourd.

Trois autres charges de sept kilos de dynamite chacune ont été désamorçées à Beyrouth-Ouest — secteur musulman — dans la nuit de mardi à mercredi.

Si les attentats sont le lot de Beyrouth-Ouest, les bombardements sont ceux de l'est de la ville (secteur chrétien), qui, après une pause de près de deux semaines, a droit à de brusques et brèves vagues d'obus. Vendredi matin 18 janvier, cinq projectiles se sont abattus sur le quartier populaire de Furn-el-Chebbak (cinq blessés) ; à midi quelques fusées GRAD sur la zone résidentielle de Hazmieh (un mort, un blessé) et samedi matin trois obus au point de passage du Musée.

La circulation intersectorielle se poursuit mais les habitants du « passage », déjà de moins en moins nombreux, se raréfient en périodes de troubles avec la multiplication des éléments armés susceptibles d'enlever telle ou telle personne appartenant à l'autre secteur ou tout simplement à l'autre communauté. « Traverser », c'est-à-dire se rendre d'un secteur à l'autre de la ville ou du pays, est d'ailleurs devenu une « qualification professionnelle », appréciable et appréciée.

En ces jours, c'est à Beyrouth-Ouest que l'insécurité est la plus grande. Les gens, c'est évident, se sentent menacés, traqués. Les rues, particulièrement Hamra, jadis fleuron de Beyrouth, sont devenues encore plus sinistres au cours des derniers jours : moins de circulation et surtout de grosses chaînes interdisant le stationnement des voitures. D'ailleurs, protection, comme s'il était possible d'inter-

dire tout stationnement et comme s'il n'y avait pas mille et un autres moyens de commettre des attentats à Beyrouth.

Ajoutez aux explosions, les vols de voitures, les cambriolages, les enlèvements, toujours sous forme de braquages, et vous aurez un panorama de la vie à Beyrouth-Ouest.

#### « Le pays chrétien »

L'est serait-il un paradis en comparaison ? Loin de là. La grande différence avec l'ouest est qu'on peut y circuler en toute quiétude de jour comme de nuit, à condition, bien sûr, d'être chrétien, alors que, à l'ouest, même un musulman ne se sent pas entièrement en sécurité, ce qui se traduit par des rues désertes la nuit. Mais, pour le reste, il y a les bombardements, actuellement « apaisés » du secteur chrétien. Et rien n'empêche une contre-attaque d'attentats de s'y produire. De plus, l'ordre n'y est plus ce qu'il était — sous l'effet de la crise économique le vol a fait son apparition dans ce secteur du pays.

Le camp chrétien perd ses chefs : Pierre Gemayel est mort en 1984 et M. Camille Chamoun se fait très vieux. Les chrétiens se regroupent derrière la président Amine Gemayel, qui a su concentrer entre ses mains le pouvoir en « pays chrétien », à la notable exception du nord qui vit sous la férule de M. Soliman Frangieh. Mais le président Gemayel risque de manquer de points d'appui lors des moments cruciaux qui s'annoncent imminents. Surtout que l'appui de la Syrie paraît désormais moins ferme.

Dans le camp musulman, la situation n'est pas meilleure et les contradictions internes entre chiites, sunnites et druzes créent bien des difficultés.

A tout cela s'ajoute la sombre perspective d'un retrait unilatéral israélien dans les plus prochaines semaines, dont l'ONU s'emploie à conjurer les effets dévastateurs prévisibles par la nouvelle mission de son secrétaire général adjoint, M. Urquhart.

La France, de son côté, est sollicitée pour envoyer un « observateur » à Beyrouth, alors même qu'elle s'interroge sur la mission des soixante-cinq hommes en place, dont trois ont été tués au cours des dix derniers jours (quatre depuis le début de leur mission en 1984).

Le dollar a franchi allégrement la barre des dix livres libanaises, atteignant 10,35 LL, indice évident du désarroi des Libanais.

#### LUCIEN GEORGE

« Les élus de sept municipalités françaises de l'opposition (Arles, Avignon, Digne, Draguignan, Mandelieu, Toulon et Fréjus) qui devaient se rendre samedi 19 et dimanche 20 janvier au Liban pour y jumeler leurs villes avec la cité ébrienne de Zablé (cent cinquante mille habitants) dans la partie de la Bekaa occupée par les Syriens ont dû « reporter leur projet en raison du climat politique au Liban ». Des pressions syriennes sur la municipalité de Zablé se seraient fait entendre à ce projet.

## Soudan

### L'exécution publique du « Gandhi africain »

Le chef du mouvement islamiste anti-intégriste des Frères républicains, M. Mahmoud Mubumed Taha, soixante-seize ans, condamné à mort récemment pour « apostasie » et « hérésie », a été exécuté vendredi 18 janvier à la prison centrale de Khabert. Le président Gaafar Nemeiry avait confirmé lui-même la sentence.

L'exécution a eu lieu en présence de quelque deux mille personnes, dont quatre partisans du suppléant condamné à mort pour les mêmes raisons — et qui se sont vu accorder un délai de trois jours « pour se repentir ». C'est la première fois qu'un musulman est exécuté pour « apostasie » au Soudan depuis la proclamation de la loi islamique en septembre 1983.

Ingénieur civil en retraite, connu au Soudan dans les milieux politiques sous le surnom de « Gandhi africain », Mahmoud Taha bénéficiait jusqu'à d'une bienveillante tolérance des autorités. Il se disait l'annonciateur d'un « second message de l'islam », plus conforme aux impératifs du siècle et réconciliant des « cercles d'études » fréquents par

des dizaines d'étudiants. Après l'adoption de la loi islamique, Mahmoud Taha, dans un tract distribué clandestinement, avait considéré qu'elle était une « loi séculière », « humiliant le peuple soudanais ». Il s'était opposé publiquement à la tentative du maréchal Nemeiry de se proclamer « imam » du Soudan.

A Washington, le département d'Etat a vivement déploré vendredi la pendaison au Soudan de chef religieux, qu'il a qualifié de « violation évidente des droits de l'homme ». Le département d'Etat a souligné dans un communiqué que « le gouvernement américain avait exprimé à plusieurs reprises au gouvernement soudanais sa préoccupation en ce qui concerne le procès et les sévères condamnations de Mahmoud Taha et de ses partisans ».

Amnesty International avait lancé, jeudi 17 janvier 1985, « un appel urgent » au président du Soudan pour que soit épargnée la vie des cinq « prisonniers d'opinion ». Les cinq condamnés avaient toujours affirmé être opposés à la violence. — (AFP.)

## Les allégations de « Time » contre le général Sharon étaient fausses, juge le tribunal de New-York

### Correspondance

Washington. — Le tribunal de New-York a confirmé la victoire morale de M. Ariel Sharon dans le procès en diffamation engagé par l'ancien ministre de la défense contre le magazine Time. Après avoir décidé, mercredi 16 janvier, que Time avait effectivement diffamé M. Sharon (le Monde du 18 janvier), les six jurés ont conclu vendredi que le passage de l'article incriminé, selon lequel M. Sharon aurait discuté avec la famille Gemayel de la nécessité de venger l'assassinat de Bechir Gemayel, était faux.

Dans une mise au point, publiée dans son numéro daté du 21 janvier, Time avait maintenu que cette conversation avait eu lieu. Le magazine avait seulement admis que « les détails de la conversation n'étaient pas connus ». Il indiquait en outre que les « sources confidentielles » qui avaient renseigné son correspondant à Jérusalem, avaient omis de mentionner la conversation avec les

Gemayel avait bien eu lieu et que la question d'une « vengeance » avait été discutée.

M. Sharon n'a pas encore gagné la partie. En vertu de la jurisprudence établie en 1964, le plaignant doit prouver non seulement qu'il a été diffamé, que les allégations de l'article étaient fausses, mais il lui faut établir encore que le magazine a agi dans une intention « malveillante » et avec un « imprudent mépris de la vérité ». Plus précisément, il lui faut prouver que le magazine savait que les allégations contenues dans l'article étaient fausses, ou bien qu'il avait des doutes sur la véracité des informations rapportées.

#### Une nouvelle jurisprudence ?

Ainsi, le jury de New-York peut encore refuser à M. Sharon la victoire juridique, et les 50 millions de dollars de dommages-intérêts demandés. La décision de vendredi n'est pas moins sévère pour Time qui continue d'affirmer que son arti-

cle est exact, ajoutant qu'il aurait pu en faire la preuve, si les autorités israéliennes avaient permis à ses avocats d'accéder à un certain nombre de documents « secrets ».

Si M. Sharon l'emporte sur le troisième et dernier point, le jugement pourrait amorcer un revirement dans l'attitude des tribunaux, jusque-là favorables aux journalistes. Jusqu'à présent, en effet, les instances d'appel et la Cour suprême infirmaient régulièrement les décisions de première instance contre les journalistes. Mais, étant donné le climat général de méfiance à l'égard des médias, et la composition plus conservatrice de la Cour suprême, le verdict contre Time (et éventuellement contre la chaîne de télévision CBS dans le procès en diffamation que lui a intenté l'ancien général Westmoreland) seraient de nature à établir une nouvelle jurisprudence.

La dernière décision des juges de New-York a créé des remous dans les milieux de presse. Certains estiment que Time a reçu une leçon salutaire pour avoir failli à l'éthique

professionnelle, et que son système de vérification des faits (chaque article passe par beaucoup de mains avant d'être publié) est insuffisant. D'autres estiment que les médias doivent être solidaires dans la défense du premier amendement de la Constitution (concernant la liberté de la presse) contre ceux qui voudraient limiter le journalisme d'investigation.

#### HENRI PIERRE

« Un opposant philippin annonce son retour à Manille. M. Joseph Salonga, un opposant philippin au président Marcos, a quitté les Etats-Unis, vendredi 18 janvier, dans l'intention de rentrer à Manille, où son arrivée est attendue le 21 janvier. Il met fin ainsi à trois ans d'exil. Accusé d'avoir organisé une série d'attentats à la bombe en 1979 et 1980, M. Salonga avait été placé en résidence surveillée en 1981, avant d'être autorisé la même année à se rendre aux Etats-Unis pour un traitement médical. — (UPI.) »

## Washington durcit le ton avec Managua

(Suite de la première page.)

Cela impliquerait en clair que les sandinistes acceptent de partager le pouvoir, ce qu'ils ne sont sans doute nullement décidés à faire. Il est donc logique que les conversations engagées entre les deux pays après la visite surprise à Managua de M. Shultz, le 1<sup>er</sup> juin dernier, en pleine campagne présidentielle américaine, « n'aient pas permis de progrès substantiels », comme l'a déclaré vendredi le département d'Etat.

Les Etats-Unis jugent en conséquence « approprié », a ajouté le porte-parole du département, de ne pas envisager un nouveau rendez-vous avant d'avoir tiré le bilan des neuf premières rencontres et alors que « le processus de Contadora entre dans une nouvelle phase ». Ce dernier est en fait bloqué car, sans y être directement partie prenante aux entretiens, les Etats-Unis ont suffisamment d'influence sur leurs alliés centra américains pour les inciter à exiger une démocratisation interne du Nicaragua. Jeudi encore, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, et l'un des principaux dirigeants sandinistes, M. Tomas Borge, répétaient, dans une interview à Washington Post, que tout était négociable, y compris « notre état supposé à la guérilla salvadorienne », mais que la politique intérieure du Nicaragua ne l'était pas.

Comme en écho, le département d'Etat déclarait lui, vendredi, que les Etats-Unis avaient posé quatre conditions durant les contacts bilatéraux qu'ils viennent de suspendre : la démocratisation du Nicaragua ; le départ des conseillers militaires cubains et soviétiques ; la réduction de l'effort militaire de Managua et l'arrêt du soutien à la guérilla salvadorienne.

Il est maintenant certain que la Maison Blanche tentera à nouveau d'obtenir du Congrès la reprise de l'aide financière américaine à la guérilla antisandiniste, une assistance qui est pour le moment assurée par le biais de dons en principe « privés », ainsi que par le canal du Honduras, du Salvador et d'Israël. M. Reagan n'a pas fait mystère de ses intentions à ce propos lors de sa conférence de presse de la semaine dernière.

## Washington

### et la Cour de La Haye

Justifiant la position de Washington sur sa non-participation aux travaux de la Cour de La Haye, un communiqué publié, vendredi, par le département d'Etat indique notamment : « Lorsque les Etats-Unis ont accepté, en 1946, la juridiction de la Cour de La Haye, ce n'était certainement pas en imaginant que cette instance ait un rôle à jouer en matière de conflits armés. » « Le cas du Nicaragua soulève des questions politiques qui ne sont du ressort d'aucune cour de justice et notamment pas, selon la Charte de l'ONU, de la

compétence de (celle de) La Haye », déclare encore le département d'Etat, en ajoutant que « les vastes questions politiques, économiques, sociales et de sécurité de l'Amérique centrale ne seront résolues que par des moyens politiques et diplomatiques et non pas par une cour de justice ».

Les Etats-Unis, a souligné le porte-parole, n'entendent pas pour autant remettre en question leur reconnaissance du Tribunal international mais « espèrent profondément qu'il ne suivra pas la voie d'autres organisations internationales qui se sont politisées d'une manière contraire aux intérêts des démocraties occidentales ».

Parallèlement à ce durcissement de ton à l'égard du Nicaragua, la Maison Blanche a indiqué, vendredi, qu'elle demanderait au Congrès une augmentation substantielle de l'aide militaire et civile au Salvador. Selon de hauts fonctionnaires cités par le New York Times, M. Reagan espérait ainsi renforcer la position politique de M. Duarte qui fait face à un regain d'hostilité de l'extrême droite et des militaires. L'élection, au printemps dernier, de M. Duarte, un démocrate chrétien, avait aidé les dirigeants américains à faire mieux accepter au Congrès et à l'opinion leur politique centraméricaine, dont la principale qualité est la continuité à l'heure où reprend le dialogue avec Moscou.

#### BERNARD GUETTA

« La Cour de La Haye devrait poursuivre l'examen de la plainte du Nicaragua. La décision américaine de se retirer des débats de la Cour internationale de justice de La Haye consacrée à la plainte de Managua contre Washington ne devrait pas affecter la poursuite de l'affaire devant cette instance judiciaire si l'on se réfère aux cas similaires enregistrés au cours des quinze dernières années. Selon un juriste proche du tribunal, les juges de la cour, confrontés une demi-douzaine de fois à de tels exemples depuis les années 70, ont poursuivi imperturbablement leurs travaux et rendu des arrêts en dépit de l'absence de l'une des parties. C'est cependant la première fois que l'une d'entre elles se retire en cours de débat. Dans les autres cas, les pays récusant la Cour et refusant tout simplement de se présenter. Il en a été ainsi notamment dans l'affaire opposant la France à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande à propos des essais nucléaires. — (AFP.) »

## Bolivie

« Libération de directeurs d'entreprise détenus par les ouvriers en grève. Les ouvriers qui détenaient depuis deux jours près de deux cents responsables et directeurs d'entreprise à La Paz et à Santa-Cruz, dans l'est du pays, ont décidé vendredi 18 janvier de les libérer, mais ils ont maintenu leur intention de poursuivre la grève pour une durée illimitée. Les travailleurs exigent l'application d'un accord conclu avec le ministère du travail sur des augmentations de salaires de 300 %, taux jugés excessifs par les entrepreneurs. Le taux d'inflation en 1984 a été de l'ordre de 2000 %. — (AFP.) »

## Etats-Unis

**LE MONDE diplomatique**

NUMÉRO DE JANVIER

**LA LONGUE GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES**  
(Rapportage de Maurice Lévy)

**LES RISQUES**

**DE LA SECONDE PHASE REAGANNIENNE**

- « Coûteuse » reprise, persistant déficit (Marie-France Toinet).
- Les relations Est-Ouest sous l'égide de M. Reagan.

**L'OLP FACE AUX TENTATIVES DE DIVERSION AU PROCHE-ORIENT**  
(Alain Greck)

- Bonnes feuilles : La grève de 1936 en Palestine, une répétition générale (Elise Sanbar).

**LA SEULE CHANCE DE L'EUROPE INDUSTRIELLE POUR LE CO-DEVELOPPEMENT**  
(Michel Begaud)

**SÉCURITÉ ET MAINTIEN DE L'ORDRE**  
Les enjeux politiques et professionnels

Prendre la menace au sérieux (Yves Dezalay). — Délinquants et victimes (Jacques Vénin). — La police : le gauchisme et le changement (Jean-Jacques Gleizal). — La justice : le gauchisme et les spécificités locales (Louis-Marie Raingourd). — Travail social : le choc des légitimités (Michel Chauvière).

- La grande déroute de l'économie italienne (Albert Dagher).
- La Nigéria dans la crise : du boom pétrolier à l'insécurité (Jean Cooney et Philippe Hugon).
- Bilan du thatchérisme : autre chose que le réaganisme (Jean-Claude Sergeant).
- Cambres politiques : « Kaos, contes siciliens » (Ignacio Ramonet).
- Les livres du mois : « Le crime de silence » (Yves Florenne). — Deux visions des blocs et des relations internationales (Paul-Marie de La Gorce). — « Un oiseau brûlé vif », d'Augustin Gomez-Arcos (Marie-Françoise Affini). — « Zayn Barakat », de Gamal Ghany (Samir Kassir).

**LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE DE L'ÉCRIVAIN**  
Le geste essentiel  
(Nadine Gordimer)

**UNE NOUVELLE DE NARAIN AYYER**  
La canne à sucre chantée

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE.  
5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 08



# France

## LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### M. Mitterrand : le cap est fixé « La leçon de choses »

Avant de quitter le territoire, M. Mitterrand a fait la déclaration suivante :

« A l'issue de ces entretiens, on est en droit de penser que les fils que l'on pouvait craindre rompus sont remis. Je veux dire que le dialogue continue. Les journaux qui ont précédé ce voyage ont été difficiles pour tout le monde, mais la sagesse n'a pas cessé d'inspirer les principaux responsables. En réalité, nous n'avons cessé d'écouter. J'espère que mon voyage et mes entretiens serviront à l'approfondir, à l'affermir. Rien n'est négligeable sur ce plan. Des propositions ont été faites, elles indiquent des objectifs à atteindre, certaines votes pour y parvenir ; elles peuvent être à tout moment débattues, discutées, acceptées ou refusées. C'est une ouverture pour des propositions qui ont le mérite d'exister, d'être cohérentes et de chercher à concilier raisonnablement les intérêts en présence, les intérêts des communautés présentes sur ce sol-ci — permettez-moi de le dire, parce que c'est ma pensée constante — l'intérêt de la France. J'y ai vu l'œuvre de dévouement du gouvernement. Je rentre à Paris avec le sentiment que les instruments de la réussite sont en de bonnes mains. Quant aux conclusions politiques proprement dites, je

veux dire quant au contenu des propositions déjà connues mais qui seront de nouveau examinées à la lueur de ces échanges, il est bien entendu que le cap est fixé : un calendrier a été énoncé, il ne faut pas que les choses durent plus qu'il ne serait raisonnable. C'est donc au cours des prochains mois que ce processus poursuivra à son terme. J'aurai l'occasion moi-même de m'adresser à la presse, à bref délai, pour tirer les conclusions politiques très élaborées à l'issue de ce voyage. Aucune improvisation n'est permise. »

Le Front national veut inscrire dans la Constitution la composition du territoire de la République. — M. Jean Fontaine, député non inscrit de la Réunion et membre du Front national, a déclaré, mercredi 16 janvier, une proposition de loi pour modifier la Constitution. Il souhaite que soit précisée dans celle-ci la composition exacte du territoire de la République — dans l'état actuel de toutes ses dépendances. Ainsi, toute cession de territoire ou toute accession à l'indépendance nécessiterait une révision de la Constitution. Il demande aussi que soit interdite toute propagande séparatiste.

#### De notre envoyé spécial

Nouméa. — Ah ! Si toute la Nouvelle-Calédonie ressemblait à la tribu de Mea Mebara ! La jolie partie de campagne ! Le président, genou à terre, plantant, presque comme à l'habitude, un kauri. J'espère que les enfants viendront s'abriter à son ombre. Le président, au côté du chef, se gorgant de lait de coco, sous la tonnelle, au grand bonheur des photographes. Le président écoutant les chants de bienvenue de la tribu rassemblée. Le président se plantant à la coutume mélanésienne, en offrant au chef du tissu et des cigarettes, et recevant en échange une superbe flèche fétichère en bois (cette flèche disposée au sommet de la case, traditionnelle, celle-là même qui figure sur le drapeau du FLNKS).

« Et vos chènes d'Amérique ? », s'enquiert M. Pissani.

« Ils tiennent, ils tiennent », répond le président.

Et, s'adressant au chef coutumier : « Cette visite est une belle leçon de choses qui me permettra de rapporter des jugements qui deviendront servir à l'heureuse solution, si nécessaire pour tous. »

Mea Mebara est une tribu exemplaire, tenue d'une poignée de manager rural par un chef jugé pas comme les autres, M. Nomeba No. cet effort, qui est d'abord un effort de compréhension. Comprendre les autres, surtout quand ces autres sont eux-mêmes sans solution, ou bien s'en tiennent obstinément à la leur, sans vouloir aller plus avant dans la connaissance de ce que veulent les différentes fractions qui s'opposent.

« Il reste un principe qui peut réaliser la synthèse, et il appartient en effet à la France, non pas de se substituer aux volontés populaires multiples, mais de chercher la voie commune et d'obtenir sur elle le consensus le plus général possible. »

« Le devoir est dicté, a conclu le président de la République (...), et c'est un devoir qui doit permettre de pérenniser et d'assurer partout la continuité des services, le premier de ces services étant le respect des personnes. »

Ainsi le chef de l'Etat a-t-il affirmé son soutien sur toute la ligne au plan Pissani.

FREDERIC FILLOUX.

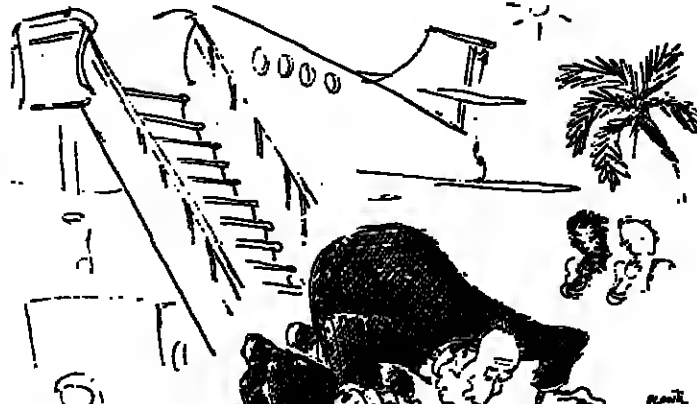
denon, comptable de son état à la société Le Nickel (SLN), principal employeur de la région. Naguère membre de l'UC (Union calédonienne, premier parti autochtone du territoire), M. Nedonon professe aujourd'hui un indépendantisme modéré : tellement modéré qu'à la fin de l'année dernière, il est venu offrir à M. Pissani un morceau de corde, symbolisant son attachement à la France. C'est dire si, à Mea Mebara, on n'a pas trop pleuré la mort d'Eloi Machoro.

Souriant de plaisir, le chef de l'Etat se fait présenter quatre femmes appartenant à quatre ethnies de l'île. Car la région de Kouaoua, à laquelle appartient Mea Mebara, est aussi une petite oasis de tolérance multiraciale. Européens, Canaques et Tahitiens travaillent en bonne harmonie à la mine, la première en importance de la SLN. Les retombées financières du nickel ont permis aussi de subventionner des activités d'élevage, également favorisées par la qualité des terres.

M. Mitterrand est resté trop peu de temps pour s'enquérir des recettes d'une telle félicité. Domage, il aurait pu apprendre qu'il, d'ailleurs, qu'à la mine de Thio, la direction locale a su favoriser la promotion des Canaques. Propriétaires des terres, la SLN les loue aux tribus environnantes pour un montant symbolique. Le problème foncier ne se pose donc pratiquement pas. Le haut commissariat aime tellement Mea Mebara qu'il montre la tribu à tous les bords officiels. Ainsi, M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, y est-il passé en octobre dernier, ce qui n'avait pas forcément contribué à lui donner une idée exacte de la réalité calédonienne.

Après la Calédonie idéale, voici la Calédonie raisonnable. Le président est à l'indépendance, ville de la côte est, dont le maire, M. Francis Pouday, appartient au LKS de M. Nidoish Naisseline, parti indépendantiste « modéré ». Il a appelé à voter aux élections du 18 novembre dernier, ce qui lui a valu de se faire quelques ennemis. Mais les militants du FLNKS de la tribu de Thio tout proche.

A toute allure, le cortège officiel visite le chantier de la future mairie, encore inachevée mais déjà couverte de graffitis. Une halle à la genévrière, à la demande du président qui souhaite rendre hommage à cette arme pour le rôle qu'elle a joué depuis le début des événements. Et une conversation à bâtons rompus dans le salon du sous-préfet. Des conseillers municipaux anti-



indépendantistes attendent le président à la sortie, mais emportés dans le tourbillon de la suite officielle et des gendarmes du GIGN qui assurent sa protection, ils n'auront pas le temps d'ouvrir leur cœur.

On a donc montré au chef de l'Etat une Calédonie miraculeuse. De ses entretiens du matin dans le haut commissariat où venaient mourir les rumeurs de la manifestation anti-indépendantiste, le président a, en outre, retiré le sentiment que « tous sont prêts au dialogue, autour des propositions faites par le représentant de la France, la où on pouvait croire le fil rompu il me paraît renoué. Vu de Paris, on pouvait avoir l'impression qu'il faudrait beaucoup de temps pour retrouver un langage. Cet après-midi, ce langage, je l'ai entendu. »

Dialoguer, donc. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on souligne que si les modalités du plan Pissani peuvent être discutées, la philosophie — c'est-à-dire la protection des intérêts des différentes communautés — est la seule envisageable pour le territoire, et donc ne changera pas.

Nouméa tricolore

« Un meeting n'était pas prévu au programme », a plaisanté le chef de l'Etat. Mais l'après-midi, il a rencontré la population de Nouméa. Si le président s'était aventuré hors des grilles du haut commissariat il aurait cependant découvert dans les rues une ambiance bien peu propice au dialogue. Dès 8 heures du matin alors que son DC-8 ne s'était pas encore décollé, la place des Cocotiers était entièrement tricolore. A l'appel du RPCR, murs, trottoirs, passages cloutés avaient été « ripolinés » aux trois couleurs. Pour cette kermesse baignée de soleil nouméen, s'est manifestée, tatouée, vêtue de tricolore, une armée de la jeunesse qui vendait dans les Prisma des drapeaux et des tee-shirts. A l'orient ou à l'ouest, cette débauche de tricolore saluait l'arrivée du chef de l'Etat, mais aussi celle du préfet. Mais Nouméa « La blanche » aujourd'hui

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### La recherche « d'une voie commune »

(Suite de la première page.)

M. Roger Laroque a affirmé que la population saurait manifester sa détermination. Le chef de l'Etat n'a eu, selon le maire de Nouméa, qu'une réponse protocolaire, « en précisant », a déclaré M. Laroque, que le refus de l'indépendance n'était pas la voie commune. Nous, nous disons le contraire.

Les échanges de vues ont été de même nature avec le gouvernement territorial et les membres du bureau de l'Assemblée territoriale : écoute attentive du chef de l'Etat et réponses de principe. Aux centristes des groupes EPA (Ententes pour l'avenir) et ULO (Union pour la liberté dans l'ordre), respectivement représentés par M. Francis Wabuzine et M. Gaston Morlet, aux côtés de M. Jean-Pierre Aïda, maire de Bourail, ancien président de l'Assemblée territoriale, le président de la République a adressé ses remerciements pour leur attitude modérée et pour leur soutien implicite au plan Pissani.

M. Morlet a exposé les modifications que ses amis souhaitent voir apportées à ce projet afin de garantir, en particulier, « c'est le thème maître de l'ULO — la nécessité de procéder à une consultation de la communauté canaque sur l'indépendance, une telle consultation n'ayant alors qu'une valeur indicative et non juridique. Le président de la République, a indiqué M. Morlet, n'est pas resté insensible à cette proposition, mais il s'interroge, apparemment sur les possibilités qu'offre la Constitution pour cette voie.

Face aux indépendantistes, M. François Mitterrand s'est montré un peu plus prolix. Si le LKS (mouvement libération kanak et socialiste) s'est vu opposer la même attitude que les autres partis — son leader, M. Nidoish Naisseline ne reconnaît d'ailleurs pas la formation, car il était, dit-on, retenu par des problèmes communautaires dans l'île de Maré — le Front de libération nationale kanak socialiste, en revanche, a eu un véritable dialogue, par l'intermédiaire de M. Jean-Marie Tjibaou, avec le chef de l'Etat. Pour d'évidentes raisons de sécurité, M. Tjibaou avait dû emprunter un hélicoptère de la gendarmerie pour se rendre au haut commissariat.

Les représentants de la coalition indépendantiste — M. Tjibaou était accompagné de M. Yéwéné Yéwéné — ont été reçus quarante minutes par M. Mitterrand, mais le président du « gouvernement provisoire de Kanaky » a bénéficié, en outre, d'un traitement particulier, puisqu'il s'est assis à table avec le chef de l'Etat. Bien que rien n'ait été officiellement révélé sur la teneur de ce dialogue, cette conversation peut être résumée comme suit : M. Mitterrand a fait part à M. Tjibaou de son inclination pour les aspirations du peuple canaque, paraphrasant le « Je vis dans votre sens » prononcé il y a quelques semaines par M. Pissani. Mais, a souligné le président de la République, je ne peux pas sortir du cadre constitutionnel. Toutefois, j'examine toutes

les solutions qui pourraient répondre à vos souhaits. J'ai affaire à une opposition catégorique dans son rejet de l'indépendance ; en France, cette opposition politique est très vivace. Mais, une proposition de loi pour modifier la Constitution. Il souhaite que soit précisée dans celle-ci la composition exacte du territoire de la République — dans l'état actuel de toutes ses dépendances. Ainsi, toute cession de territoire ou toute accession à l'indépendance nécessiterait une révision de la Constitution. Il demande aussi que soit interdite toute propagande séparatiste.

Un peu plus tard, vers midi, devant les fonctionnaires, le président de la République a souligné : « Il n'y a qu'un devoir (pour les services de l'Etat) : mettre en œuvre la politique que le gouvernement de la République décide, dès lors que le Parlement s'est prononcé. »

Chacun à sa place ici dans les ordres les plus divers participe de

### LE REDÉCOUPAGE CANTONAL DANS L'ISÈRE (suite)

(De notre correspondant)

Grenoble. — La polémique sur le redécoupage cantonal dans l'Isère a trouvé un écho dans les milieux universitaires. Une centaine de professeurs viennent de signer une lettre dans laquelle ils demandent à M. Mermaz d'intervenir, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, auprès du ministre de l'Intérieur pour que « l'autorité de la plus haute juridiction administrative de l'Etat soit respectée, conformément au droit qui doit être (le sien) d'assurer la permanence de la légalité républicaine, notamment dans les opérations liées, de manière directe ou indirecte, au suffrage universel ».

D'autres universitaires, essentiellement des professeurs de droit, rappellent dans un communiqué que le gouvernement a la possibilité de procéder à des remodelages cantonaux afin de prendre en compte les évolutions démographiques, et que les avis du Conseil d'Etat sont secrets. Ils précisent en outre que des découpages cantonaux ont été pratiqués antérieurement à 1981 et « indépendamment de l'avis du Conseil d'Etat », celui-ci n'étant dans cette affaire « qu'un conseiller du gouvernement, au même titre que le conseil général et les conseils municipaux concernés ».

Dans l'Isère, l'assemblée départementale comme la majorité des conseils municipaux ont émis des avis favorables à la proposition de remodelage des cantons.

G.F.

### M. Rocard : de meilleurs résultats permettront de s'attaquer au chômage

(De notre envoyé spécial)

Strasbourg. — Les diverses étapes de la « rentrée » — bien qu'il réduise le terme — de M. Michel Rocard se suivent et ne se ressemblent pas. Après la « convention nationale du PS au mois de décembre à Evry, le ministre de l'Agriculture avait choisi Strasbourg où l'un de ses proches, M. Jean-Claude Petitdemange est candidat aux élections cantonales de mars, pour tenir le vendredi 18 janvier sa première réunion publique depuis un an en dehors de sa propre circonscription.

S'exprimant en dehors du PS, M. Rocard s'est scrupuleusement conformé à la règle de la solidarité gouvernementale au point de ne pas prononcer un passage de son discours écrit qui critiquait le caractère désuet des dispositions fiscales actuelles en matière de créations d'entreprises. Longuement, à grands renforts de compassion médiatique — c'est la question qui se pose est de savoir si l'accident a fait de nous des hommes à l'ère ou si nous sommes en convalescence — le ministre de l'Agriculture s'est livré devant quelques quatre cents auditeurs à un exercice de pédagogie de la rigueur. Ainsi, a-t-il expliqué que le gouvernement ne peut pas relancer la croissance, c'est à trop de risques, ce n'est pas possible », a-

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

### M. Mitterrand a une conception sado-masochiste de la politique, estime M. Toubon

(De notre correspondant.)

La Rochelle. — M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a lancé, le vendredi 18 janvier, la campagne de son parti pour les élections cantonales en Charente-Maritime. Cette campagne annonce mouvementée dans ce département, où M. Philippe Marchand, député (PS), risque de perdre la présidence qu'il détient depuis 1982, car la majorité de gauche de l'assemblée départementale paraît menacée. « Le renouvellement de 1982 avait marqué le fin de l'état de grâce, a dit M. Toubon. En 1983, il s'agit des débuts irréversibles de la marche de l'opposition pour la victoire aux élections législatives de 1986. »

Selon le secrétaire général du RPR, la dernière intervention électorale du président de la République n'est pas de nature à rassurer les Français. « On a vu Mitterrand déconcertant et déconcerté, a dit M. Toubon. Trop bavard, il a beaucoup parlé, mais il n'a rien dit, sinon pour reconnaître qu'il est impopulaire, mais que c'est sans importance : j'y suis, j'y reste. C'est une conception sado-masochiste de la politique. » Soulignant l'opposition du RPR à une modification de la loi électorale, M. Toubon a fait état d'un propos du général de Gaulle à son fils, l'amiral Philippe de Gaulle : « Il faut choisir : on ne peut être, à la fois, l'homme des grandes tempêtes et l'homme des basses combinaisons. »

M. G.



# France

## La Nouvelle-Calédonie sous le regard des ethnologues

Ethnologue, spécialiste de la Nouvelle-Calédonie, maître assistant à l'université de Paris-V, M. Alban Bensa a répondu à nos questions sur la revendication indépendantiste canaque, ses formes, le peuple qui la soutient et les diverses formes de compréhension... et d'incompréhension qui l'accompagnent. M. Jean Malaurie, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, s'élève, d'autre part, contre l'ignorance, voire le mépris des pouvoirs publics à l'égard des recherches en sciences sociales.

## La société mélanésienne est éminemment politique

« Eloi Machoro est mort il y a quelques jours dans les conditions controversées que vous savez. La polémique sur ses faits s'étend aussi à sa personnalité. Des portraits très divers de Machoro ont été faits. Il vous est arrivé de le rencontrer lors de vos séjours en Nouvelle-Calédonie. Quel portrait en dresserie-vous ?

« Effectivement, j'ai eu l'occasion de rencontrer Eloi Machoro à diverses reprises, entouré de ses amis et de militants indépendantistes. M'est restée l'image de quelqu'un d'une extrême gentillesse, d'un homme d'extrême politesse, très vite et bien, entièrement habité par cette cause indépendantiste, avec passion.

« Cette gentillesse et cette passion prenaient forme dans un formidable humour. Il était de notoriété qu'Eloi Machoro par ses mots d'ordre, ses analyses, par les images qu'il utilisait — renouant d'ailleurs avec la tradition politique canaque qui est très profonde — savait toujours tirer d'une situation un parti humoristique.

« Il est vrai que son humour était toujours tourné et en quelque sorte orchestré selon l'idée qu'il fallait effrayer les Blancs par des propos et des actions ayant une forte portée symbolique.

« A partir du 18 novembre 1984, quand le boycottage a été décidé, Eloi Machoro a pris en charge, dans un autre registre que celui de Tibère, mais à mon avis complémentaire, l'expression de la violence symbolique sur le terrain.

« Machoro manifestait parfois l'image avec excès. Il était pour cela tancé par ses camarades. Il le faisait aussi quelquefois avec une certaine intention de l'ensemble des situations.

« En 1983, par exemple, après la mort des gendarmes à Kinkidé, Machoro, interviewé, avait dit : « Dans le système colonial nous ne voulons pas être que quelques petits pots perdus dans un potage ».

« Eloi Machoro était originaire de la tribu de Canala, marquée par une histoire riche et complexe. Cette tribu a joué un rôle dans l'accomplissement de son itinéraire personnel ?

« En ce qui concerne son action plus récente, il est évident à mon avis qu'Eloi Machoro s'est appuyé sur la caractéristique spécifique de la région de Thio-Canala dont il était originaire. Cette région avait armé les auxiliaires de l'armée coloniale qui avaient, en 1878, tué le chef Aiaï au moment de la révolte.

Métais que Le Monde vient de publier (1).

« Qu'est-ce que j'appelle « ethnologie missionnaire » et qui pèse sur les épaules de tous les chercheurs qui essaient de comprendre la Calédonie dans son ensemble et la vie sociale en Nouvelle-Calédonie ? Au début de ce siècle, les canaques étaient considérés comme des gens en voie de disparition. Les missionnaires, protestants ou autres, qui sont intervenus à la fois pour les évangéliser et pour les protéger, ont développé le discours suivant : « Il faut protéger les Canaques parce qu'ils sont des êtres humains. Mais ce ne sont pas tout à fait des êtres humains, parce qu'ils ne connaissent pas Dieu. Pour leur apporter Dieu, il faut essayer de connaître leurs traditions ».

La soi-disant

conscience mythique

« Car la théorie missionnaire la plus en vogue à l'époque était que les Canaques, comme d'autres populations éparpillées dans un monde, avaient connu Dieu, mais l'avaient oublié. Une sorte de théorie platonicienne de la réminiscence. Il fallait donc leur faire révéler, au Canaque, cette divinité qu'il avait eue sans le savoir.

« On avait ainsi abouti à ce que j'appellerai l'ethnologie missionnaire : la perception d'un Canaque ad hoc, naturellement mystique, mais dont le mysticisme devait être réorienté dans le sens du christianisme.

« En réalité, une sorte de théorie ethnologique missionnaire qui affirme que, d'une certaine façon, les canaques ont plus Dieu que nous-mêmes. Ils seraient dans une sorte de primitivité originelle qui les rapprocherait de la divinité sans avoir eu conscience exacte.

« Cette théorie a influencé l'univers canaque et est présente par cette ethnologie missionnaire à travers la notion de « conscience mythique ». Les gens habités par cette conscience mythique n'auraient pas conscience de leur culture, vivraient dans un état de fusion et de symbiose avec le monde naturel, confondraient la parole, l'action et l'être.

## A quoi servent les sciences sociales ?

Sans doute à rien puisqu'il apparaît que, sur le plan politique, les décisions sont prises sans tenir compte, le plus souvent, de leurs travaux et recommandations.

Le feu embrase la Nouvelle-Calédonie. Ne pouvait-on le prévoir de longue date ? Le gouvernement ne pouvait-il régler ce problème plus tôt avec la hauteur et la vigueur nécessaires ? Des actions violentes, nées comme par hasard, décident en toute hâte les pouvoirs publics à agir. A qui fait-on appel ? A un homme politique — au reste des plus estimables — et qui est mandaté en quelques jours pour régler un problème sociologique séculaire sur lequel des générations de chercheurs ont travaillé dans l'obscurité.

La guerre d'Algérie, une des grandes défaites intellectuelles et morales de la France, aurait pu être une leçon pour nous Français, qui n'avons pas su, alors qu'il en était temps encore, comprendre et résoudre le multiracialisme que nous débarquions à Sétif, le 14 juin 1955, en tant que vainqueur.

La problématique d'autant plus urgente qu'elle se situe désormais en France. Notamment, en raison de sa démographie négative, fait un appel croissant à l'immigration. L'immigration contemporaine peut être une chance pour la France, mais à la seule condition de s'y préparer et de former l'opinion par l'école, le livre, le film. Une chance ? La France, si longtemps économiquement repliée sur son gré carcé, pour survivre doit désormais exporter. Grâce aux Portugais, elle peut s'ouvrir au monde lusophone ; grâce aux Maghrébins, sur le monde arabe ; grâce aux Vietnamiens et aux Chinois, sur l'Asie du Sud-Est.

Les problèmes d'inter-sociétés sont des problèmes politiques de première importance dans le monde où nous vivons. Ce n'est pas seulement par le bulletin de vote que ces problèmes peuvent se régler. Ils s'expriment pas par les actions politiques.

Il convient aujourd'hui d'avoir une action résolue préalablement éclairée par une réflexion historique, sociologique et psychologique approfondie.

Mais la question demeure. A quoi servent les sciences sociales puisque — notre histoire outrée l'établit — les travaux des géographes, historiens, ethnologues, sociologues apparaissent comme académiques, voire littéraires, pour la classe politique ?

La Nouvelle-Calédonie, où les spécialistes — ethnologues, sociologues — ont été consultés au dernier moment, est un exemple affligeant de ce manque de lien entre le pouvoir et ceux-là mêmes qui ont mission de réfléchir sur le devenir des sociétés. Par exemple, un atlas considérable a été réalisé par l'ORSTOM sous la direction du professeur Sautter. Il établit en particulier que la société coloniale dispose de par le privilège de la colonisation des deux tiers — terrains domaniaux compris — pour ne pas dire des quatre cinquièmes de la terre calédonienne, la population autochtone étant réduite à la plus modeste part.

Si l'on rappelle que la pensée communautaire kanake est liée comme religieusement à la terre — ce que les travaux de Leenhardt ont établi — on saisit la caractéristique, sinon explosive du moins anormal, d'une situation qui, en privilégiant des intérêts particuliers égoïstes, est contraire à l'intérêt national. Ce ne sera pas la première fois dans notre histoire que la Nation perdra l'essentiel en tentant de préserver l'intérêt de quelques-uns.

La politique étant l'expression de la volonté des citoyens, on est stupéfait de la désinformation que l'on nous donne d'autant plus importante que le Pacifique doit être le centre névralgique du monde de demain. Où sont les reportages

## Ravageage

Tout ministre devrait avoir par secteur une cellule de consultants. C'est ainsi le cas du Foreign Office pour l'Arctique. En ce qui me concerne, j'ai eu le regret de constater que, dans ma spécialité — en l'occurrence, les problèmes de haute latitude — des ministères m'ont consulté mais ils étaient danois ou canadien... En France, si un ministre m'a fait l'honneur de me consulter récemment sur des problèmes arctiques d'actualité, il n'était plus en exercice. Et Dieu sait si l'Arctique, malgré des mesures plus habiles que constructives, je le crains, prises en faveur des peuples autochtones, de la menace aggrave de pollution écologique, reste un espace sensible.

Tout se passe en France comme si les chercheurs ne pouvaient toucher le pouvoir que par des livres, destinés au grand public, et l'on observe ainsi que nos hommes politiques, qui devraient éclairer l'opinion et définir l'avenir à moyen et à long terme, suivent les mouvements d'opinion en pratiquant une politique d'improvisation et de ravageage à court terme.

Etre convaincu que les peuples du passé sont pour nous, sociétés occidentales, des peuples d'avenir. Se convaincre, comme l'établit Vico, que chaque civilisation a un « sens commun », son propre génie, et qu'elle ne progresse que dans le dialogue. Et à n'est pas de civilisation supérieure. Egaux, mais différents. Il n'y a pas qu'une vérité, mais des vérités...

Les événements calédoniens établissent à l'évidence que notre administration est, à cet égard, en retard de cinquante ans et que ni l'école ni les médias n'ont joué le double rôle d'éducation et de populations locales et surtout des Blancs, afin de faciliter la cohabitation inévitable et nécessaire. C'est dans la vie quotidienne, dans les comportements, que des situations « coloniales » se déterminent ; à l'oublier, un magnifique effort d'équipement technique d'un territoire aboutit à l'échec humain. Les Eglises protestantes, plus que les catholiques, ont tenté l'effort de compréhension de ces difficultés. Mais tout se passe comme si l'on agissait toujours trop tard, une histoire malheureuse devant sans cesse se répéter.

Ainsi, c'est en vain que des personnalités comme René Dumont affirment, dans un ouvrage célèbre, que « l'Afrique noire est mal partie ». Aujourd'hui, on assiste au naufrage tragique d'une partie de ce continent et à l'échec des politiques tiers-mondistes suivies. On parle dans les années à venir de millions de morts de faim, famine que des programmes tiers-mondistes vagues ont aggravés. Ce ne sera pas la première fois dans notre histoire que la Nation perdra l'essentiel en tentant de préserver l'intérêt de quelques-uns.

La politique étant l'expression de la volonté des citoyens, on est stupéfait de la désinformation que l'on nous donne d'autant plus importante que le Pacifique doit être le centre névralgique du monde de demain. Où sont les reportages

## La main tendue dans le vide

Il y a une main tendue dans le mouvement indépendantiste. Il faut en parler aussi. Ce sont des gens courageux qui jouent un rôle très important. Par idéologie, par affection, quelques-uns ont été calés dans le calcul politique. Ils ont pensé qu'il valait mieux s'engager tout de suite dans une négociation sur l'avenir plutôt que de s'enfermer dans des positions irréductibles menant face à face deux camps.

Du côté caldoche, on n'a jamais vu officiellement se mettre en place un ensemble politique qui répondrait à cette main tendue. Les enjeux politiques intérieurs français. Il y n'a là quelque chose de grave.

Certains chercheurs ont cru pouvoir mettre en avant le surgissement, à une génération d'échec, d'un fait socio-économique néo-calédonien qui relèverait en quelque sorte au second plan le fait strictement canaque. Qu'est-ce que ça veut dire ?

C'est un fait chiffré : depuis une vingtaine d'années, les conditions d'existence des Mélanésiens, d'une partie d'entre eux, se sont modifiées. Cela étant dit, il est totalement illusoire de prendre ces chiffres et d'en tirer des conclusions tant que l'état réel des choses n'est pas connu. Les déplacements de personnes, la transformation éventuelle de leurs revenus, leur accès à certains biens de consommation ne sont pas corrélés d'une destruction sociale, d'une perte d'identité et de la fin de la société canaque.

On peut en avoir une preuve immédiate cet élément : le mouvement indépendantiste s'est appuyé sur une revendication culturelle. Cette revendication culturelle, puis politique, a été développée, non par des gens qui seraient restés dans des réserves, mais par des gens qui ont subi le système colonial de la façon la plus dure. Fait significatif : la revendication indépendantiste devient explicite après le boom du nickel.

En tant qu'ethnologue, que pensez-vous des témoignages analysés ou brisés d'analyses appelées en renfort par les uns et les autres depuis que la Nouvelle-Calédonie occupe le devant de la scène ?

Il est normal que des événements aussi graves surviennent dans un pays aussi mal connu, doucement lié à des interventions suicidales ou volontaires de gens qui ont séjourné en Nouvelle-Calédonie, y ont mené des recherches ou assumé des responsabilités. En tant qu'ethnologue, je dirais qu'il est beaucoup moins normal que certains véhiculent sur la société canaque, sans y avoir beaucoup travaillé auparavant, un discours qui provient d'une « ethnologie missionnaire ». Je pense tout particulièrement au texte d'Elaine

## Reconciliation

Il y a deux ans les gens des côtes est et ouest se sont réconciliés à l'occasion d'un échange coutumier extrêmement important sur ce point. Les gens de Thio-Canala, de la côte est, ont demandé pardon à leurs frères des autres côtes pour leur responsabilité dans la mort du chef Aiaï à la fin de l'insurrection de 1878.

C'est un fait chiffré : depuis une vingtaine d'années, les conditions d'existence des Mélanésiens, d'une partie d'entre eux, se sont modifiées. Cela étant dit, il est totalement illusoire de prendre ces chiffres et d'en tirer des conclusions tant que l'état réel des choses n'est pas connu. Les déplacements de personnes, la transformation éventuelle de leurs revenus, leur accès à certains biens de consommation ne sont pas corrélés d'une destruction sociale, d'une perte d'identité et de la fin de la société canaque.

On peut en avoir une preuve immédiate cet élément : le mouvement indépendantiste s'est appuyé sur une revendication culturelle. Cette revendication culturelle, puis politique, a été développée, non par des gens qui seraient restés dans des réserves, mais par des gens qui ont subi le système colonial de la façon la plus dure. Fait significatif : la revendication indépendantiste devient explicite après le boom du nickel.

En tant qu'ethnologue, que pensez-vous des témoignages analysés ou brisés d'analyses appelées en renfort par les uns et les autres depuis que la Nouvelle-Calédonie occupe le devant de la scène ?

Il est normal que des événements aussi graves surviennent dans un pays aussi mal connu, doucement lié à des interventions suicidales ou volontaires de gens qui ont séjourné en Nouvelle-Calédonie, y ont mené des recherches ou assumé des responsabilités. En tant qu'ethnologue, je dirais qu'il est beaucoup moins normal que certains véhiculent sur la société canaque, sans y avoir beaucoup travaillé auparavant, un discours qui provient d'une « ethnologie missionnaire ». Je pense tout particulièrement au texte d'Elaine

## « Corses : ni Canaques ni caldoches »

De notre correspondant

Bastia. — « Corses : ni Canaques ni caldoches », le slogan d'un parti qui se dit « indépendantiste » et qui manifeste du terrorisme et le séparatisme le 6 décembre 1984 à Ajaccio. Ni Canaques ni caldoches, mais plus simplement une déclaration inexistante, une réplique directe à l'« effet canaloche » qui agitait la mouvance nationaliste corse depuis deux semaines. Thio, fasciné qu'à vingt mille kilomètres de là un autre Front de libération nationale puisse tenir tête avec un pareil sursaut ou à l'indépendance française. Les familles de gendarmes et le 101<sup>er</sup> régiment de CRS à Bastia (le Monde du 4 décembre) ne sont pas aussi à mettre au compte de la « dévotion » des « canaques » qui ont été les victimes de la « dévotion ».

Aujourd'hui, du côté nationaliste, l'heure est à la solidarité sans faille avec la lutte du peuple canaque. Comme si la légitimité reconnue au plus haut lieu de l'Etat républicain, au cœur de la Corse, où les mêmes concepts et les mêmes idées se retrouvent. Et c'est avec une satisfaction non dissimulée qu'une délégation du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) s'est rencontrée le 19 décembre dernier à Paris avec une délégation du FNCS.

Selon le MCA, le Mouvement indépendantiste canaque a débuté ses contacts interrégionaux en Europe par les nations lètes corse. Un projet de rencontre en Corse a même été évoqué lors de cette réunion. Pour les nationalistes de Thio, surtout chez les plus jeunes, les conditions de la mort d'Eloi Machoro apportent une dimension supplémentaire émotionnelle à cette solidarité entre les deux peuples. « En Canaque comme en Corse, le colonialisme a été une catastrophe », dit le « un » de l'habdomadaire U Ribondu l'Echou, l'organe du MCA. L'allusion à Guy Orsini, le jeune militant nationaliste disparu le 17 juin 1983 dans des circonstances mal élucidées, est transparente. La Petit Bastia, un autre hebdomadaire proche des nationalistes, établit d'ailleurs ouvertement le lien : « On attend, écrit-il, avec quelque curiosité la condamnation de ce double crime (celui d'Eloi Machoro et celui de Marcel Honoré) par nos institutions françaises ».

## Le dernier

La traversée des détroits à voile est la grande passion d'Arnaud de Rosnay. Ses heures avaient été consacrées à la voile dans son pays natal, le sud de la France, où il a consacré une partie de sa vie à la voile. En 1982, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1983, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1984, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1985, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1986, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1987, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1988, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1989, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1990, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1991, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1992, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1993, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1994, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1995, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1996, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1997, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1998, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 1999, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2000, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2001, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2002, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2003, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2004, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2005, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2006, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2007, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2008, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2009, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2010, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2011, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2012, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2013, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2014, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2015, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2016, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2017, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2018, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2019, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2020, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2021, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2022, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2023, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2024, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2025, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2026, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2027, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2028, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2029, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2030, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2031, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2032, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2033, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2034, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2035, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2036, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2037, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2038, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2039, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2040, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2041, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2042, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2043, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2044, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2045, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2046, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2047, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2048, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2049, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2050, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2051, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2052, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2053, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2054, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2055, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2056, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2057, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2058, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2059, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2060, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2061, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2062, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2063, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2064, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2065, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2066, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2067, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2068, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2069, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2070, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2071, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2072, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2073, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2074, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2075, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2076, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2077, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2078, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2079, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2080, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2081, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2082, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2083, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2084, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2085, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2086, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2087, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2088, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2089, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2090, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2091, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2092, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2093, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2094, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2095, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2096, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2097, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2098, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2099, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2100, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2101, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2102, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2103, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2104, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2105, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2106, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2107, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2108, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2109, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2110, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2111, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2112, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2113, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2114, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2115, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2116, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2117, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2118, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2119, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2120, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2121, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2122, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2123, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2124, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2125, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2126, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2127, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2128, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2129, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2130, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2131, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2132, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2133, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2134, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2135, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2136, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2137, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2138, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2139, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2140, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2141, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2142, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2143, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2144, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2145, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2146, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2147, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2148, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2149, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2150, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2151, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2152, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2153, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2154, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2155, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2156, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2157, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2158, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2159, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2160, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2161, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2162, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2163, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2164, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2165, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2166, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2167, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2168, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2169, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2170, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2171, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2172, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2173, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2174, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2175, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2176, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2177, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2178, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2179, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2180, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2181, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2182, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2183, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2184, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2185, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2186, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2187, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2188, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2189, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2190, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2191, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2192, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2193, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2194, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2195, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2196, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2197, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2198, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2199, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2200, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2201, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2202, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2203, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2204, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2205, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2206, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2207, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2208, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2209, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2210, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2211, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2212, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2213, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2214, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2215, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2216, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2217, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2218, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2219, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2220, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2221, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2222, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2223, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2224, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2225, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2226, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2227, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2228, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2229, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2230, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2231, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2232, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2233, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2234, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2235, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2236, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2237, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2238, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2239, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2240, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2241, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2242, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2243, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2244, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2245, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2246, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2247, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2248, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2249, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2250, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2251, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2252, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2253, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2254, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2255, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2256, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2257, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2258, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2259, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2260, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2261, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2262, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2263, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2264, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2265, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2266, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2267, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2268, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2269, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2270, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2271, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2272, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2273, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2274, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2275, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2276, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2277, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2278, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2279, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2280, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2281, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2282, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2283, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2284, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2285, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2286, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2287, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2288, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2289, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2290, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2291, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2292, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2293, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2294, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2295, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2296, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2297, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2298, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2299, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2300, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2301, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2302, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2303, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2304, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2305, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2306, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2307, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2308, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2309, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2310, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2311, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2312, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2313, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2314, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2315, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2316, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2317, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2318, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2319, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2320, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2321, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2322, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2323, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2324, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2325, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2326, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2327, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2328, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2329, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2330, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2331, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2332, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2333, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2334, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2335, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2336, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2337, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2338, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2339, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2340, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2341, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2342, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2343, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2344, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2345, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2346, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2347, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2348, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2349, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2350, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2351, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2352, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2353, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2354, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2355, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2356, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2357, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2358, il a été élu président de la Fédération française de voile. En 2359, il a été élu président de



UNE COULÉE VERTE EN ILE-DE-FRANCE

La très petite et la très grande vitesse

Ce sera à coup sûr une inauguration dont on se souviendra. Dans trois ans, c'est promis, M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, enfoncera sa bicyclette pour parcourir quelques hectomètres de la première sortie verte de Paris. Et si M. Jacques Chirac a encore cinq minutes à consacrer à la capitale, il sautera, lui aussi, sur le magnifique vélo bleu qu'on lui a récemment offert. L'ouverture de la coulée verte (le Monde du 12 janvier) fera figure d'événement historique.

Partant de la gare Montparnasse, cette double voie cycliste et piétonnière traversera la banlieue sud de l'agglomération parisienne sur près de quatorze kilomètres. Un beau symbole du nouvel urbanisme que les écoles ont imposé après quinze ans de manifestations : la filière verte à petite échelle sur les rives même du TGV-Atlantique, la flèche ferroviaire la plus rapide d'Europe.

La coulée verte est encore loin d'être une réalité, mais son projet, déjà, revient de loin. Elle est la fille de trois échecs.

Le premier fut celui de la voie ferrée Paris-Chartres, par Gallardon, qui capota en 1890. Restèrent les terrains expropriés, trouvés insolites au milieu de la marée des pavillons. Deuxième échec, celui de l'autoroute A-10, qui devait trancher le paysage de Palaiseau à Paris et s'engouffrer jusqu'à Montparnasse par la « radiale Vercingétorix ». Les associations eurent la peau de cette absurdité. Mais on imagina aussitôt de faire passer sur le même tracé un tramway ou un bus : en site propre. Ce projet-là ne tint pas longtemps.

Selon dans les jardins

C'est M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement, qui le premier, en 1980, fit passer une « coulée verte » sur ces espaces délaissés à l'abandon. Mais l'idée n'aurait jamais pris corps si la décision socialiste de lancer le TGV vers l'Atlantique n'avait mobilisé la banlieue et, par ricochet, le conseil régional. Comment protéger les riverains des tumultes ferroviaires ? En couvrant la voie au maximum et en ménageant tout du long des espaces verts tampons. La coulée verte est la compensation du train à grande vitesse.

A partir de là, les spécialistes de l'institut d'aménagement de

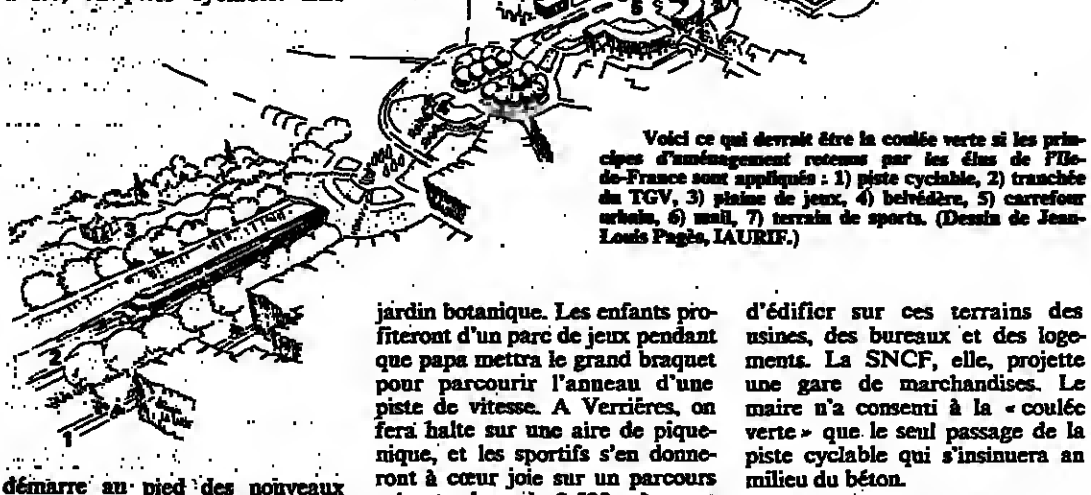
Ile-de-France (IAURIF) ont mitonné un projet assez séduisant. L'idée force consiste à tracer un double cheminement continu partant du centre de Paris et débouchant sur les plateaux de l'Essonne. Une piste de deux ou trois mètres de large pour les cyclistes et un chemin de deux mètres pour les marcheurs suffiraient. C'est ce que l'on a prévu.

An départ, Jacques Chirac a montré l'exemple. L'ancienne radiale Vercingétorix, qui pénétrait dans la capitale en longeant les voies SNCF, s'est muée, grâce à lui, en piste cyclable. Elle

former en jardins et en espaces de jeux. Voici la coulée verte en train de se dessiner.

A Fontenay, la piste desservira un chapelet de terrains de rugby, de tennis et de jardins familiaux. Sceaux offrira un théâtre de verdure, un belvédère avec vue imprenable et des allées à la française. A Antony, les cyclistes mettront pied à terre pour visiter un

s'interrompt sur 200 mètres en bordure des voies. Un blanc fort isoquistant. Ensuite, sur 800 mètres, le tracé emprunte le large passage de l'ex-autoroute A 10. Des jardins en perspective ? Pas du tout. La municipalité rêve



Tracé en pointillé

Le syndicat intercommunal qui sera chargé de réaliser tout cela en trois ans, au prix de 163 millions de francs, c'est pas au bout de ses peines. La coulée verte, c'est encore, sur la carte, qu'un tracé en pointillé. Deux ouvrages dont le coût s'est déjà chiffé seront d'abord nécessaires pour que la piste cyclable sorte de Paris en enjambant le boulevard Brune et le périphérique. Puis, tout au long de son avancée, elle devra traverser vingt-cinq rues et routes avant d'arriver à Massy. De l'aménagement de ces croisements périlleux dépendra la sécurité et donc la fréquentation de la voie. Il faudra en tout cas renoncer à lancer sur ce ruban des enfants sans accompagnateur.

La coulée verte elle-même aura bien du mal à être continue. Dès le départ, à Malakoff, elle bute sur un garage dont on ne sait si on parviendra à la déplacer. Mais c'est sur la commune de Châtillon que se dresse le plus sérieux obstacle. Sur les plans, la piste

d'édifier sur ces terrains des usines, des bureaux et des logements. La SNCF, elle, projette une gare de marchandises. Le maire n'a consenti à la « coulée verte » que le seul passage de la piste cyclable qui s'insinuerait au milieu du béton.

Cette fureur de construire sur le moindre espace libre, on la retrouve à Bagneux avec un projet de la SNCF, puis à Châtillon avec une grande opération dite « Banlieue 89 ». A Sceaux, la coulée devra encore chasser plusieurs dépôts et bâtiments provisoires.

Ces handieaps n'ont pas échappé aux associations qui défendent l'environnement. Leur fédération Ile-de-France estime que la coulée verte perdrait une partie de son intérêt parce qu'elle cotoie une voie ferrée à grand trafic dont la couverture d'est prévue qu'à 60 %. Quant aux « Verts », ils parlent de « caricature » et accusent M. Michel Giraud d'avoir « sacrifié la coulée aux appétits fonciers des communes ».

Comme on le voit, le grand projet du conseil régional n'est encore qu'une promesse déjà jugée insuffisante. Pour qu'elle se réalise, il faudra de l'obstination aux associations qui la réclament depuis longtemps et du courage aux responsables régionaux. Mais cette fois au moins, un rendez-vous ferme est pris.

MARC AMBROISE-RENDU.

Martin du Revest

De notre correspondant

Toulon. — Haut et fier perché sur un piton, à une dizaine de kilomètres de Toulon, Le Revest est un de ces villages varois qui s'enorgueillissent de son provençalisme. Avec une trentaine de siècles d'histoire et de beaux vestiges médiévaux, ce gros bourg de trois cents habitants vit resserré autour de sa place, de son église et de ses traditions. Joseph Martin y tient la vedette depuis les récents événements qui ont semé l'émot au village.

Joseph Martin pour l'état civil, Jojo pour les villageois, est né au Revest, il y a toujours vécu, il y mourra sans doute. Rond, le teint cuivré, un bérêt vissé sur la tête, l'œil malicieux et le verbe haut placé, voilà longtemps que chacun s'est habitué à sa silhouette alourdie par un large pantalon soutenu par une paire de bretelles croisées sur le ventre.

S'exprimant par bribes et onomatopées, Joseph Martin est, sans conteste, le plus calme et le plus affable des Revestoises. Quand il n'est pas dans la colline à ramasser du bois ou à cueillir des fleurs et des plantes sauvages il s'enferme chez lui où, entre des repas frugaux, il fait sécher ses « herbes » dont tout le village profite en infusion, onguents ou décoction.

Joseph aime les bêtes : il a six chats auxquels il a coupé la queue quand ils étaient petits. « Ce les protège contre les vers », Amoureux de couleurs, il aime à s'entourer d'une multi-

tude d'objets aussi rutilants qu'inutiles : des brocs, des bassines qu'il achète par demi-douzaines dès qu'il touche sa pension d'invalidité. Il aime couler sur ces vêtements de gros boutons jaunes, bleus ou rouges.

Autant de fantaisies qui font sourire les gens du village, et certaines émeuvent à l'insouciance rêveuse du « ravi ».

Mais voilà... En mai 1984, la mère de Joseph meurt, et la maison où il vivait tous les jours revient à un maçon qui avait accepté d'y effectuer des travaux pour en devenir propriétaire à la mort de M<sup>re</sup> Martin.

Désormais, Joseph n'a plus de toit. La municipalité s'en émeut, elle lui prête le local du syndicat d'initiative. Elle lui fait porter des repas chauds. Mais ça ne peut être qu'une solution d'attente. Le maire, le docteur Charles Vidal, préfère demander au tribunal une mise sous tutelle. Un juge est nommé et saisit la gestion des biens de l'hôpital psychiatrique de Pierrefeu (Var).

Il finira sa vie avec les aliénés ou dans un hospice.

Il a pleuré à chaudes larmes en sanglotant : « Jojo pas fou... Jojo pas vieux ! »

La mémoire du village

Dès le lendemain le village s'est mobilisé et a fait circuler une pétition pour s'opposer à la mesure administrative. Quelques-uns n'étaient pas favorables et ont refusé de signer. « Seul, il ne pourra pas vivre en sécurité, il ne fera que des bêtises. Il a besoin d'être assisté en permanence... » Pour la majorité des Revestoises, la solution devait passer par le village. L'administration a accepté de faire machine en arrière et de confier la tutelle à un couple qui aménage actuellement une pièce dans laquelle Joseph pourra vivre.

Satisfait de cette solution, le maire reste cependant circonspect... « C'est tout de même une grosse charge. L'autre jour, Joseph a été marqué par une séquence d'orage à la télévision. Quand le film a été terminé, il a voulu refaire le temps et il a versé un grand sac d'eau sur le récepteur ! » Chacun est conscient des imprévus. « C'est un enfant ; il a même ses caprices et ses humeurs mais il n'est jamais violent ni

agressif », témoigne Mme Jacqueline Aude qui, comme tant d'autres, fait appel à Joseph quand il s'agit de dater un événement du village : une mort, un mariage, une naissance. Joseph est la « mémoire » du Revest. Il sait tout, à quelques jours près, sur la vie écoulée ici au cours des cinquante dernières années. Parfois même au-delà. Il connaît chacun, surville les plus petits, alerte les plus grands. Quand un incident mineur vient troubler la sérénité du village, Joseph sert souvent de bouc émissaire. Bris de glace ou courrier disparu... Joseph se prête à l'accusation avant de se rétracter. Toujours le même rituel.

« Ca nous porterait malheur de le faire partir », affirme une vieille femme. Les autres autour sourient mais n'en pensent pas moins.

Lui ne dit rien ou presque. Il a repris le chemin de la colline et, de temps à autre, il se rend au cimetière pour réparer plus équitablement les fleurs.

JOSÉ LENZINI.

Le dernier passage d'Arnaud de Rosnay

Arnaud de Rosnay a quitté les côtes chinoises le 24 novembre 1984 sur une planche à voile pour traverser le détroit de Formose et mettre le pied à Taiwan. On est sans nouvelles de lui depuis cette date.

La traversée des détroits à planche à voile est la grande passion d'Arnaud de Rosnay. Quelques heures avant de disparaître, il note dans son carnet de bord qu'il n'a ressenti « une nouvelle fois » le « choc » des détroits » en arrivant dans le petit village de pêche de Quanzhou, en face de Taiwan. En août 1979, il avait relié l'Alaska américain à la Sibérie soviétique en franchissant les 96 kilomètres du détroit de Behring. Une traversée qu'il avait effectuée sans l'autorisation des autorités mais qui prenait, selon lui, valeur de symbole.

Un an plus tard, il relie en douze jours les îles Marquises à l'atoll d'Abé, près de Tahiti. Cet exploit est contesté en France. En juillet 1982, il établit en une heure et quatre minutes un record de la traversée de la Manche sur planche à voile qui tient toujours. En janvier 1983, il relie une île

des Caraïbes à Porto-Rico. Huit mois plus tard, il effectue la traversée aller et retour du détroit de Gibraltar. En janvier 1984, il part de Floride et rejoint Cuba après une traversée de 160 kilomètres en près de sept heures dans une mer très forte. En juillet de l'année dernière, il quitte le Japon sans autorisation pour débarquer dans la zone stratégique du cap Sakhaline, en URSS.

Arnaud de Rosnay a détenu le record du monde de vitesse sur planche à voile. A trente-sept ans, en 1983, il participe à la première Coupe du monde de funboard, où il fait bonne figure, se classant meilleur Français.

Mais sa grande passion reste les détroits, sur lesquels il projette d'écrire un livre. En cette fin 1984, il en a franchi sept sur les vingt-deux qu'il a identifiés et il voudrait mettre à son palmarès, soit pour leur intérêt géographique, historique, légendaire ou même stratégique, soit pour des raisons purement sportives.

A la fin de l'été 1984, il met donc à son programme le détroit de Formose, qui serait suivi d'une traversée entre l'Inde et Ceylan.

Il projette également de franchir le détroit d'Ormuz au début de 1985. Les premiers contacts sont pris avec les autorités de Chine populaire et de Taïwan. Pékin tergiverse et propose de remettre le projet à 1985. Arnaud de Rosnay n'obtient pas non plus de réponse positive des autorités de Taïwan. Il décide malgré tout de ne pas repousser d'un an une tentative qui doit avoir lieu pendant le mois de novembre, période durant laquelle les vents du nord permettent une traversée rapide d'un détroit de 160 kilomètres.

Sans ration ni balise

Débarquant à Hongkong au milieu du mois de novembre et ne réussissant même pas à trouver un bateau accompagnateur, il se rend dans la région de Xiamen et Foshan, accompagné d'un photographe de l'agence Gamma, Pierre Perrin. Il reste une semaine sur place dans l'attente de nouveaux mâts car ceux qu'il a emportés ont été cassés pendant le transport.

Le 24 novembre, Arnaud de Rosnay décide de partir seul pour les 160 kilomètres de traversée du détroit. Les conditions

climatiques sont favorables. Le vent est bien orienté et souffle à 30-35 nœuds (environ 60 kilomètres à l'heure). La température de la mer est à 20 °C, et l'équipage d'une combinaison isothermique intégrale. Malgré l'incident des mâts, il est sûr de son matériel : la planche est un prototype très solide, la voile peut être réduite de plusieurs mètres carrés grâce à un système de fermeture à glissière.

Il se sent capable de surmonter physiquement cette traversée qu'il compte effectuer en six ou sept heures. C'est pour cette raison qu'il n'emporte avec lui que deux boîtes de boisson à l'orange, un miroir de détresse, un sifflet et du colorant. Il ne prend ni balise Argos ni rations de survie. Il n'envisage qu'une seule hypothèse : la réussite de son entreprise, car il a déjà franchi des détroits sans autorisation dans des conditions climatiques plus difficiles.

Cette fois encore, il prend, seul, la décision de partir. Pour son frère Joël : « Arnaud est un professionnel du risque comme Sylvain Soudant, Niki Lauda ou Marc Pajot. Il prend des risques calculés en fonction de sa

condition physique et de sa résistance. Personne n'est mieux placé que lui pour décider de prendre ou non ces risques. »

Le 24 novembre au matin, Arnaud de Rosnay part donc sous les yeux de Pierre Perrin et de plusieurs habitants de la région qui ont vu les préparatifs les jours précédents. Dans les heures qui suivent, les conditions météorologiques restent aussi favorables. Mais Arnaud de Rosnay ne donne pas signe de son arrivée à Taiwan, et Pierre Perrin déclenche les recherches, qui n'ont donné aucun indice à ce jour.

Le mystère qui plane autour de cette disparition remet bien sûr en mémoire les conditions dans lesquelles Arnaud de Rosnay disparaît en août 1980 quand il entreprend la traversée entre les îles Marquises et Hawaï. Après douze jours de navigation, seul sur une planche à voile transformable la nuit en radear tiré par un cerf-volant, Arnaud de Rosnay avait touché l'atoll d'Abé. Une polémique était née en France sur la réalité de cet exploit après que des planchistes méridionaux eurent mis en doute ses capacités. Ces accusateurs

sont aujourd'hui revenus sur leurs témoignages.

Il a fallu plusieurs mois à Arnaud de Rosnay pour oublier cette polémique, qui l'avait profondément blessé, selon ses proches. Mais la tentative du détroit de Formose, comme les autres traversées, n'a pas constitué pour autant une réponse à ses détracteurs. Reconnu par les sportifs, il n'avait plus rien à prouver dans ce domaine.

Si l'on écarte aujourd'hui toute explication définitive à la disparition d'Arnaud de Rosnay victime d'une noyade, victime d'un accident contre un récif ou même des balles de gardes-côtes ou de pirates, on peut retenir quelques hypothèses. En cas d'ennui technique au milieu de la traversée, il aurait pu dériver vers l'archipel des Pescadores, mais les flots ont été passés au peigne fin par les autorités de Taïwan. Il aurait pu être recueilli par l'un de ces milliers de bateaux de pêche qui sillonnent la mer de Chine, mais les semaines écoulées depuis sa disparition ont pratiquement mis fin à tout espoir de voir une de ces embarcations rentrer au port avec Arnaud de Rosnay à son bord.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

هكذا من الأصل







LA FIN DES ANNÉES 80

Les maîtres mots de M. Jack Lang : « action, invention, réalisation »

M. Jack Lang, ministre de la culture, se prépare à de nombreux rendez-vous avec la presse. Le 20 janvier, il est l'invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF-1, avant d'inaugurer l'Année européenne de la musique. Le 22, il présente la nouvelle commission d'avance sur la création cinématographique.

Puis, les « Clubs de la presse » se succèdent : celui de Bordeaux le 24 janvier, à l'occasion d'une visite au forum culture et quartier, celui d'Europe 1 le 27, celui de Lyon, enfin, le 31. Entre-temps, M. Jack Lang aura visité le Salon international de la bande dessinée à Angoulême, et le Midem à Cannes.

La presse, M. Jack Lang lui a présenté ses vœux le 18 janvier, entraînant dans un même combat ses ministères et les journalistes qui traitent des domaines culturels. « Faire avancer

la bonne parole », telle est la mission de l'un et des autres, tous « amoureux et militants de la culture », face aux gens qui s'imaginent la France « comme un pays d'otages », alors que « des millions de gens se passionnent pour les loisirs, l'art et la culture ».

M. Jack Lang a évoqué l'opération « Coups de talents dans l'Hexagone » en février et mars, et la traditionnelle fête de la musique avec l'ampleur européenne qu'elle va prendre (à l'occasion du 21 juin). Le ministre a également annoncé une fête pour le cinéma et une autre pour le disque, ainsi qu'une « grande aventure » qui verra le patrimoine du vingtième siècle « placé sous la sauvegarde des Français eux-mêmes ». Même objectif que précédemment : « aller de l'avant, à l'écoute des artistes, des créateurs, des professionnels », sans oublier le public.

Maîtres mots pour 1985 : « action, invention, réalisation ». On pourrait ajouter celui de communication — dix-neuf personnes en sont chargées au ministère — et cent autres désignés en « tion » qui figurent dans le bilan de la politique culturelle 1981-1984, juste publié. Elles reviennent environ neuf cents fois dans la synthèse de ce volumineux et précieux dossier en neuf volets. En tête, les termes création et formation (l'animation, elle, a disparu du vocabulaire).

Ces vocables à forte densité énergétique étaient sans doute inévitables : en trois ans, le ministère de la culture ne s'est pas contenté d'avoir de l'argent, il s'est employé à défricher, construire, rénover, inciter, bref à aider et à se battre pour cela. Si ses détracteurs lui reprochent d'avoir créé trop d'organismes en faisant l'économie d'une réflexion sur le rôle des créa-

teurs, nul ne conteste que M. Jack Lang a réveillé la rue de Valois, et qu'il remplit sa fonction.

Ministre de la culture, M. Jack Lang a su accompagner l'évolution de la société, donner droit de cité au rock, à la mode, à la création industrielle, et comprendre l'essor de certains secteurs, comme la danse. Une attitude qui semble avoir été bien perçue puisque, selon une étude menée en juin 1984 par le service d'information et de diffusion du premier ministre, 57 % des Français expriment une opinion favorable à la politique culturelle, et plus de 69 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans l'approuvent.

CLAIRE DEVARREUX.

De la droite à la gauche : patrimoine et création

L'année culturelle s'est ouverte sur un joli rebondissement de la politique du Grand Louvre : un livre, écrit d'une plume acide et meurtrière, une association, dont M. Michel Guy est le président éponyme, puisqu'il cherche à sortir de l'opposition droite-gauche qui sert de jupon au projet (le Monde du 18 janvier). L'opposition droite-gauche et la volonté d'en sortir pour ne servir que la culture, c'est ce qui caractérise la droite et la gauche, qui utilisent presque les mêmes termes pour revendiquer la même unique légitimité. Mais la culture elle-même est caractérisée par des couples d'opposition plus complexes, d'autant plus qu'ils ont largement évolué depuis un an ou deux.

Ce sont l'opposition patrimoine/création et encore l'opposition art/argent qui, depuis la guerre, ont constamment parcouru le domaine mal défini de la culture. Curieusement, c'est l'opposition patrimoine/création, ou, si l'on préfère, passé/présent, celle qu'il maîtrise théoriquement depuis le plus longtemps, que le ministère de la culture paraît avoir le plus de mal à dominer. Sans doute par manque de réflexion. La succession, à bien des égards, de la culture (contenus ou revendiqués), dans l'un et l'autre domaine s'entrecroisent, et peuvent renforcer, ce qui les sépare et qui définit, par leur opposition même.

Les structures du ministère mettent cela en relief. Pour prendre l'exemple des arts plastiques, il y a une direction du patrimoine, il y a une direction du patrimoine, il y a une délégation aux arts plastiques et puis il y a une direction de l'architecture, dans un autre ministère.

Sans doute faut-il bien sérier les problèmes et les actions. Mais il est assez inévitable qu'une importance accrue donnée à l'un laisse un sentiment d'injustice à l'autre. On l'a vu récemment à l'occasion du colloque sur l'avenir du patrimoine qui s'est tenu à l'hôtel de la Cité-Salpetrière (le Monde du 23 novembre 1984).

Les chiffres affectés au patrimoine, tels que sa direction les avait elle-même publiés, avaient précédemment de quoi inquiéter pour l'avenir.

L'opposition patrimoine/création est à vrai dire, d'autant plus curieuse que, d'un côté, la notion de patrimoine — et cela depuis l'année que lui avait consacré M. Jean-

Philippe Lecat, prédécesseur de M. Lang — s'est considérablement étendue et que, de l'autre, la notion de création, envisagée par l'Etat, s'est singulièrement rapprochée d'une politique d'achat muséale et, pour tout dire, patrimoniale : la généralité publique permet désormais aux artistes de passer directement au musée, sans l'intermédiaire du marché. Les chiffres ? Le marché ? Nous voilà dans l'un des termes de la seconde opposition, celle qui, traditionnellement, faisait s'affronter l'esprit et la matière, l'art et l'argent, pour rester simple.

C'est ici que l'évolution — et notamment depuis un an — s'est révélée la plus notable. Et cela sur deux plans : d'une part, la culture a commencé à entrer à part entière dans les rouages de l'économie ; d'autre part, l'argent public (c'est-à-dire des MM. Mollard, Landais et leurs homologues pour la musique ou le théâtre), longtemps considéré comme seul respectable par les institutions dans tous les sens du terme, a commencé à laisser sa place à l'argent privé (ou nationalisé).

Industries culturelles, marché culturel, commencent-on à dire et à écrire à la fin de 1983. Et M. Lang, dans une de ces envolées qu'il affectionne, parlait, un an plus tard, d'industrie des « biens immatériels » (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1984) et, somme toute, des matières de l'esprit. On notera ici que ce souci de faire rentrer la culture dans l'économie ou, dans une large mesure, de lever l'hypothèque qui consistait à dire que l'art n'a pas d'odeur s'est accompagné d'une large ouverture au monde. C'est ainsi qu'en 1983, « réconcilié » avec le cinéma américain M. Lang n'a pas peu contribué à établir des réunions régulières des ministres de la culture européens ou à obtenir l'appui d'un des ses homologues allemands, lors du récent procès sur le prix unique du livre.

Au ministère de la culture même, si l'on sait dépenser, on a commencé aussi à apprendre à gérer des sommes qui, il est vrai encore, se sont sensiblement accrues depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il n'est plus guère de rapport, d'action ni d'aménagement qui ne soit accompagné d'une étude financière

simultanée ou préalable. M. Jacques Sallois, qui dirigeait jusqu'en août de septembre le cabinet de M. Lang, ne perdait pas une occasion de le répéter. Son successeur, M. Thierry Le Roy, bien qu'arrivé récemment, semble partager le même souci de maîtrise des deniers publics.

Mais l'argent, c'est désormais aussi celui des entreprises publiques ou privées qui, spontanément, ou incitées par des mesures fiscales, d'ailleurs renforcées récemment par le ministère, ont commencé à financer l'amélioration de leur image de marque ou encore dociles aux suggestions d'un ministère de tutelle, se sont prises de goût pour l'art. On a, il y a peu, constaté l'évolution des mœurs en la matière, lors de la présentation à la presse de la prochaine exposition du Grand Palais : « Les Impressionnistes et le paysage ».

C'est, en effet, un représentant de la firme IBM qui a présenté en premier cette manifestation, largement sponsorisée par sa firme, avant que M. Lacroix, directeur du musée d'Orsay, n'en entreprenne l'exposé officiel.

La chasse aux sorcières

Le mécène, et nous voici tout soudain dans ce qui faisait notre préoccupation initiale, la politique, l'opposition droite-gauche, lorsqu'on parle de culture. A la fin de l'année 1983, on s'occupait avec raison de comportement des municipalités revenues nouvellement à l'opposition et qui, pour les plus extrémistes, semblaient vouloir s'engager dans une sorte de chasse aux sorcières, chasse si ambitieuse qu'elle concernait parfois des gens mis en place par la majorité du septennat précédent. Depuis, la encore, une sensible évolution s'est manifestée, aux exceptions d'usage près. L'opposition semble s'être mise à réfléchir sur cette culture dont elle avait inventé le premier ministère avec André Malraux, pour ne plus trop se poser de questions par la suite, sinon proportionnelles à un budget dérisoire. On atteignait, en effet, après quelques hésitations de courbe, 0,48 % du budget national à la veille de 1981.

Une droite extrémiste continue bien sûr de dire des bêtises. Ailleurs, on réfléchit, on trace des plans, donc on peut penser qu'ils ne sont pas tirés sur la comète. Et l'on essaie, pour le public, de définir une politique déterminée et cohérente. Dans ce but, les observateurs les plus impatients auront noté, au milieu de l'année 1984, la nomination de M. Jean-Claude Grosheide, ancien président du centre Pompidou, imprudemment fécondé par

Décentralisation : l'avenir d'une idée

Dans cette seconde moitié des années 80, on a l'impression que la perspective de la décentralisation administrative redonne à la capitale un rayonnement dont elle avait failli perdre le monopole, et une question se pose : que deviendra la décentralisation culturelle, quelles seront les nouvelles données dans les rapports entre l'Etat et les collectivités locales ?

La décentralisation culturelle a été le mouvement le plus important de l'après-guerre. Centres dramatiques, maisons de la culture, centres d'action culturelle (CAC), compagnies permanentes... Quel que soit leur statut, les organismes du secteur public, à l'exception des théâtres nationaux, dépendent des contrats entre l'Etat et les différentes collectivités locales qui participent à leur financement. Les deniers publics étant en jeu, ces organismes deviennent un enjeu, sinon politique, du moins électoral. Ils sont immergés dans des conflits permanents, où l'Etat n'a pas toujours le dernier mot.

Les centres dramatiques sont des entités privées subventionnées. C'est l'Etat qui nomme les directeurs, en accord avec les villes où ils sont installés. En cas de désaccord, les centres peuvent poursuivre leurs activités, mais ont intérêt à aller ailleurs. Exemple récent : en 1983, Béziers étant passé à l'opposition, le centre dramatique du Languedoc-Roussillon, dirigé par Jérôme Savary a pris pour base Montpellier. Ce qui est plus logique, mais le maire précédent tenait à son centre.

Structures associatives gérées par un conseil d'administration qui élit un directeur, auquel l'Etat et la ville donnent leur aval, les maisons de la culture — et les CAC — sont plus fragiles. En cas de désaccord, l'Etat peut retirer son financement, c'est son seul moyen de pression. Le bâtiment reste à la municipalité, qui peut le fermer, ou y installer sa propre équipe. Entre 1968 et 1983, plusieurs « affaires » ont éclaté : à Cann, Saint-Etienne, Chalon-sur-Saône, Aubusson-Bois, entre autres.

D'autre part, les maisons de la culture sont le noyau de l'éternelle polémique entre culture et économie, entre la tendance qui donne priorité à la mission pédagogique, et celle qui donne priorité à la production artistique.

L'intérêt du ministre de la culture, Jack Lang, va sans ambiguïté à la tendance « création ». Il compte sur l'expérience de Graciele, où, sans modifier les statuts, sous la codirection de Georges

Lavandier et de Jacques Blanc, tout le personnel employé aux activités de création. Autre exemple, plus radical encore, à Nanterre, où la maison de la culture est devenue un théâtre dirigé par Patrice Chéreau et Catherine Tasca.

A plusieurs reprises, Jack Lang a déclaré que, pour lui, les hommes sont plus importants que les institutions, c'est-à-dire qu'il est nécessaire d'adapter les institutions aux besoins des créateurs, et aussi de favoriser leur mobilité. En fait, on voit qu'il compte sur la qualité d'hommes de prestige : Strehler à l'Odéon-Théâtre de France, ou — peut-être — Yvri Loubimov à la Maison de la culture de Bobigny, pour dynamiser non seulement la création théâtrale, mais le mouvement créatif. Ces grandes machines devraient avoir une valeur d'entraînement, comme le TNP avec Planchon, le Théâtre de Marseille avec Marcel Maréchal, le centre dramatique du Nord avec Gildas Bourdet.

Prestige et habitude

Est-ce que les grandes machines entraînent effectivement de nouveaux talents dans leur sillage, ou est-ce qu'elles s'assurent, par leur force même, un monopole de fait ?

Le ministère leur demande de produire au moins un spectacle par an d'un jeune metteur en scène. Ce devient ensuite ce « jeune metteur en scène » ? Il revient à son point de départ. Il n'existe pas en France, comme en Allemagne, un théâtre de répertoire, bien subventionné, dans chaque ville. Les aides attribuées aux compagnies sont des incitations pour les collectivités locales ou les coproductions. Les aides attribuées à des projets — pour encourager la formation de compagnies sans avenir — ne résolvent pas le problème majeur, qui est le nombre insuffisant de théâtres équipés et disponibles, capables d'entreprendre des actions cohérentes et suivies — comme a su le faire René González au TGP de Saint-Denis — et de mobiliser un public.

Encore que la « mobilisation du public » ne se fasse sans mal, dès que le prestige n'est pas à l'affiche et que l'habitude ne joue plus — ce n'est pas d'aujourd'hui. En période de réductions budgétaires, le ministère de la culture demande aux compagnies, aux centres dramatiques de consacrer au minimum la moitié de leur budget à la production de spectacles, manière de favoriser la création au détriment, parfois, d'autres domaines, comme l'animation. Il leur demande aussi d'inclure au budget les recettes, au minimum pour 20 %. Comme il n'a pas les moyens de tous les entretenir complètement, il leur demande explicitement de ne pas entrer en conflit avec les collectivités locales appelées à prendre une part plus importante dans l'organisation et le financement de la politique culturelle.

Au pire, on peut craindre une décentralisation baïonnée dans l'homme moyen reposant, rassurant de spectateurs contents de se reposer. Au mieux, on peut imaginer un partage : l'Etat prenant en charge les activités artistiques de niveau national, les collectivités se chargeant des autres. Mais c'est une utopie particulièrement naïve : comment priver les collectivités locales des bénéfices du prestige ? Comment définir les critères de niveau ? Allez donc dire à un centre, à une compagnie qu'il ne sont pas de niveau national ! Tous et toutes viennent ou veulent venir à Paris, quel que soit le prix à payer.

COLETTE GODARD.

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

43<sup>e</sup> partie : 37<sup>e</sup> nulle

Pas de surprise à Moscou. Anatoli Karpov et Garry Kasparov se sont séparés, vendredi 18, sur un résultat nul. Le trente-septième en quarante-trois parties disputées.

Karpov, qui jouait avec les blancs, avait repris l'une de ses ouvertures favorites, 1. e4, à laquelle le jeune challenger répondait par l'une de ses défenses... favorites, 1... c5, une si célèbre dont il est l'un des plus grands spécialistes. Jusqu'au dixième coup, les deux adversaires ont rejoint fidèlement leur cinquième partie. C'est le tenant du titre qui a ensuite changé de tactique, cherchant le moyen de dominer Kasparov. Ce qui explique, d'après les spécialistes, le jeu lent de Karpov, qui a utilisé au total une heure quarante de son temps de réflexion, contre quarante-cinq minutes à Kasparov.

Toutefois, après le vingt et unième coup, les positions des deux joueurs, étant sensiblement égales sur l'échiquier, Garry Kasparov a proposé une nulle à son adversaire qui l'a acceptée.

La seule décision importante consécutive à cette quarante-

troisième partie est celle de la télévision soviétique qui a décidé d'abandonner, à partir du lundi, les commentaires quotidiens faits par un grand maître.

L'absence de cette émission, dans les programmes pour la semaine prochaine publiés vendredi à Moscou, avait conduit à une série de spéculations sur une fin imminente du championnat du monde. Cette trente-septième partie nulle est venue les démentir.

La quarante-quatrième partie doit se dérouler lundi 21 janvier, Kasparov jouera avec les blancs.

Représentants : KARPPOV  
Noms : KASPAROV  
Quarante-troisième partie  
Défense sicilienne

1. e4	c5	2. e5	Ce8
2. Cf3	d6	3. f3	dxd5
3. d4	dxd4	4. fxd4	fxd3
4. Cxd4	Cb6	5. Cc3	Cc7
5. Cc3	a6	6. Cxd3	Cd7
6. f3	e6	7. f3	Cd6
7. 0-0	f6	8. f3	Cd6
8. f4	0-0	9. Cc2	Txd1
9. Rd1	Dd7	10. Dd1	Dd6
10. Dd1	Dd7	11. Td1	Td8
11. Td1	Fd7		Nulle.

LE MONDE diplomatique  
JANVIER 1985  
LA GREVE DES MINEURS BRITANNIQUES  
ETATS-UNIS : COUTEUSE REPRISE PERSISTANT DECLIN  
INVENTE IIF  
CHEZ LES CHAMARDES DE JOURNAUX ETAT-MONDE.

MORT DE DANIEL LECOURTOIS. — Le comédien Daniel Lecourtois, ex-président de la Comédie-Française, est mort à Chelles, dans l'Aisne. Il allait avoir quarante-trois ans.

[Né le 25 janvier 1902, Daniel Lecourtois a travaillé avec Lugné-Poe, Dullin, Jouvet avant d'entrer à la Comédie-Française, une première fois de 1948 à 1952, une seconde fois de 1958 à 1968. Il tenait l'emploi de « raisonneur ». Il était également professeur d'interprétation à l'école de la rue Blanche.]

TRENTE-CINQUIÈME FESTIVAL DE BERLIN. — Le film américain 2016, de Peter Hyams, « suite » de 2002, l'odyssée de l'homme, ouvrira, le 15 février, le trente-cinquième Festival de Berlin, qui commencera cette année une rétrospective aux effets spectaculaires.

Nouvelles brèves

En compétition, la France sera représentée par Jeannot Szwarc, de Jean-Luc Godard, Pétit ou la danse, de Michel Deville, et Les Enfants, de Marguerite Duras.

Parmi les films hors compétition programmés au cours de la manifestation (jusqu'au 26 février), citons le documentaire du cinéaste japonais Masaki Kobayashi, The Tokyo Trial. « TERMINATOR ». — GRAND PRIX D'AVORIAZ. — Le jury du Festival d'Avoriaz, présidé par Robert de Niro, a attribué son grand prix au film de James Cameron Terminator (USA) où l'on voit Arnold Schwarzenegger, androïde programmé pour tuer, faire un bond dans le temps pour empêcher une jeune femme de mettre au monde le Messie. Le jury a également couronné The Cold Room de James Dearden — une histoire de parapsychologie — et The Computer de John Wood — scénario de science-fiction du Petit Chaperon rouge parmi les loups-garous.











فكنا من الأصل

# Économie

## REPÈRES

### Chaussure : bon mois de janvier

Le froid peut faire des heureux : janvier 1985 devrait battre tous les records de ventes d'après-chaussures et de chaussures fourrées en tout genre. Les chaussures repartent du bon pied, après un an de morosité. Au cours des onze premiers mois de 1984, la production de chaussures a régressé de 4,6 %, et le nombre des emplois a diminué de 6 % à 7 %, alors que les importations de chaussures synthétiques venaient surtout d'Extrême-Orient augmentant de 24 %.

### Consommation des ménages : stabilité en décembre

La consommation des ménages en produits industriels est restée stable en décembre, s'élevant à 19,65 milliards de francs (valeur 1970), contre 19,43 milliards en novembre. En octobre, la consommation des ménages avait effectué une chute brutale, passant à 18,66 milliards de francs, après 20,16 milliards en septembre.

La production industrielle a baissé en France, au mois de novembre, l'indice s'établissant à 132, contre 134 en octobre et 131 en septembre (base 100 en 1970). L'indice était également de 132 en novembre 1983 (hors bâtiment et travaux publics).

### Sénégal : réaménagement de la dette

Les pays créanciers du Sénégal, dont la France, ont accepté, le 17 janvier, un réaménagement important de la dette extérieure garantie de ce pays, qui prévoit un remboursement sur neuf ans, avec une période de grâce de quatre ans. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours dans la capitale française, les onze principaux pays créanciers du Sénégal, réunis au sein du Club de Paris, se félicitent de l'accord de confirmation donné par le Fonds monétaire international (FMI), le 16 janvier, au programme de redressement économique et financier du gouvernement sénégalais.

## Social

### LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI

### Un scénario de relance des négociations est à l'étude

Comment avancer sans... donner l'impression de reculer ? Telle est la difficile question qui se pose aux partenaires sociaux pour transformer l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi en succès. « On devrait débayer le terrain d'ici dix jours », confie un négociateur. Mais comment ? Lors de son assemblée générale du 13 décembre 1983, le CNPF avait évoqué la possibilité de dénoncer de grands accords interprofessionnels « afin d'obliger nos co-contractants à se modifier pour tenir compte de la réalité ». Le gouvernement ne déclinait pas à intervenir sur l'ensemble du protocole morté du 16 décembre 1984, le patronat pourrait être tenté de dénoncer l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi de 1969. Hypothèse peu probable dans l'immédiat.

Ce que le CNPF refuse aujourd'hui, c'est de renégocier le protocole du 16 décembre « tel quel », rejoignant ainsi la volonté de la CGDT qui n'entend pas le « refuser ». Les syndicats — CGT exceptée — sont donc invités à proposer une nouvelle négociation sur de nouvelles bases. « Tout dépend de l'immédiation sociale, donc, par là, la France est prodigue », a déclaré M. Chotard au Nouvel Economiste. La bande des quatre (CGDT, CFTC, CGC, FO) devrait donc se réunir dans les prochains jours de janvier, pour examiner des initiatives permettant de renouer le dialogue.

La manœuvre est délicate car les intérêts des uns et des autres ne sont pas les mêmes. FO veut se hâter len-

MICHEL NOBLECOURT.

### Echec de la grève dans les mines

L'appel à la grève lancé par la CGT dans les mines par le 18 janvier n'a rencontré que peu d'échos sauf dans les mines du Centre-Midi où le mot d'ordre a été suivi par 55 % des mineurs selon la direction des Charbonnages de France. En revanche, le nombre des grévistes a été inférieur à 3 % dans le Nord-Pas-de-Calais. En Lorraine, il a été de 11 % pour l'équipe du matin et de 19 % pour l'équipe de l'après-midi.

La CGT, qui n'a publié aucun chiffre de participation, reconnaît le relatif échec du mouvement dans un communiqué parlant d'un « certain nombre d'insuccès » (dans le suivi de la grève) et de « difficultés toutes provisoires ». Elle dénonce également les autres organisations syndi-

cales qui ont décidé de « rompre l'unité ».

Le mot d'ordre de grève s'adressait aux mineurs de toutes substances (charbon, fer, etc.), soit environ 70 000 salariés, pour protester contre « la politique de casse actuelle », notamment la suppression de 6 000 emplois décidés par Charbonnages de France.

Les autres syndicats de mineurs (CFDT, FO, CFTC, CGC) ont refusé de s'associer à la grève. La CGT représente 37 % des salariés de CDF, selon les résultats des dernières élections au comité d'entreprise.

Cette grève n'a été évoquée dans l'Humanité du 19 janvier que par un entrefilet d'une dizaine de lignes.

## Le redressement économique de la France

(Suite de la première page.)

Les performances de la France étaient même meilleures qu'elles ne le sont maintenant : elles ont, en effet, légèrement décliné à la mi-1980, puis de nouveau à la mi-1981, sans jusqu'à présent retrouver leur niveau moyen des années antérieures (2).

Un autre chiffre confirme cette évolution : en 1984, la part des ventes françaises dans le total des exportations des douze principaux pays industrialisés était de 8,6 % alors qu'elle atteignait 10,4 % en 1979.

Le chef de l'Etat, s'il avait fait une analyse détaillée du court terme et de ses conjonctures politiques, aurait souligné cette performance de l'exportation française depuis dix ans. Il aurait dû d'autant plus le faire qu'il s'appuyait dans ses raisonnements sur de tels indices pour assurer que « nous avons fait beaucoup de travail » et qu'il y a des « commencements de redressement ».

Redressement par rapport à quelle période ? Le doute entre-tout n'est pas tout à fait innocent : M. Mitterrand critique beaucoup plus volontiers la politique économique menée sous le précédent septennat (« La France a pris, selon moi, une dizaine d'années de retard ») que la politique relance menée par le gouvernement Mauroy en 1981.

L'examen sur longue période des évolutions économiques permet pourtant de rendre à César ce qui lui appartient et, en l'occurrence, nos succès à l'exportation à une stratégie mise en œuvre et à des efforts accomplis bien avant mai 1981, juin 1982 ou mars 1983.

### Le freinage des prix

Le même examen sur longue période, qui éclaire singulièrement la vision et relative des jugements, permet aussi de rendre à MM. Mauroy et Delors ce qui leur revient : un freinage des prix qu'on n'avait pas connu depuis longtemps en France et, mieux encore, un rétrocessionnement jamais vu depuis le début de 1976 de nos écarts d'inflation avec l'IRA (3). Sans doute cette performance aussi brève que récente est-elle entachée par une réglementation des prix unique en son genre dans les pays industrialisés, réglementation qui reste contraignante pour beaucoup de professions (les commerces et surtout les services mais aussi les industries produisant des biens de consommation). Cependant, dans la mesure où cette performance semble bien avoir pour cause — au moins partielle — un extror-

naire et durable freinage des salaires, elle apparaît comme un véritable et paradoxal succès de la politique économique menée par la gauche depuis juin 1982.

De ce point de vue, la réduction de l'écart d'inflation entre la France et l'IRA est peut-être plus significative que l'évolution des prix en France depuis dix ans, et cela pour deux raisons.

La première est que la parité du franc avec le deutsche-mark dépendra surtout — lorsque le dollar sera redevenu des sommets où il se trouve actuellement — de l'écart de nos prix avec le grand voisin du Rhin.

La seconde est qu'il n'est pas possible de juger des politiques économiques menées depuis 1974 au seul vu des courbes d'inflation en France.

En parlant de la hausse des prix de 1974 (-15 %, c'est énorme !), et de celles de 1980-1981 (13,6 % puis 14 %, « notre plus mauvaise année, c'est-à-dire la fin du dernier septennat »), M. Mitterrand a porté des jugements sévères lors de son entretien télévisé. Il aurait pu ajouter — car cela était essentiel — que ces deux périodes étaient précisément celles au cours desquelles étaient survenus les deux chocs pétroliers de fin 1973 et du début 1979.

Les conséquences des hausses massives du brut imposées par l'OPEP aux pays industrialisés ont été très savamment quantifiées depuis : elles sont considérables (4). En ajoutant aux effets directs (prix de revient majorés pour les transporteurs routiers, par exemple) les effets de diffusion dans les salaires (indexation des produits importés (le choc était également subi par nos fournisseurs étrangers), on arrive à des impacts de 5,3 points en 1974, 3,8 points en 1975, 4,9 points en 1980. En d'autres termes, si l'OPEP n'avait pas relevé massivement ses tarifs fin 1973 et début 1979, l'indice de l'INSEE aurait progressé en moyenne annuelle de 8,4 % en 1974 (au lieu de 13,7 %), de 8 % en 1975 (au lieu de 11,8 %) et de 8,7 % en 1980 (au lieu de 13,6 %).

### Une crise à laquelle on ne croyait pas

On voit à quel point a été sous-estimé l'effet des chocs pétroliers sur les économies des pays industrialisés, en particulier sur l'évolution de leurs prix. Le Japon, par exemple, qui lutait déjà avec une forte inflation en 1973 (+11,7 %), voit ses prix augmenter de 24,5 % en 1974 et encore de

11,8 % en 1975. En 1980, la hausse atteint de nouveau 8 %, alors qu'elle n'était que de 3,6 % en 1979.

Le monde entier vivait à la veille du premier choc pétrolier dans un formidable climat d'optimisme créé tout à la fois par la croissance économique et par l'inflation : le chômage était bas et le niveau de vie augmentait partout rapidement. Tous les pays industrialisés furent surpris par la première vague pétrolière et aucun n'en discerna bien les conséquences. Tous les gouvernements choisirent alors d'amortir le choc en ne faisant payer soit par les entreprises (qui réduiraient leurs profits), soit par les budgets publics (qui aggravèrent ou créèrent des déficits), cela pour éviter aux particuliers de payer la facture énergétique sous forme d'une baisse de pouvoir d'achat.

La France n'échappa pas à la règle, et si on peut lui en faire reproche, il faut bien voir qu'elle ne fut pas seule à commettre l'erreur. Il faut bien voir aussi que, survenant après des années de forte croissance économique (+5,9 % en moyenne annuelle entre 1969 et 1973), les esprits n'étaient probablement pas prêts à accepter les sacrifices qui eussent été nécessaires.

Le deuxième choc pétrolier est, au contraire, payé par les particuliers dans presque tous les pays industrialisés. Au Japon, par exemple, le pouvoir d'achat, qui a progressé de 2,5 % en 1978 et encore de 2,3 % en 1979, baisse de 1,6 % en 1980 et stagne presque en 1981. C'est que le gouvernement a choisi cette fois de faire supporter à la population le coût du réchauffement des prix pétroliers (les hausses de salaires ne compensent pas les hausses de prix). L'effet ne se fait pas attendre : la consommation des Japonais augmente de moins de 1 % pendant deux années de suite (1980 et 1981).

En France, le taux de salaire horaire progressa de 12,9 % en 1979 et de 15,3 % en 1980, correspondant à une amélioration de 3,4 % du pouvoir d'achat au cours de ces deux années. C'est probablement trop et le signe — en même temps que la cause — d'une inflation non maîtrisée. Mais une certaine pédagogie de la crise s'est faite répandre qui fait accepter sans trop de drame en 1980 une baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible (prenant, au compte des impôts et des prestations sociales) de 0,1 %, la première depuis vingt ans.

Si la France a réagi moins énergiquement au second choc pétrolier que la plupart des pays industrialisés (les profits de ces entreprises s'en sont alors beaucoup réduits), elle n'en a pas moins amorcé une politique de réajustement interne et externe : on le voit à l'écoulement de comptes publics enregistrent en 1980 et à la réduction des déficits du commerce extérieur au début de 1981.

Cette amorce qu'on peut effectivement juger maintenant trop timide est stoppée net par la politique menée par M. Mauroy au printemps 1981 : les déficits publics s'accroissent aussitôt, le commerce extérieur se détériore rapidement.

La rupture stratégique est tellement nette, tellement brutale, à la mi-1981 qu'elle permet pour une fois d'isoler facilement une période d'un an qui constitue

comme un accident. Au cours de celle-ci, un pays industrialisé encore déséquilibré replonge dans le déficit comme prix d'une amélioration du pouvoir d'achat des ménages, des ménages les moins fortunés tout spécialement. Le revenu disponible brut progresse de 2,8 % en 1981 et encore de 2,4 % en 1982. C'est évidemment beaucoup trop, et dès juin 1982 M. Mauroy doit revenir sur la ligne de rigueur amorcée en 1979-1980. Il le fait avec son style propre (blocage des prix et des salaires, suivi neuf mois plus tard d'un accroissement des impôts et des charges sociales) mais selon une logique qui ne diffère pas fondamentalement de celle du gouvernement Barre et qui conduit à faire payer aux ménages le coût du redressement financier du pays. Le pouvoir d'achat régresse en 1983 et en 1984.

Vu sous cet angle, on s'aperçoit que, non seulement l'écoulement de deux temps économiques différents (avant mai 1981, après mai 1981), mais qu'il y a bel et bien continué à l'exception d'un écart de conduite qui dure tout juste un an.

Le paradoxe veut que l'écart en question rende plus indésirable encore une politique de rigueur : la réaction de 1981 a provoqué de tels déséquilibres (le déficit de la balance des paiements courants avait atteint 79 milliards de francs en 1982) que la France a dû s'endetter de façon importante vis-à-vis de l'étranger (5) pour équilibrer ses comptes extérieurs (6).

Le rebroussement de cette dette en capital et en intérêts pèsera lourd sur les années qui viennent : 462,67 milliards de francs en 1984 sur la base d'un dollar à 9,25 F, probablement 100 milliards de francs dès 1987. Si lourd que les gouvernements à venir seront contraints pendant longtemps — du moins de droit ou de gauche — de respecter la même logique de rigueur financière. Or l'on voit que l'économie n'a pu tout simplement pas supporter les disciplines au politique, lui enlevant par là toute possibilité de choisir.

ALAIN VERMOREL.

(2) Voir l'ouvrage de la conjoncture INSEE, « Perspectives sur vingt ans », page 19.

(3) L'écart de taux d'inflation de la France calculé sur deux années avec le taux d'inflation de l'IRA calculé sur deux ans est revenu à moins de 5 % (4,7 % exactement) au cours du dernier trimestre 1984. Il faut remonter au premier semestre 1979 pour trouver un écart aussi faible et qui était alors de 4,8 %.

(4) Voir l'ouvrage de MM. Michel Bessière et Pierre Morin, « Les effets sur l'économie des variations du prix du pétrole », (Documentation française).

(5) L'OCDE (voir dans son analyse de la situation française au juillet 1984 : « L'endettement extérieur : certes modeste mais dont la montée a été rapide en 1982-1983 ») nous fait connaître l'objectif de réduction du déficit extérieur. En termes clairs, ce jugement signifie que la France, à la capacité de rembourser ses dettes mais qu'elle doit impérativement réduire ses emprunts. De plus, plus petits sont les emprunts, plus ils sont faciles à refinancer. L'OCDE estime indispensable, au réajustement rapide de la balance des paiements courants, que signifie qu'il faut que notre pays paie les intérêts de sa dette extérieure.

(6) L'endettement brut de la France (ce n'est pas celui de la dette extérieure) s'élevait à 122,9 milliards de francs fin 1980 (127 milliards de dollars au cours de 1984) et à 469 milliards de francs fin 1984 (552 milliards de dollars au cours de 1984).

## Agriculture

### DANS LA BAIE DE SOMME

### Plus de coques en stock

De notre correspondant

Amiens. — Avec leurs bottes, leur casquette, leur arc, leur seau à la main, les pêcheurs à pied ramassent les coques en baie de Somme, en face de Saint-Valéry ou du Crotoy, sont devenus des silhouettes tellement familières qu'on aurait tendance à penser qu'ils sont courbés là, au-dessus du sable mouillé par la mer qui se retire, seulement pour camper des personnages à contre-jour dans le paysage gris-bleu du ciel et de la mer qui se rejoignent.

Il ne s'agit pourtant pas de foldora, ils sont encore cent quatre-vingts à vivre de la pêche à pied dans cette région. A essayer de vivre plutôt, car les coques que l'on trouve naturellement sous les rides de sable laissées par la mer descendant ont aujourd'hui presque totalement disparu. Le phénomène n'est pas spécifique à la côte picarde. On l'observe de la Belgique à la Normandie. Mais on ignore la cause.

Après une année 1983 difficile pour les pêcheurs de coques,

l'année 1984 a été catastrophique. La chambre de commerce et d'industrie d'Abbeville s'est saisie du problème et a décidé de financer — en collaboration avec les affaires maritimes, le conseil régional et le conseil général — un recensement de 200 tonnes de naissains.

L'opération s'est terminée en décembre. Les jeunes coques ont été semés dans la baie par les pêcheurs eux-mêmes. Mais c'est un pari, car on ne sait pas si cette coque deviendra grande. M. Guy Sergheres, conseiller scientifique auprès du président du conseil régional, a dit aux professionnels : « Le temps de la coquille est fini. Vous devez passer à la culture ». Et peu forcé la culture de coques. L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) va d'ailleurs tenter une culture de la palourde sur trois sites. Dès mars 1985, 2 000 mètres carrés vont être ensemencés.

MICHEL CURIE.

### Glissements et moyennes annuelles

Les hausses de prix d'une année à l'autre diffèrent selon qu'elles sont exprimées en glissements (décembre d'une année comparée à décembre de l'année précédente) ou en moyennes annuelles (moyenne de l'ensemble d'une année comparée à la moyenne de l'ensemble de l'année précédente).

	Les années des chocs pétroliers donnent les résultats suivants :	
	Glissement	Moyenne
1973	8,6	7,3
1974	16,2	12,7
1975	8,6	11,8
1979	11,8	10,8
1980	13,6	13,6
1981	14	23,6



Transports

Feu vert pour la ligne de car-ferries Caen-Portsmouth

Pléthore ?

M. Louis Mezard, ministre chargé des PTT et conseiller général du Calvados, a annoncé le 17 janvier que les pouvoirs publics étaient d'accord pour l'ouverture d'une ligne de car-ferries entre Caen-Québec et Portsmouth.

Disposée par la compagnie britannique Brittany Ferries présidée par M. Alexis Gournou, la ligne, qui implique la construction d'une passerelle dans le port français, devrait ouvrir à l'été 1986. Elle fera l'objet d'une exploitation triangulaire Saint-Malo-Portsmouth-Caen.

M. Mezard, qui cherche à tirer un profit politique de cette décision, a déclaré que la ligne n'était pas une simple question de trafic, mais qu'elle était une véritable opération de développement régional, et notamment de M. Michel d'Ornano (UDF), président du conseil régional de Basse-Normandie, et qui semble, dans cette affaire, avoir quelque peu forcé la main au gouvernement.

M. Languette, qui est maître de Basse-Normandie, a déclaré : « C'est un plus pour notre région, au-delà des craintes légitimes suscitées dans le nord du Cotentin, mais ces craintes d'une concurrence sauvage doivent être d'ores et déjà dissipées ».

Faits et chiffres

Affaires

Deux firmes participent à la construction de deux hôtels en Chine et en Corée du Nord. - Deux firmes françaises - Logistica Building et Campona Bernard Construction - participent prochainement, chacune de leur côté, à la construction de deux grands hôtels, l'un en Chine et l'autre en Corée du Nord. Logistica Building va investir 400 millions de dollars (près de 4 milliards de francs) dans la construction d'un complexe hôtelier en Chine, qui sera à la fois l'édifice le plus élevé et le plus grand hôtel (plus de trois mille deux cents chambres) de ce pays, apprend-on de bonne source à Paris. L'investissement de soixante-huit étages sera construit dans la zone économique spéciale de Shenzhen, à la frontière d'Hongkong. Les dirigeants de la société française Campona Bernard Construction (CBC) se rendront, en 1986, à Pyongyang afin de mettre au point les dernières étapes de la signature d'un contrat pour la construction d'un hôtel de mille deux cents chambres dans la capitale nord-coréenne, d'une valeur de 1,15 milliard de francs, à-t-on appris par ailleurs auprès du siège de CBC.

Société mixte pour la première grande centrale nucléaire chinoise. - La Chine et la société Hongkong Nuclear Power Investment Company ont signé, le vendredi 18 décembre à Pékin, un contrat établissant une société mixte pour la construction de la première grande centrale nucléaire chinoise à Daya-Bay, dans la province méridionale du Guangdong.

Etranger

ÉTATS-UNIS

Progression de 6,8 % des revenus des Américains en 1984. - Les revenus disponibles réels, après impôts - des Américains ont augmenté de 6,8 % en 1984, contre 3,5 % seulement en 1983, ce qui représente la plus forte progression annuelle depuis 1973 (6,8 % également). Ce résultat est attribuable

LA COUR D'APPEL D'ABIDJAN CONFIRME LE LICENCIEMENT DES PILOTES GRÉVISTES D'AIR AFRIQUE

La cour d'appel d'Abidjan a confirmé, le 19 janvier, la décision du tribunal de première instance de prononcer la résiliation des contrats de travail de cent seize salariés, pilotes et navigants techniques, de la compagnie aérienne multinationale Air Afrique.

Le tribunal avait conclu, le 31 octobre 1984, que ces personnes avaient rompu leur contrat de travail en déclinant, le 11 septembre dernier, une grève sans respecter les préavis requis par la législation sociale ivoirienne.

Ces décisions de justice consacrent l'échec du Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL) français qui était à l'origine du mouvement de grève destiné à défendre les accords d'entreprise et les avantages acquis.

Une soixantaine de ressortissants français font partie des licenciés en dépit des démarches effectuées auprès du gouvernement français et du président de la République de Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny. Le syndicat n'est pas parvenu non plus à paralyser Air Afrique qui a affecté des appareils yéménites, marocains et américains.

Toutefois, la direction d'Air Afrique ne peut guère se réjouir de l'issue de ce conflit interminable qui a mis à mal l'image de marque, divisé le personnel et provoqué des pertes financières importantes. Sa victoire - sur ses pilotes - profitera surtout aux directions des compagnies françaises Air France, Air Inter et UTA, qui peuvent désormais tabler sur une main-d'œuvre combattive de francs parisiens techniques échappés par exemple de leurs collègues d'Air Afrique.

LA BASE AÉRIENNE D'ÉVREUX ACCUEILLERA DES APPAREILS CIVILS

Rouen. - Le ministre de la défense vient d'autoriser l'aviation civile à utiliser les pistes de la base aérienne 105 d'Évreux. Cette décision permettra à la ville de Rouen de disposer d'un aéroport à une demi-heure de route à quatre voies.

Elle met provisoirement un terme à la querelle qui opposait les partis de gauche et de droite de Haute-Normandie sur l'emplacement d'une infrastructure aéronautique régionale. M. Roger Fossé, président RPR du conseil régional, avait demandé que l'aéroport de Rouen-Boos soit agrandi dans le cadre du plan. M. Laurent Fabius, ancien député de la circonscription où se trouve Boos, et le parti socialiste avaient pris position contre cette extension pour des motifs de défense de l'environnement.

A ce jour, Le Havre est la seule ville de la région à bénéficier, à Octeville, d'un aérodrome capable d'accueillir des avions de lignes régulières ainsi que l'aviation d'affaires.

Prix des matières premières : - 2,3 % (en devises) en 1984. - Le prix des matières premières importées par la France a diminué (en devises) de 2,3 % en 1984. Toutefois, exprimé en francs français, ce prix a augmenté de 15,5 % durant la même période. Comme 70 % des prix des matières premières sont fixés en fonction du dollar, le prix exprimé en francs subissait la hausse de la monnaie américaine, qui fait plus que compenser la baisse des cours internationaux.

Les Canadiens construisent une centrale nucléaire en Turquie. - Le gouvernement d'Ankara a annoncé, le 17 janvier, qu'un protocole d'accord avait été signé avec la société AECL (Atomic Energy of Canada Ltd) pour la construction à Akkuyu, sur la côte méditerranéenne, d'un réacteur nucléaire à eau lourde de 665 mégawatts. Plusieurs compagnies européennes dont Framatome (France) et KKW (Allemagne) avaient fait des offres. KKW restait en négociation pour la construction d'un second réacteur sur le même site.

Affaires

OPA sur Dunlop

Coup de théâtre vendredi 18 janvier à la Bourse de Londres. L'on apprend, en fin de matinée, que la célèbre firme Dunlop, qui depuis plusieurs années défie la chronique, d'abord avec l'arrivée d'un nouvel actionnaire, la société d'investissement britannique, puis avec ses insurmontables difficultés marquées par la vente de tous ses actifs en Europe continentale au japonais Sumitomo, enfin, par la périlleuse restructuration de son capital pour éponger le gros de ses dettes (4,8 milliards de francs), était l'objet d'une OPA.

L'initiative de cette opération est le conglomérat BTR, dont l'activité est principalement axée sur la fabrication de produits industriels à base de caoutchouc (tapis roulants pour l'industrie minière, de matériels de transmission hydraulique et de divers composants pour les véhicules automobiles).

BTR offre d'échanger deux de ses actions contre cinquante-neuf actions Dunlop, ou de payer en espèces 20 pence par action Dunlop. Le moins que l'on puisse en dire est que l'entrée en scène de BTR complique singulièrement la situation.

Le nouveau président de Dunlop, Sir Michael Edwards, le « saviour » de British Leyland, avait eu bien du mal à mettre sur

le pied le plan de restructuration financière (le Monde du 17 janvier), mais enfin il y était parvenu. Sans entrer dans le détail, disons que ce plan était assis sur une augmentation de capital de 142 millions de livres (1,8 milliard de francs) et sur un prêt de 280 millions de livres (3,4 milliards de francs) que les cinquante-trois banques créancières avaient accepté de prêter à la société.

Il ne restait plus que deux obstacles à contourner pour mettre ce plan en œuvre. La Bourse de Londres devait d'abord donner un avis favorable. La cotation des actions Dunlop, suspendue depuis le 8 décembre 1984, devait reprendre le jeudi 17 janvier (dernier cours, 25 pence).

Un écroulement du titre aurait été catastrophique car il aurait tout remis en question. Rien de tel ne s'est produit. Le marché a bien accueilli le plan de sauvetage de Sir Michael, et l'action Dunlop est montée jusqu'à 32 pence.

Le second écueil était et reste toujours constitué par les petits actionnaires, à qui l'on demande bien sûr d'apporter de l'argent et dont il faut aussi et surtout obtenir l'accord à l'assemblée extraordinaire du 8 février prochain. Or ces petits actionnaires sont très réticents (le Monde du 10 janvier)

et, redoutant une dilution du capital, ils ont menacé de faire appel aux porteurs américains si des accommodements n'étaient pas trouvés. En mettant leur menace à exécution, ils pourraient, en rassemblant plus que la minorité de blocage (34,8 % des actions), empêcher Sir Michael Edwards de réaliser le sauvetage de l'entreprise.

Ce n'est pas tant l'OPA lancée par BTR qui est dangereuse dans l'immédiat. Beaucoup dans la City la juge insuffisante pour aboutir. Mais BTR a racheté en Bourse quatre millions d'actions préférentielles Dunlop, soit plus du quart de celles en circulation. Ce groupe se retrouve de facto actionnaire et il est donc assuré, avec son paquet de titres, d'avoir une voix prépondérante lors de cette fameuse assemblée.

On apprendrait ultérieurement que l'OPA de BTR avait été catégoriquement rejetée, à l'unanimité, par le conseil d'administration de Dunlop qui la jugeait « extrêmement insuffisante et relevant de l'opportunisme ». Selon certaines sources boursières, toutefois, les 25 % du capital détenus par BTR seraient suffisants pour bloquer la prise de restructuration du capital de Dunlop tel qu'il a annoncé le 15 janvier.

A. D.

Etranger

En Grande-Bretagne

Les prix ont baissé de 0,1 % en décembre + 4,6 % en 1984

Le coût de la vie britannique a diminué de 0,1 % en décembre. En un an, la hausse des prix a été de 4,6 % contre 5,3 % en décembre 1983. 5,4 % fin 1982 et 10,2 % fin 1981. Pour les douze mois arrêtés fin novembre 1984, elle atteignait 4,9 %. Ainsi le gouvernement Thatcher a atteint à peu près son objectif, fixé en mars dans le budget, qui était d'abaisser l'inflation à 4,5 % à la fin de 1984.

Pour l'année en cours, les spécialistes officiels prévoient également un taux d'environ 4,5 %. Toutefois les analystes de la City craignent une accélération de la hausse des prix au cours des prochains mois à cause de la récente baisse de la livre sterling. Celle-ci se traduit déjà par une hausse des prix de détail (le seul mois de décembre) des prix moyens des matières premières et combustibles consommés par l'industrie.

La déréglementation des marchés financiers LES CERTIFICATS DE DÉPÔTS NÉGOCIABLES SERONT LANCÉS LE 15 FÉVRIER

Un nouvel instrument de placement pour la trésorerie des entreprises, les certificats de dépôts négociables, sera lancé le 15 février prochain, après étude par les banques de la « note d'orientation » que le Trésor leur a adressée. L'annonce de cette mesure par M. Pierre Bérégovoy, sans consultation préalable de la profession, avait provoqué une secousse mémorable sur le marché des obligations (le Monde des 7 et 8 décembre 1984).

Les caractéristiques de ces certificats de dépôts, soumises à la discussion, sont les suivantes : montant unitaire minimum de 10 millions de francs ; durée comprise entre 6 mois et 2 ans ; émission réservée aux banques de dépôts ; achat ouvert à tous, y compris les SICAV et fonds communs de placement à court terme, dans la limite de leur plafond de liquidités (40 % pour les SICAV) ; régime juridique des billets à ordre ; régime fiscal des dépôts à terme, c'est-à-dire absence de retenue à la source et imposition à l'impôt sur les sociétés à 50 % (24 % pour les organismes à but non lucratif) ou à l'impôt sur le revenu de droit commun (46 % à 52 %) réserves obligatoires sur les dépôts ainsi effectués. Les dépôts sur certificats pourront être effectués en devises ou en ECU, mais seront réservés aux non-résidents.

Ce nouveau produit sera un rendement au plus égal à celui du marché monétaire (actuellement entre 10 1/4 % et 10 1/2 %), et, donc, inférieur au rendement des SICAV court terme et des obligations.

F. R.

A Londres LE SULTAN DE BRUNEI RACHÈTE L'HOTEL DORCHESTER

Le sultan de Brunei, petit Etat pétrolier situé dans l'île de Bornéo (Sud-Est asiatique), vient de racheter l'hôtel de la Dorchester, l'un des plus prestigieux hôtels de Londres pour une somme « nettement supérieure » à 40 millions de livres sterling (1 sterling = 10,9 francs) à la direction de l'établissement.

Le sultan Muda Hassanah Bolkiah Ma'izzadin Waddullah, qui passe pour être l'un des hommes les plus riches du monde, avait déjà essayé à plusieurs reprises de se porter acquéreur de cet hôtel dont il est un fidèle client et où il l'on en permanence une suite. Lors de la mise en vente du Dorchester en 1984, il avait été « doublé » par un autre acheteur, le groupe Regent International, dont le siège est à Hong-Kong, et qui avait finalement acquis l'établissement auprès de son propriétaire de l'époque, un consortium du Moyen-Orient pour la somme de 40 millions de livres sterling.

Depuis, le sultan de Brunei avait effectué plusieurs tentatives d'achat, sans succès jusqu'à présent, mais sa nouvelle offre, dont on ne connaît pas le montant, exact a été jugée « irrésistible », précise la direction de l'hôtel. Selon cette dernière, outre le prix payé (qui certains s'évaluent à plus de 45 millions de livres), le souverain s'est engagé à consacrer une somme supplémentaire de 20 millions de livres à la rénovation de l'établissement au cours des trois prochaines années pour en faire « l'hôtel le plus luxueux du monde ».

Situé à Park Lane, en bordure de Hyde Park, et non loin du palais de Buckingham, le Dorchester compte deux cent quatre-vingt-cinq chambres ou suites dont les tarifs vont de 85 à 500 livres par nuit. Il avait appartenu jusqu'en 1976 à la famille de Sir Malcolm McAlpine dont l'entreprise de bâtiment avait entrepris sa construction en 1930. Cette famille l'avait ensuite cédée pour 10,5 millions de livres à un consortium d'hommes d'affaires qui l'avait revendu à un autre consortium arabe pour 17 millions de livres en 1979 avant de le voir changer de main, une nouvelle fois, cinq ans plus tard.

En l'espace de six mois, le Dorchester aura ainsi changé deux fois de propriétaire, et l'ancien a affirmé, par la voix du directeur général de Regent International, M. Georges Rafael, que l'accord conclu avec le sultan de Brunei ne prévoyait pas de licenciements ni de modifications au niveau du personnel. - (Reuters, AFP.)

M. BÉRÉGOVOY SATISFAIT DE LA RÉUNION DES « CINQ » A WASHINGTON

L'accord intervenu le 17 janvier entre les ministres des finances du groupe des Cinq (le Monde du 19 janvier) constitue « un véritable succès aux marchés financiers », et montre que « les positions françaises ont été mieux entendues cette fois-ci qu'en d'autres circonstances », a déclaré à l'AFP M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, en quittant Washington. Selon lui, le communiqué commun indique que « des interventions coordonnées sur les marchés » seront entreprises « si nécessaire ». Toutefois le ministre français des finances a refusé de préciser les conditions d'intervention des banques centrales, mais a laissé entendre que la poursuite d'une évolution semblable à celle de ces derniers jours, « qui a été spéculative, de l'avis de la plupart des experts », déclencherait des interventions. - (AFP.)

Lisez Le Monde des PHILATÉLISTES

مكتبة من الأصل







BOURSE DE PARIS

« **N**ous sommes partis pour connaître une année d'activité et au total satisfaisante pour le marché boursier parisien en 1985 », s'est borné à indiquer, lundi, M. Xavier Dupont, le président de la Compagnie des agents de change, invité par le club Presse Financière. Poussé dans ses retranchements, il a, toutefois, constaté que « l'indice de la Compagnie (le fameux CAC) devrait se situer, cette année, au-dessus du niveau atteint fin 1984 ».

Vendredi, le boursier, qui régnait ce jour-là sur Paris, avait emporté la bourse de cristal de M. Dupont. Pour expliquer son extrême prudence à l'égard de tout pronostic, celui-ci ajoutait que depuis la confirmation de ses prévisions pour l'année précédente (le syndicat avait escompté une hausse de 15 % environ des valeurs françaises en 1984 et l'indice CAC a finalement grimpé de 16,4 %) il lui était désormais pratiquement impossible de croire le moindre quidam rue Vivienne sans que celui-ci n'ait senti l'odeur de ce nouveau goudron.

Sans vouloir jouer les prophètes de la finance, une catégorie socio-professionnelle très présente à Wall Street, où l'on ne semble guère enclin à condamner le prédicateur en chaire boursière dont les sentences ont fait souvent « chou blanc », M. Dupont a cependant mis en avant un certain nombre d'éléments susceptibles d'encourager « un certain optimisme à l'égard du marché financier français » et qu'il convient de rappeler :

« Les Français redécouvrent les vertus de l'épargne, de l'épargne et de la Bourse », encourageait en cela par l'attitude des pouvoirs publics, et il s'agit là « d'un phénomène durable » si l'on en juge par le transfert de capitaux opéré au cours de ces deux ou trois dernières années sur les instruments de gestion collective (Sicav, fonds communs de placement...).

« La politique de rigueur mise en place par le gouvernement en 1982 et renforcée l'année suivante est maintenant », souligne M. le syndic. A cet égard, les propos tenus mercredi par le président de la République au cours de son entretien télévisé n'ont fait que confirmer la nécessité « de persévérer dans la rigueur » en écartant « toute fantaisie ».

« Le redressement des comptes financiers des sociétés françaises se poursuit... ». De fait, si les remboursements d'emprunts et les dépenses nouvelles d'investissement sont encore deux éléments préoccupants pour les sociétés, admet l'INSEE dans sa dernière enquête réalisée en décembre (et dont les résultats viennent d'être publiés), la situation financière s'est globalement améliorée au second semestre 1984, et les entreprises interrogées

Quand le bâtiment va...

(secteur concurrentiel, soit les deux tiers de l'activité nationale) ont retrouvé le niveau atteint au début 1980.

« Les investisseurs étrangers sont toujours chroniquement présents sur notre marché », constate le syndic, admettant toutefois que la perspective de l'échéance de mars 1986 (élections législatives) peut fausser en partie le comportement boursier cette année.

Pour l'heure, Paris s'est bien comporté cette semaine face aux grandes places internationales qui continuent à grimper de record en record depuis le début de l'année en essayant d'entraîner Wall Street dans leur sillage (1). Jeudi, l'indice CAC a atteint son plus haut niveau historique (reproduit le lendemain), à 1901, et les valeurs françaises sont apparues très résistantes au cours de ces cinq dernières séances, en dépit de prises de bénéfices justifiées par la hausse des cours. Celle-ci atteint 0,4 % pour l'ensemble de la semaine et 5,69 % pour le mois boursier, à quelques jours de la liquidation mensuelle prévue pour le 23 janvier.

Sans redéfinir l'exploit de janvier 1984, lorsque la Bourse de Paris avait grimpé de 13,5 % en un mois, le côté fait preuve de bonnes dispositions dans des transactions très actives, ainsi qu'en témoigne un volume d'affaires quotidien de 300 à 400 millions de francs. Cette poursuite de l'activité intervient alors que sont connus les chiffres officiels sur les transactions boursières réalisées en 1984 à la Bourse de Paris : 503,8 milliards de francs, soit une augmentation de 56,8 % sur l'année précédente, les obligations assurant, il est vrai, 82,1 % de l'activité globale à elles seules, avec 409,6 milliards de francs.

Pendant toute la semaine, les boursiers qui surveillent du coin de l'œil la réunion du Groupe des cinq (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, États-Unis, Japon) à Washington, ont cru que le redressement des taux d'intérêt décidé en Grande-Bretagne pour freiner la chute de la livre sterling ne s'étendait à la RFA, mais la Bundesbank a finalement annoncé qu'elle ne relâcherait pas ses taux directeurs.

Rassurée par cette information comme jeudi soir, la communauté financière a trouvé d'autres facteurs d'encouragement dans la publication, par le Crédit lyonnais, de l'échéancier des intérêts et remboursements sur lesquels peut compter le marché obligataire en 1985 et dont une partie devrait être dérivée vers les actions. Au 26 milliards attendus pour janvier — un chiffre déjà connu

Semaine du 14 au 18 janvier 1985

— vont s'ajouter 13,5 milliards en février, 16,8 milliards le mois suivant et pratiquement autant en avril pour ne citer que les trois prochains mois.

Au fil des comparaisons, les écarts de cours sont restés limités dans l'ensemble. La hausse de 27 % enregistrée lundi sur Mumm lors de la reprise de cotation de ce titre (elle était interrompue depuis le 12 décembre 1984) était directement liée à la publication des termes de l'OPA du canadien Seagram, lequel détenait déjà directement et indirectement, une participation majoritaire dans la firme champenoise. Par ailleurs, Cressat-Loire, toujours cotée « par boîte » pour casser, en principe, la spéculation, terminait vendredi à 4,25 F, en baisse de 15 % sur la veille par rapport à son plus haut niveau de 6 F enregistré huit jours plus tôt. GTM-Entrepose n'a partiellement pas réagi après sa reprise de cotation, à Bouygues qui lognait depuis plusieurs années cette entreprise : pas plus que Hachette qui vient de reprendre 16,5 % de Pathe-Cinéma en rachetant une participation détenue jusque là par Gaumont.

En fin de semaine, plusieurs valeurs du matériel électrique (Légrand-Radiotéchnique, Téliélectrique...) ont fait preuve de bonnes dispositions alors que le groupement professionnel de ce secteur, le Gimélec, évaluait à 10 milliards de francs l'excédent commercial dégagé en 1984 à l'exportation par les fabricants français de matériel électrique et d'électronique industrielle. Mais de tous les compartiments, le plus en vue aura été le bâtiment et les travaux publics, après les propos tenus par M. François Mitterrand en faveur de ce pan d'activité « choisi comme secteur nouveau pour une reprise ».

Exception faite d'Auxiliaire d'entreprise et de SGE-SB, tous deux en baisse, les autres titres (Bouygues, Serey, Lafarge-Coppel, Pulec...) étaient en progrès jeudi sur l'indice BTP, mais ce réveil du BTP devait être aussi modeste que limité dans le temps, si l'on en juge par l'absence de ces mêmes valeurs le lendemain au palmarès des plus fortes hausses de la séance de vendredi. Une prudence qui s'explique par les nombreuses inconnues que recèle encore ce fameux plan de relance impatientement attendu et sur lequel un voile devrait être levé au cours des prochains jours. Mais quand le bâtiment va...

GERGE MARTI.

(1) « Le Monde de l'économie » publié lundi prochain (édition datée du 22 janvier 1985), présentera un panorama des places boursières mondiales en ce début d'année.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Légère hausse

L'indice des valeurs industrielles a atteint mardi matin son plus haut niveau depuis le 6 novembre avant d'entamer un retrait continu bien que modeste, ce qui lui a permis de terminer avec des gains de 9,27 points à 1 227,35, par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Selon les analystes, les investisseurs ont été encouragés par la généralisation de la baisse du taux d'intérêt de base bancaire privilégié, lequel s'établissait à 10,509, soit à son minimum depuis dix-sept mois. Par ailleurs, la progression de 0,6 % de la production industrielle en décembre ainsi que celle de 2,1 % des mises en chantier de logements ont été interprétées comme des indices que la récente détente des taux d'intérêt avait commencé à relancer l'activité économique qui sommeillait depuis l'été dernier, notamment dans le secteur du bâtiment.

	Cours 11 janv.	Cours 18 janv.
Alexa	37 1/4	36 3/4
ATT	20 1/2	20 5/8
Boring	58 1/8	56 1/8
Chase Man. Bank	47 1/2	51 1/2
Du Pont de Nemours	48 3/4	48
Eastman Kodak	71 3/4	70 1/2
Exxon	45	46 3/4
Ford	46 1/8	47 3/4
General Electric	58	60 7/8
General Foods	55 1/4	55
General Motors	79 1/2	80 3/8
Goodyear	26 3/4	26 1/2
IBM	122 3/4	124 1/8
ITT	29 7/8	31 3/4
ITT - Oil	26 1/2	27 1/8
Pfizer	48 1/2	39 3/8
Schlumberger	36	36 3/4
Texasco	33 3/4	34
UAI Inc.	46 3/8	43
Union Carbide	38 1/4	38 7/8
US Steel	27 3/8	26 3/8
Westinghouse	26 7/8	26 1/8
Xerox Corp.	39 1/8	40 1/8

LONDRES

Niveau record

Après un départ très nerveux, le marché a repris du terrain et l'indice des valeurs industrielles a franchi la barre des 1 000 points pour la première fois vendredi, pour atteindre un nouveau record historique de hausse de 1 004,4 points, 6 % de plus que son plus bas niveau de la semaine. Le sentiment a été déprimé au départ par le nouveau relèvement lundi par les principales banques de dépôt britanniques de leur taux de base à 12 %. La meilleure contenance de la livre sterling pendant le reste de la semaine, écartant l'éventualité d'un prochain nouveau relèvement des taux de base, et la détente des taux d'intérêt outre-Atlantique ont appuyé le marché.

Indices « FT » : industrielles : 1 004,4 contre 968,3 ; mines d'or : 466,3 contre 474,2 ; fonds d'Etat : 80,06 contre 80,53.

	Cours 11 janv.	Cours 18 janv.
Beecham	376	380
Bovater	230	235
Brit. Petroleum	483	488
Charter	283	295
Courtauld	145	146
De Beers (*)	395	380
Dunlop	36	36
Free State Geduld	22 3/4	22 5/8
Glasto	11 1/4	11 51/64
Gr. Univ. Stores	769	716
Imp. Chemical	756	786
Shell	658	685
Unilever	1100 5/8	113 1/4
Victors	224	228
War Loan	35 1/8	34 3/8

(\*) En dollars.

TOKYO

Au plus haut

Pour la cinquième fois depuis le début de cette année, les indices boursiers se sont hissés à leur plus haut niveau historique sous l'effet d'achats importants, et les analystes pensent que le seul psychologique des 12 000 yens pourrait être prochainement franchi pour l'indice Nikkei Dow-Jones. Ce dernier a clos la semaine à 11 952,09 (contre 11 812,24) 2,26 points, à 933,65 points.

	Cours 11 janv.	Cours 18 janv.
Akai	470	450
Brigitte	544	550
Canon	1 410	1 390
Fuji Bank	1 310	1 370
Honda Motors	1 290	P.C.
Matsushita Electric	1 600	1 560
Mitsubishi Heavy	254	252
Sany Corp.	3 880	3 840
Toyota Motors	1 250	1 260

FRANCFORT

Résistant

Après les hausses enregistrées lundi, dues à la hausse du dollar, et les rumeurs prêtant aux autorités monétaires l'intention de relever un de leurs taux directeurs (le Lombard) ont perturbé le marché en provoquant de nouveaux replis. Toutefois, les cours se sont raffermis jeudi, lorsque la Bundesbank a décidé de maintenir le Lombard à son niveau actuel. Indice de la Commerzbank : 1 167,90 contre 1 142,70.

	Cours 11 janv.	Cours 18 janv.
AEG	107	108,60
BASF	183,50	184,20
Eyer	192,50	195
Commerzbank	175,20	174,30
Deutschebank	396,50	405,70
Hoechst	185,70	188,50
Karstadt	241,50	243,50
Mannesman	155,50	158,50
Siemens	492,50	500
Volkswagen	206,50	205,50

Matériel électrique services publics

	18-1-85	Diff.
Alstom-Atlantique	214	+ 6,18
CIT-Alstom	1 263	+ 23
Crozet	245	+ 0,5
Général Electric	574	+ 24
Intermédiaire	2 100	+ 40
Légrand	2 855	+ 82
Lyonnaise des Eaux	696	+ 6
Mara	1 148	+ 11
Morin-Gérin	1 590	+ 55
Moteurs Leroy-Somer	471	+ 13
Moulinex	97	+ 5,90
PM Latécoère	3 855	+ 4,20
Radiotéchnique	240,50	+ 19,50
SEB	386	+ 17
Signaux	678	+ 3
Télémelec	2 235	+ 22
Thomson-CSF	1 445	+ 24
IBM	1 325	+ 18
ITT	337	+ 24
Philips	170	+ 7,90
Schulberger (I)	321	+ 14
Siemens	1 700	+ 14

(1) Compte tenu d'un coupon de 2,90 F.

Bâtiment, travaux publics

	18-1-85	Diff.
Auril d'entreprises	855,00	+ 55,00
Bouygues	742,00	+ 32,00
Ciment Français	316,00	+ 6,10
Dumez	718,00	+ 1,00
J. Lafarge	269,00	+ 3,30
Lafarge	168,00	+ 20,00
Lafarge	385,00	+ 6,40
Majors Phénix	210,00	+ 4,00
Source Puy	492,00	+ 33,00
SCRG	136,90	+ 3,90
S.G.E.-SB	54,30	+ 8,30

Produits chimiques

	18-1-85	Diff.
Institut Mérieux	1 500	+ 20
Laboratoire Belou	915	+ 30
Roussel-Uclaf	1 660	+ 70
BAF	614	+ 2
Bayer	659	+ 14
Hoechst	625	+ 14
Imp. Chemie	33,85	+ 5,85
Norsk Hydro	127	+ 8,30

Alimentation

	18-1-85	Diff.
Béghin-Say	276	- 19
Bongrain	1 720	- 11
BSN G-Danone	2 280	+ 165
Carrefour	1 805	- 66
Casino	840	- 25
Cédis	534	- 27
Eurocarché	875	+ 15
Guyon et Gies	301	inch.
Lescar	860	+ 16
Martell	1 865	+ 15
Morin-Hennessy	1 951	+ 19
Mumm	759	inch.
Midland Bank	422	+ 7
Older-Caby	266	+ 12
Perrot-Ricard	697	+ 8
Promodis	1 617	- 45
Source Puy	465	+ 28,5
S.L. Louis-Bouchon	316,50	+ 1,5
S.S. Saupiquet	570	- 5
Veuve Clicquot	2 550	- 129
Western Deep	300	+ 5,20
Nestlé	24 180	+ 390

Mines d'or, diamants

	18-1-85	Diff.
Anglo	880	+ 30
Anglo-American	121,70	+ 2,50
Bullfinch	371	+ 3,70
De Beers	41,20	- 0,20
De Beers	263,70	- 5,30
Free State	248	+ 3
Gencor	116,60	- 5,40
Gold Field	59,50	+ 2,50
Harmony	1 460	- 1,60
President Brand	272,80	- 1,20
Randfontein	975	- 16
Saint-Helena	183,30	+ 0,50
Western Deep	300	+ 5,20
Western Gold	307	+ 12

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 11 janv.	Cours 16 janv.
Or fin (Bis) au baril	84 700	86 000
— (Bis) au gramme	94 800	96 000
Pièces françaises (10 F.)	586	597
Pièces suisses (20 S.)	585	590
Pièces belges (20 B.)	584	582
Pièces suisses (20 S.)	581	581
Souverains	552	571
Souverains (Bis) au baril	700	708
— 10 dollars	320	371
Pièces de 20 dollars	4 140	4 146
— 10 dollars	2 078	2 080
— 10 dollars	1 900	1 900
— 80 pence	3 700	3 706
— 20 marks	682	690
— 10 roubles	685	677
— 10 roubles	380	281

Banques, assurances

	18-1-85	Diff.
Bail Equipement	273,90	+ 1,90
Banque (Cie)	594	- 8
Cetelem	485	+ 11
Chargem	420,50	+ 11,50
CFP	625	- 25
CFI	293,10	- 3,70
Eurofinance	1 194	+ 22
Hain (La)	309	- 25
Imma. Pl.-Moussy	436	+ 25
Loafrance	361	- 4
Locindus	727	+ 5
Midi	2 172	+ 2
Midland Bank	235	inch.
OFI (Omn. Fin. Paris)	945	+ 55
Participations de rés.	791	- 29
Préalab	1 065	+ 9
Schneider	108	- 8,21
UCB	298	+ 17

Valeurs diverses

	18-1-85	Diff.
Accor	239,50	- 1,5
Agence Havas	627	- 24
L'Air Liquide	569	- 6
Appl. Gaz	215	- 13
Alcan	653	+ 28
Bic	538	- 4
Bis	310	+ 16
CGIP	575	- 2
Club Méditerranée	1 150	+ 50
Exor	2 910	- 30
Europe 1	904	+ 66
Hachette	1 800	+ 75
Navigation Mixte	340	- 2
Nord-Est	79,50	inch.
L'Oréal	2 375	- 25
Presses de la Cité	1 959	- 12
Santof	571	- 12
Suez Roissignol	1 920	+ 10

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (\*)

	Nbre de titres	Val. en (F)
BSN	49 090	119 069 160
Morin-Hennessy	44 649	86 887 607
Thomson Particip.	56 678	70 098 663
Crédit fonc. imm.	220 917	64 795 163
Frais Pétroles	232 282	57 119 765
Immo. Monocou	99 651	40 001 956
Perrot-Ricard	57 007	44 075 603
IBS	31 780	42 238 475
Presses Cité	82 373	39 513 783
Poliet	34 233	39 330 725

(\*) Du 11 au 17 janvier inclus.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	14 janvier	15 janvier	16 janvier	17 janvier	18 janvier
RM	396 244	554 742	522 456	505 464	433 122
Comptant	2043 323	2612 520	3 623 367	2 503 676	1 942 572
R. et obl.	77 162	98 837	97 413	112 457	79 860
Total	2 516 729	3 266 099	4 243 236	3 121 597	2 455 554

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

||
||
||



## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. Comment commémorer le 8 mai 1945 ?
8. L'anarchie et le désastre au Liban.
- FRANCE**
- 9-10. Le voyage du président de la République en Nouvelle-Calédonie.
- SOCIÉTÉ**
12. Éducation : le Conseil constitutionnel et les écoles privées.
- SPORTS.
- CULTURE**
13. LA FIN DES ANNÉES 80 : Les maîtres mots de Jack Lang.
- ÉCHOS.
- ÉCONOMIE**
16. SOCIAL : la flexibilité de l'emploi.
17. TRANSPORTS.
- AFFAIRES : OPA sur Dunlop.
18. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
19. REVUE DES VALEURS.
- RADIO-TÉLÉVISION (15)**
- Carnet (12) : Programmes des spectacles (14) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15).

## M. Besse, PDG de Pechiney, pourrait remplacer M. Hanon à la tête de Renault

Selon le *Matin*, Renault va changer de patron. Le quotidien affirme que M. Laurent Fabius n'offrira la succession de M. Bernard Hanon à M. Georges Besse, président-directeur-général de Pechiney, qui a accepté. Étrangement, après la publication de cette information, que ce soit « Cela est prématuré », Maitron se refusait à quelque confirmation disant.

Ce qui est sûr, c'est que le patron de Renault doit remettre au gouvernement un rapport sur l'avenir industriel, financier et social de la Régie dans les heures qui viennent. De ce rapport dépendra peut-être le maintien à son poste d'un homme pourtant confirmé dans ses fonctions le 23 mai dernier par M. Fabius, alors que toutes les données du problème Renault étaient déjà connues.

Il est vrai que le ministre de l'Industrie d'aujourd'hui impose au patron de Renault quelque chose comme la quadrature du cercle : « Mener à bien l'indispensable modernisation industrielle », « renforcer le rôle d'entraînement économique que joue votre groupe », tout cela en « bonne concertation avec les organisations représentatives du personnel », et en « assurant rapidement l'équilibre financier » malgré le blocage des prix des automobiles en France.

Six mois plus tard - ce qui est bien court dans l'industrie, - le pre-

## Le conflit saharien

### RABAT A CONFIRMÉ L'ACHÈVEMENT D'UN QUATRIÈME «MUR DE DÉFENSE» FACE À L'ALGÉRIE

Rabat (AFP). - L'armée marocaine a réussi à boucler la frontière du Sahara occidental avec l'Algérie par la construction d'un quatrième mur de défense longeant la frontière algérienne à une distance de quelque 20 kilomètres, confirme un message adressé au roi Hassan II par le commandant de la zone militaire du sud du Maroc, le colonel-major Abdelaziz Bennani, et rendu public le jeudi 17 janvier à Rabat.

Longue d'environ 400 kilomètres, cette nouvelle « ceinture de sécurité » est un remblai de 4 à 5 mètres de haut, truffé de mines et de détecteurs électroniques. Selon les indications fournies par le colonel-major Bennani, le nouveau « mur » protège 17 000 kilomètres carrés supplémentaires du Sahara. Elle n'englobe cependant pas les régions limitrophes du territoire mauritanien, relevant les observateurs.

Cette stratégie, estiment-ils, semble traduire le souci de l'état-major marocain d'empêcher les forces du Polisario de s'infiltrer au Sahara occidental depuis l'Algérie, où leur poursuite par l'armée marocaine comporte le sérieux risque d'une configuration. Les Marocains essaieraient, en revanche, d'obliger le Polisario à attaquer depuis les bases plus lointaines que, selon eux, il a installées en Mauritanie, où il constituerait alors une proie facile pour l'aviation marocaine.

## Après l'Allemagne fédérale

### LA GRANDE-BRETAGNE PARTICIPERA AU PROJET AMÉRICAIN DE STATION SPATIALE PERMANENTE

Washington (AFP). - La Grande-Bretagne participera au financement de la construction d'une station spatiale permanente, Columbia, à l'invitation du gouvernement américain. Dans un entretien au *Washington Post*, le ministre d'Etat britannique à l'Industrie et à l'Information technologique, M. Geoffrey Pattie, a précisé que l'annonce officielle de la participation britannique - à hauteur de 300 millions de dollars - sera faite au cours des deux prochaines semaines, alors que sera réunie à Rome l'Agence spatiale européenne à la fin de janvier.

La Grande-Bretagne a été précédée par l'Allemagne fédérale, qui a annoncé sa participation, à concurrence de 900 millions de dollars, au projet de station spatiale, dont le lancement est prévu en 1992 (*le Monde* des 16 et 18 janvier 1985).

[La France annoncera vraisemblablement à la Conférence spatiale européenne de Rome, les 30 et 31 janvier, sa participation au programme Columbia, pour un montant supérieur à 10 % du coût global du projet qui est estimé à 17,8 milliards de francs.]

## André Fontaine prendra le 21 janvier la direction du « Monde »

André Fontaine a été élu, vendredi 18 janvier, directeur-gérant du *Monde* par l'assemblée des porteurs de parts de la SARL. Ce vote, acquis par 890 parts sociales sur 1 000, entérine ainsi le choix des différentes sociétés de personnel (journalistes, cadres et employés), qui, chacune à une large majorité, se sont ralliées à la candidature d'André Fontaine, également soutenue par la totalité des porteurs de parts « A », qui lui avaient confié le 20 décembre une mission d'exploration.

André Fontaine devient ainsi le quatrième directeur du *Monde* depuis la fondation du journal, succédant à Hubert Beuve-Méry, son fondateur, Jacques Faivet, et André Laurens, démissionnaire depuis le 20 décembre.

Il prendra ses fonctions le lundi 21 janvier, entouré de trois collaborateurs : Bernard Wouts, administrateur, Daniel Vernet, rédacteur en chef, et Claude Sales, correspondant en chef.

[Né le 30 mars 1921 à Paris, André Fontaine, licencié en lettres, diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, débute dans le journalisme à *Jeune Presse* (1946-1947). Entré au *Monde* dès 1947, il devient chef du service étranger en 1951 puis rédacteur en chef en 1969. Membre du conseil d'administration de l'Institut français de relations internationales, André Fontaine est aussi l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Histoire de la guerre froide* (1969), *Le Dernier Quart de siècle* (1976), *La France au Botswana* (1978) et *Un seul lit pour deux rives* (1981), prix Pierre-Lafitte 1982 et prix des Ambassadeurs 1983. André Fontaine a présidé, d'autre part, le Groupe de stratégie internationale de la France pour la préparation du IX<sup>e</sup> Plan. De ses travaux, il a tiré un ouvrage, consacré par Pierre L. intitulé *Sortir de l'Hexagone* (Stock).]

[Né le 21 mai 1945 à Chamaillères (Puy-de-Dôme), Daniel Vernet est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Débutant dans le journalisme à la *Montagne*, quotidien de Clermont-Ferrand (1965), il collabore ensuite à la *Compagnie française d'édition*, qui publiait alors des revues littéraires. Entré au *Monde* en 1973, il devient le même année son correspondant particulier à Bonn. Nommé pour remplir les mêmes fonctions à Moscou en septembre 1977, il gagne ensuite Londres, où il est correspondant jusqu'en 1983. En juillet de la même année, il revient au siège du *Monde* pour occuper le poste de chef adjoint du service étranger.

Daniel Vernet est, en collaboration avec sa femme Marie-Thérèse, auteur d'un ouvrage récent, *Vivre à Moscou, des deux côtés du miroir* (Editions Rochesvilliers).]

[Né le 21 juillet 1930 à Libersac (Corrèze), Claude Sales est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de lettres classiques. Débutant en 1956 à *Télégraphie électrique*, il entre en 1960 au service étranger de *France-Soir*, dont il est aussi directeur de la publication de *Minutiel* magazine, édité par la société Sernat.]

**Sur 89 FM**

**ANDRÉ FONTAINE**

**A « ALLO le Monde »**

L'hebdomadaire « ALLO le Monde », sur 89 FM à Paris, aura pour thème, lundi 21 janvier, de 19 h à 25 h 20 heures, la relève qui vient d'habiter un journal le Monde.

André Fontaine, Manuel Luchet et Yves Agnès participeront à l'émission.

## AU COLLOQUE « GÉNÉTIQUE, PROCRÉATION ET DROIT »

### Le sexe des anges

Il est toujours passionnant de voir moralistes et juristes tenter d'établir des ponts avec la médecine et la biologie. C'était l'un des aspects du colloque « Génétique, procréation et droit », réuni à Paris jusqu'au samedi 19 janvier.

La médecine de cette fin du vingtième siècle propose de nouvelles thérapeutiques de la stérilité qui heurtent brutalement les règles traditionnelles de la filiation autant que les gestes de la procréation « naturelle ». Depuis quelques années, l'attention du public est attirée sur ces nouvelles pratiques - encore marginales, il est vrai - que sont l'insémination artificielle, la fécondation *in vitro* et les « locations d'utérus ». On connaît l'essentiel des aspects techniques. On mesure mal en revanche les retombées psychologiques, sociales et démographiques de ce qui dépasse aujourd'hui le seul chapitre de la thérapeutique pour rejoindre les courants divers du féminisme, largement représentés lors du colloque.

Faut-il ou non légiférer en cette matière ? « Oui et vite », répond en substance M. Raymond Forni, député (PS), et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. M. Forni estime que pour l'insémination artificielle avec donneur, il y a un accord général sur la gratuité du don et l'anonymat des donneurs et se déclare personnellement opposé à l'insémination artificielle des femmes seules. « Non, il faut laisser mourir », lui répond M. Monique Pelletier, ancienne secrétaire d'Etat à la Justice. « Il faut ouvrir le débat au niveau local et faire parler les jeunes ».

En dépit de la qualité de la plupart des interventions, on est frappé par les *a priori* sur lesquels, bien souvent, elles s'appuient. Car, enracinement ou ne dispose ici d'aucun recul scientifique, d'aucun travail expérimental d'envergure permettant de bâtir une réflexion sur des données rationnelles et des faits reproductibles. Certains propos en faveur des « locations d'utérus » n'expriment rien d'autre, au fond, qu'un féminisme mal dirigé, alors qu'on est dans le plus épais brouillard quant aux fondements inconscients du désir d'enfants ou aux répercussions sur les différents acteurs (demandeuses, porteuses, conjoints, enfants) de ces scénarios thérapeutiques d'un nouveau genre.

De la même manière, on a beaucoup parlé de l'anonymat des donneurs de sperme. Anonymat à conserver, comme le pense la Fédération des CEOS (Centre d'étude de conservation du sperme) ? Ano-

## Mise en carte génétique

Ces questions se posent quelques années seulement après que des pays occidentaux aient légalisé l'avortement. Elles se posent alors que les spécialistes de la réanimation néonatale reculent sans cesse les limites de la gestation minimum. Quel statut, dès lors, accorder aux embryons humains ? S'agit-il de personnes humaines ou d'un simple objet de propriété ? Un embryon congelé pourrait-il avoir un droit à la vie alors qu'on décide sans sourciller d'avorter d'un fœtus ? Ces questions ne sont pas la version moderne du sexe des anges. Publiquement posées, elles appellent une position officielle, fût-elle symbolique.

Ce que pense par exemple, s'est interrogé le professeur Jean Ross (Créteil), des avantages de l'anonymat, compte tenu de l'absence de données sur le bagage génétique de l'un des deux parents ? N'ira-t-on pas, pour les meilleures raisons - médicales - du monde à une mise en carte génétique de l'individu, qui s'étendra à sa descendance, qu'elle soit ou non le fruit d'une pratique sexuelle ? Une époque qui verra la médecine et la biologie offrir toutes les chances de filiation, en même temps qu'elle tiens le secret des enfants adultérins.

JEAN-YVES NAU.

**QUELLES STRATÉGIES POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS ?**

Études longues ou courtes ? Universités ou écoles ?

Lettres ou sciences ? Comment raisonner à l'horizon 2020 ?

La réponse dans le numéro de janvier

**L'ÉDUCATION**

**L'Arabie saoudite négocie l'achat d'avions Mirage 2000**

La société Dassault-Breguet a démenti, vendredi 18 janvier, des informations faisant état de la vente d'avions de combat Mirage 2000 à l'Arabie saoudite. Elle reconnaît, cependant, avoir avec Ryad des négociations qui ont commencé, en réalité, en 1978 (lorsque l'Arabie saoudite avait conçu le projet de participer au financement du programme Mirage 4000) et qui se sont intensifiées il y a dix-huit mois malgré la concurrence de sociétés américaines (avec le F-15) et de sociétés germano-britanniques (avec le Tornado).

On espère à Paris que la conclusion d'un contrat avec les Saoudiens aura lieu avant le printemps. L'opération se complique, en effet, du fait que les Mirage 2000 éventuellement achetés par Ryad seraient destinés aux forces aériennes saoudiennes et, pour partie, à un autre pays du Proche-Orient. Déjà, dans un passé récent, l'Arabie saoudite a aidé au financement d'un contrat de quarante Mirage 2000 (en deux lots de vingt) pour l'Égypte.

Le nombre de Mirage 2000 saoudiens en discussion se situe entre quarante et cinquante exemplaires, pour un coût de 23 milliards de dollars par avion. Il y a quelques années, les Saoudiens avaient évoqué le chiffre d'une centaine d'appareils, mais, depuis, il semble que cette estimation ait été réduite de moitié pour des raisons de coût du projet. D'autant que Ryad est soumis à de fortes pressions d'autres fournisseurs, à commencer par les États-Unis, qui ont déjà livré une soixantaine d'avions F-15 à l'armée de l'air saoudienne et où le roi Fahd ben Abdel Aziz d'Arabie saoudite a prévu de se rendre le 11 février prochain, sur l'invitation du président Reagan. On ne cache pas, du reste, à Washington, que les dossiers de l'assistance militaire et des ventes d'armes américaines aux pays arabes seront examinés.

A ce jour, et sans compter les commandes françaises, le Mirage 2000 a été officiellement et définitivement acquis par l'Inde (quarante exemplaires), l'Égypte (vingt fermes et vingt options), le Pérou (vingt-six) et Abou-Dhabi (dix-huit). Les négociations continuent non seulement avec l'Arabie saoudite, mais avec la Grèce (quarante) et avec Abou Dhabi (dix-huit autres) (*le Monde* du 18 janvier). De même, la société Dassault-Breguet négocie l'acquisition d'avions Alpha-Jet avec la Nigeria, l'Égypte, l'Irak, l'Algérie, le Cameroun et le Gabon, et l'achat de Mirage III ou Mirage F-1 avec le Venezuela, le Maroc et l'Irak.

Le numéro du « Monde » daté 19 janvier 1985 a été tiré à 459 591 exemplaires

A B C D F G H

## LE SMOG DANS LA RUHR

### L'alerte maximum est déclenchée contre la pollution

Le bassin de la Ruhr et de la vallée rhénane se souviendra de cette fin de janvier 1985. Les autorités de la Westphalie-Rhénanie-du-Nord ont dû déclarer, vendredi 18 janvier, l'alerte maximum au smog (mélange de brouillard et de polluants) dans la partie ouest de la Ruhr, y interdisant toute circulation pendant vingt-quatre heures au moins et demandant à l'industrie de réduire son activité. Les écoles sont restées fermées ce samedi 19 janvier. Toute la journée de vendredi, la concentration de la pollution provoquée par les conditions atmosphériques, avait dépassé le seuil de 1,7 milligramme par centimètre cube. Non loin de là, un grave incendie s'est, en outre, produit, à Godesberg, entre Bonn et Cologne, dans une raffinerie de pétrole. Pour des raisons qui restent encore indéterminées, une cuve d'éthylène a explosé, déclenchant un immense incendie que les pompiers ont mis plusieurs heures à maîtriser. Vingt-neuf personnes ont été blessées.

## De notre correspondant

Duisburg. - Duisburg repose sous un soleil incertain. Un fin voile de brume recouvre la ville comme une mantille. Comme si les 16 % de chômeurs ne suffisaient déjà pas, que les industries nouvelles ne préféraient déjà pas le sud aux sombres rives de la Ruhr, que le départ des immigrés turcs ne sonnait pas le glas de la tradition des métaux ! Non ! Il a fallu que le météo s'en mêle. Duisburg vit, depuis vendredi, à l'heure du smog, comme Oberhausen, Gelsenkirchen et tout l'ouest de la Ruhr.

Dans l'hôtel de ville quasi désert, les quelques responsables encore présents s'efforcent à l'arrivée du journaliste de passage. « C'est la première fois que vous venez à Duisburg ? Et vous venez pour le smog ! » Vendredi, à 14 h 30, la municipalité a été prévenue par un coup de téléphone de Düsseldorf : en raison du nouvel accroissement de la pollution, M. Farthmann, ministre de la santé du Land de Westphalie-Rhénanie-du-Nord, vient de déclencher l'alerte maximum. Pendant au moins vingt-quatre heures, toute circulation est interdite au centre de la ville, comme dans les agglomérations voisines.

Mais cela ne change pas grand-chose. Depuis la veille au soir, les automobilistes avaient été prévenus qu'il leur faudrait emprunter pour rejoindre leur travail les transports publics, notamment aux heures de pointe, entre 6 heures et 10 heures du matin, ainsi qu'entre 15 heures et 20 heures. Les barrages de police étaient déjà en place. Il n'y a eu qu'à les prolonger. Quelques malheureux, pris par le temps, n'ont qu'à laisser leur véhicule sur place. Les protestations ne servent à rien. On ne passe pas.

■ Six attentats à Bastia et Ajaccio. - Six attentats par explosifs ont été commis en Corse pendant la nuit du vendredi 18 au samedi 19 janvier. L'un a endommagé le restaurant d'académie à Ajaccio, et les cinq autres visaient, à Bastia, un commissariat de police, un bureau des PTT et trois magasins du quartier sud. Les dégâts sont peu importants. Ces attentats ont été précédés d'une distribution de tracts et d'un affichage réclamant le statut politique pour les délégués corses.

**ROCKERS EN URSS**

Il n'y a plus de rideau à l'Union soviétique sur le rock.

Des centaines de groupes depuis 1980, sont apparus tout le pays, et remplissent concerts et salles que les autorités essaient à y opposer.

Un véritable secteur privé de la musique et de diffusion s'est développé pour les jeunes organisés jusqu'aux murs du Kremlin.



# Le Monde

Aujourd'hui

**Fontaine prendra le 21<sup>er</sup> la direction du « Monde »**

Le directeur du journal, André Fontaine, a été élu, vendredi 18 janvier, directeur du journal, succédant à Robert Bresson. Fontaine a été élu, vendredi 18 janvier, directeur du journal, succédant à Robert Bresson. Fontaine a été élu, vendredi 18 janvier, directeur du journal, succédant à Robert Bresson.

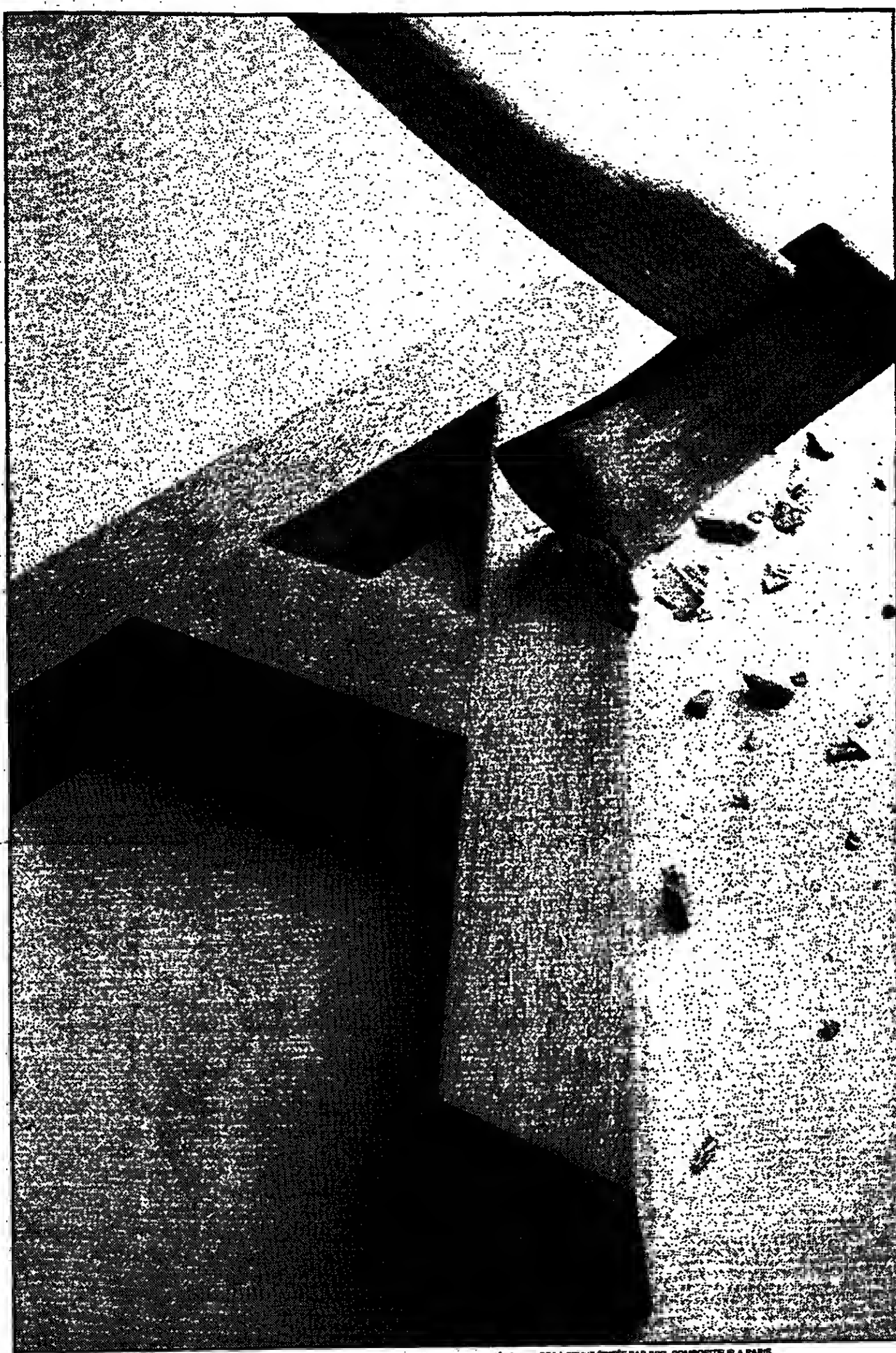


PHOTO DE FRANK DRELMAN, SUR UNE IDÉE DE JEAN-PIERRE GALVIN, POUR LE NUMÉRO « A » DE LA REVUE ÉDITÉE PAR SOI, COMPOSITEUR À PARIS.

## TYPOGRAPHIE ET GRAPHISME : FRANCE, OU EST TON CARACTÈRE ?

Beaucoup des caractères le plus couramment utilisés dans le monde ont été créés dans notre pays. La photocomposition, qui a, depuis quinze ans, définitivement supplanté le plomb, a été inventée par deux ingénieurs français. Mais les machines en service aujourd'hui sont pour la plupart allemandes ou américaines. Y compris en France. Pour relancer la recherche graphique au service de la typographie, le gouvernement a annoncé récemment une série de mesures concernant l'enseignement, l'industrie, et l'éducation au sens large d'une sensibilité à ces disciplines. L'année 1985 s'annonce bien pour les amateurs de belles lettres. (Page III.)

## ROCKERS EN URSS

Il n'y a plus de rideau de fer en Union soviétique pour le rock. Des centaines de groupes, depuis 1980, sont apparus dans tout le pays, et multiplient concerts et festivals. Sans que les autorités puissent s'y opposer, un véritable secteur privé d'édition et de diffusion de musique pour les jeunes s'est organisé jusque sous les murs du Kremlin. (Page VIII.)

## JEAN POPEREN ÉCRIVAIN-BRETTEUR

A un an d'échéances capitales, le secrétaire national du Parti socialiste chargé des élections publie un ouvrage intitulé « le Nouveau Contrat socialiste ». Rien n'échappe à sa plume durcie dans le combat politique. Ni les hommes de droite, « traîtres » et « revanchards », ni la « deuxième gauche », qui prêche le réalisme au détriment des valeurs de la gauche. Une façon de réchauffer l'ardeur de ses militants. (Page XI.)

## SOUS-MARINS DE GRANDS FONDS

(Page VI.)



هكذا من الأصل



## Kiosque

### C'était l'hiver

L'HIVER 84-85, vous vous souvenez ? La France, frileuse par tempérament, était vraiment transie. Gauche ou droite, rien ne tarait plus des climats enclins. Il n'y avait plus que deux tendances dans le pays : chaud ou froid. C'était la consécration dans l'engluure, l'unanimité dans l'enfouissement sous le manteau neigeux, le programme commun du gel. La lutte des classes était rayée de la conscience collective. Seule comptait alors la lutte des masses : masses d'air polaire contre masses d'air tropical.

Des images nous reviennent en mémoire, terribles, inoubliables. Dans l'Oise, des dizaines de vieillards mouraient la nuit dans un hospice en feu tandis que l'eau gela dans les lances des pompiers. A Troyes (en Champagne), un vieux quartier partait en fumée par moins 24 degrés. Le lendemain, il ne restait que des ruines décorées d'énormes stalactites de glace, comme autant de balcons festonnés. On faisait du ski en Normandie. La mer gela dans le Sud-Ouest. Le RER subissait des retards. Les routiers qui, l'ennée d'avant, avaient volontairement barré les routes, les barraient cette fois sans l'avoir voulu, contemplant, impuissants, leurs moteurs devenus silencieux.

Il y avait Nice sous sa chape de blanc. La mimosa fleurit à peine visible sous son fardeau de neige. A Paris, le métro s'était fait accueillant aux malheureux, à ces milliers de sans-abri dont la France doublette découvrait à la fois le nombre et la misère que trois mots, trois besoins, résumaient : manger, dormir, se chauffer.

Cet hiver-là, aussi, la nature fut plus que cruelle : meurtrière. Après deux semaines de froidure, on faisait le bilan : cent quarante morts de froid dans l'Hexagone. Comme au Moyen Âge ! L'un était mort chez lui parce qu'il ne pouvait pas se chauffer. L'autre était mort dans un fossé après une glissade nocturne. Là, une femme pérorait éphémère pour s'être trop caïfée. Partout des solitaires, des marginaux, des faibles parmi les faibles tombaient, en première ligne, sur le front du froid.

C'était cela, l'hiver 1985 avant le redoux. Paris-Match avait pour lui des mots très durs, comme ce titre : « Partout en France, le froid tue, détruit, saccage ». VSD s'interrogeait : « Qu'est-ce qui fait mourir de froid ? » Le Figaro Magazine choisissait traiter un sujet animal : « Froid : seuls les chiens de traîneau sont à la fête ».

Mais le froid, comme l'hiver, n'a-t-il pas un sens ? L'hiver 84-85, c'est un peu du passé. Maintenant que l'année ne gèle plus dans les engluements (pour combien de temps ?), on peut sans doute, à tête reposée et réchauffée, faire un bilan, en tirer une leçon, un enseignement.

D'abord, ce fut l'occasion de touchantes retrouvailles qui ont, réjouit le cœur de Jean Cau. Il écrivait dans Paris Match à propos de l'aide apportée par l'armée aux chiffonniers d'Ennais : « Harnu donnait la main à l'abbé Pierre. La ministre socialiste et franc-maçon des armées volait au secours de la soutane d'un visux prêtre. Adieu socialisme, c'est saint Marin déguisé en Harnu qui, au nom de Dieu, partage son manteau d'officier romain avec le pauvre. Et la « solidarité » laisse devenue la très humble et très éternelle charité chrétienne. À cause de ce que ne prévoyait ni les statistiques, ni les bureaux, ni les papiers : la froid ».

Mais, au fond, maintenant que c'est fini, on peut bien admettre que ce n'était pas si terrible. Frisquet, bien sûr. Tragique, pas pour tout le monde. Il y en a qui ont fait leur beurre

sous la neige. Et puis ce froid n'a eu qu'un temps (touchons du bois...).

Si nous en avons souffert, c'est peut-être que nous sommes tout simplement des mauviettes. Dans le *Nouvel Observateur*, le professeur Jacques Labeyrie, physicien au Commissariat à l'énergie atomique, relativise nos petites misères et nous conseille de nous enlever car « nous allons bientôt entrer dans une nouvelle période glacière ». Ce que nous venons de vivre ? Pas de quoi fouter un météorologiste : « On ne peut même pas dire que les températures, dans l'ensemble, aient été anormalement basses pour la saison. C'est plutôt l'absence de paillettes vagues de froid, plusieurs hivers de suite, qui avait quelque chose d'anormal ».

Il peut donc y avoir pire. Il devrait y avoir pire. M. Labeyrie suggère que nous nous y préparions comme ces astronomes qu'il a vus travailler en hiver, la nuit, par moins 3 degrés en Haute-Provence : « Ils avaient la goutte au nez et quand elle tombait sur leur anorak elle gela. Cela ne les empêchait pas de procéder, avec leurs mains nues, à des montages électroniques délicats. Mais ils étaient entraînés. Tandis que la plupart des citadins, de nos jours, vivent comme des fleurs de serre. Si on a le malheur de les exposer à l'air libre, elles meurent. Elles n'ont pas l'habitude ».

Se faire traiter de plante de serre par un physicien n'est jamais agréable. Mais reconnaissons qu'il n'a pas tort. A peine un flocon de neige a-t-il effleuré le bout de nos oreilles que nous crions au scandale. Non, l'hiver n'est pas un scandale, il est une saison. Dans *Révolution*, hebdomadaire du PCF, Pablo de la Higuera le dit très joliment : « Viendra la temps du redoux (...) On s'apercevra alors que la neige aura été bonne car, comme l'expliquent les paysans de ma Castille natale — « il gèle tous les hivers sans en faire tant d'hiver », elle rend la terre douce et tendre, propice à la fécondation ».

Et puis, que diable, l'a-t-on assez dit, ce n'est pas le premier hiver qu'il a subi la douce France ! Dans le *Pèlerin* Emmanuel La Roy Ladurie le redit : « Notre hiver 1984-85 n'est qu'un épisode dans un cycle normal et naturel. Au regard de l'histoire, ce n'est pas du tout un événement extraordinaire ». Tout le problème, cher professeur, c'est de savoir si, quand il gèle à la petite aube, en rasant sa moustache crayeuse et ses joues gercées, le Français de 1985 situe ses petits soucis dans une perspective historique ou s'il n'a d'abord en tête l'épaisseur du paletot tricoté par madame ?

Reste que nous exagérons et que le froid nous a fait tous devenir, si l'on peut dire, méridionaux, excessifs. L'événement du jeudi a pris le parti de dénoncer un second degré un travers national : la recherche des responsabilités et ce thème que traverse les Républiques : que fait le gouvernement ? Quoi qu'il se passe dans l'Hexagone, le pouvoir est en cause. Et l'événement peut tirer sa démonstration : « Le froid qui tue. Mitterrand complice ». On a bien accusé, dit ce journal, le Parti socialiste d'être « directement responsable de l'assassinat en chaise de plusieurs petites vieilles du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». Alors pourquoi la gauche ne serait-elle pas la cause de l'hiver ? Bon sens mais c'est bien sûr ! Mais attention : si le printemps revient il faudra admettre — aussi — que c'est aux socialistes qu'on le devra.

De l'air polaire dans les petites cellules grises : c'était aussi cela l'hiver 1984-1985.

BRUNO FRAPPAT.

### Humboldt Panarchiste

Vous avez fait paraître dans le *Monde Aujourd'hui* daté 30-31 décembre un article de M. Maurice Clément à propos de Wilhelm Humboldt. Cet article va permettre de mieux faire connaître sa pensée, relativement ignorée, ainsi que son apport dans le domaine linguistique. Tant mieux.

Mais pourquoi, en mentionnant ses prises de position antiracistes et anticonformistes, parler de son humanisme libéral ? La simple lecture de ses *Essais sur les limites de l'action de l'État* (qui attendent toujours d'être réédités...) fait apparaître non pas un libéral, mais l'un des premiers et des plus vigoureux défenseurs des valeurs libertaires.

Libertaire ou anarchiste, au sens où cette doctrine se définit comme un communisme libertaire, à l'opposé donc du terme américanisé

« libertarien » — très en vogue actuellement dans les milieux se définissant comme « libéral-libertaire » — qui n'est qu'un nouvel oripeau de la libre entreprise, « pure » car « anti-étatique » : le renard libre dans le poulailler libre.

Parler de Humboldt sans qualifier correctement sa pensée, qui permet justement de comprendre son action, c'est refuser de rappeler que le géographe Elisée Reclus était aussi un anarchiste, que le peintre Pissarro était aussi un anarchiste, que le linguiste Chomsky est aussi un anarchiste... L'anarchie fait peur ; mais l'anarchie, ce n'est pas le chaos : c'est l'ordre moins le pouvoir.

JEAN-JACQUES GANDINI  
(Montpellier.)

### L'architecture sinistère

Je tiens à vous dire combien j'ai apprécié la lettre de Lionel Schein dans le *Monde Aujourd'hui* daté 13-14 janvier 1985. Intitulé « 20 000 architectes en herbe ». Doit-il être considéré comme ouvrant le débat annoncé par Frédéric Edelman dans la même numéro ? Je vous félicite dans tous les cas d'avoir compris l'importance du drame qui pèse sur l'architecture en France depuis plus de quinze ans. Il appelle une violente réaction

de la part de ceux qui sont restés sensibles à l'art des constructions depuis la plus haute Antiquité jusqu'à nos jours.

Il paraît absolument nécessaire que l'architecture retrouve en France la place qui est la sienne dans les nations occidentales qui nous entourent.

PIERRE FORESTIER,  
architecte urbaniste  
(Paris.)

### Plum ! Plum ! (suite)

Je viens de lire les quelques lignes de Pierrette Bonenfant parues dans « Le courrier des lecteurs » du *Monde Aujourd'hui* daté 13-14 janvier 1985 sous le titre « Plum ! Plum ! ».

Le « Hôles pudding » auquel elles se rapportent m'avait bien amusé et je n'étais fait un malin plaisir d'en parler à mes enfants à qui, chaque année, j'offre l'« épreuve » du pudding, ce dont ils sont ravis du reste.

J'estime qu'il ne faut pas condamner ce que l'on ne connaît pas. Une restriction cependant : la recette de ma grand-mère paternelle, qui était anglaise, comportait du beurre et non de la graisse de rognons de bœuf que nous n'avons utilisée que pendant les années de guerre.

Qu'il y ait encore pour moi de nombreuses années accompagnées de pudding !

MAUD VERDIER  
(Champigny-sur-Marne.)

## Publi-Regards

### NRJ et ses calicots

La manifestation était organisée par un publicitaire.

LA publicité politique est, petit à petit, entrée dans les mœurs du temps. Giscard devant un planisphère ou Mitterrand sur fond de France rurale bleue-blanc-rouge, on connaît. Plus près de nous, il n'est pas jusqu'au candidat à l'élection cantonale qui n'en passe par les conseils d'une agence spécialisée.

Fait plus surprenant et apparemment sans précédent en France : l'achat d'un encart d'autopublicité par l'agence de Bonneville Orlandini, paru en quatrième page de couverture du mensuel *Création*. Que nous montre-t-on ? Une grande photo de la manifestation organisée principalement par NRJ le 8 décembre dernier à Paris contre une menace précise de suspension d'émission. Que nous dit-on ? Sous le titre « De Bonneville Orlandini descend dans la rue », un texte court affirme : « Ils étaient 200 000 à 300 000 fans à la grande party de NRJ. Sous les banderoles de Bonneville Orlandini (...) ».

Cette lecture incite donc à penser que ce ne sont pas de simples auditeurs qui sont venus, de l'Hôtel de Ville à la République, défendre leur station préférée, mais les « agents » de publicitaires en charge de la promotion d'un média nouveau qui s'est très tôt affirmé leader de la FM parisienne puis de la FM française, par la mise en place de filiales en province solidement organisées.

Car c'est bien l'agence de Bonneville qui a entièrement monté cette manifestation, dont le succès a surpris, au-delà des pouvoirs publics, les instigateurs eux-mêmes. Une première dans le monde de la publicité. « Samedi 1<sup>er</sup> décembre est paru au Journal officiel le décret annonçant les sanctions contre six stations FM parisiennes », raconte Pierre de Bonneville, patron de l'agence qui porte son nom. « Le lundi, NRJ nous avertit qu'elle a décidé d'organiser un rassemblement à l'Hôtel de Ville le samedi suivant pour protester contre une suspension de trente jours. Tout de suite, nous leur donnons deux idées : ne pas politiser ce rassemblement, car la station est elle-même complètement apolitique, et tout débordement serait catastrophique pour son image. Un seul mot d'ordre donc : « NRJ continuera de chanter ». Pour le concret, c'était notre deuxième idée, nous avons invité les auditeurs à amener leurs postes de radio afin qu'ils puissent chanter et danser lors du rassemblement. Cela résolvait du même coup l'éternel problème de la sonorisation des manifestations ».

Après cette première phase d'alerte, Pierre de Bonneville met sur le grill un directeur artistique, un concepteur-rédacteur, un chef de pub et un commercial, le team habituel de toute bonne campagne de publicité, et leur demande de « concevoir » la manifestation. On décide ainsi de la confection d'un tract que les audi-

teurs devront venir chercher à la station pour les distribuer. Puis on cherche à annoncer le rassemblement dans la presse. Tout de suite, le quotidien du groupe Hérault *France-Soir* répond aux sollicitations de l'agence et offre une page entière. Sur les tracts comme dans cette page, on retrouve le hamburger, signe de reconnaissance des annonces de la station, et un slogan : « NRJ ne se laissera pas bouffer ».

Le jeudi, l'agence fait confectionner une série de banderoles, lettres noires sur fond jaune, qui représentent les « jingles » de la station, les slogans publicitaires créés chez de Bonneville et des accroches plus actuelles : « NRJ continue de chanter », « Nous ne voulons pas devenir des stars du muet », « Tous pour la musique », « La victoire en chantant ». Les manifestants, le samedi, chanteront d'autre part le « claim » NRJ, « la plus belle radio », diffusé sur l'antenne, inventé en 1983 par de Bonneville.

« La communication, si elle est un acte professionnel volontaire, peut faire des merveilles, explique Pierre de Bonneville. Mais une agence n'est rien sans son client. Or les menaces qui pesaient sur NRJ nous ont permis de réaliser un travail fort, centré sur la personnalité de notre client. Nous avons choisi des slogans émotifs... Personne ne peut empêcher NRJ d'être, ce serait couper le cou d'un oiseau. Enfin, l'attitude des pouvoirs publics n'était pas acceptable. Elle était maladroite, injuste,

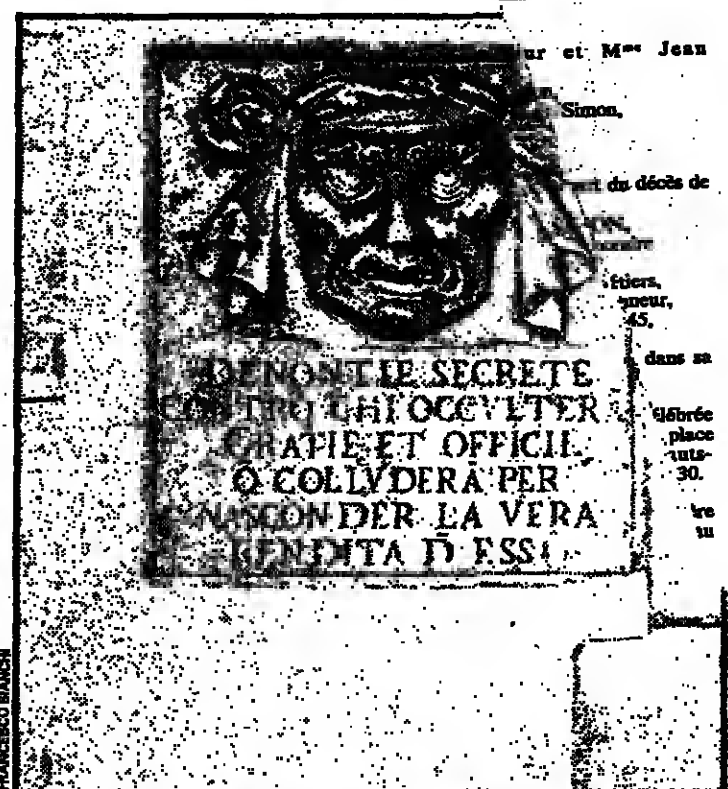
des années l'Organisation mondiale de la santé souhaite l'interdiction de l'élevage. Or, au cours du symposium sur la sécurité du consommateur face à l'alimentation (Paris, 21-22 mai 1981), le professeur Mithaud rappelle qu'il était « largement utilisé en médecine vétérinaire », plaçant d'ailleurs pour un maintien contrôlé de son emploi en raison des grands services qu'il rend à l'élevage. Plusieurs parlementaires ont interpellé la Commission des Communautés européennes sur l'interdiction du chloramphénicol : la réponse donnée (le JO CEE du 16 avril 1984) à une question posée le 19 décembre 1983 signalait certaines interdictions et laissait espérer de nouvelles mesures, mais montrait qu'il y avait encore des emplois autorisés.

ALAIN GAUSSEL,  
Laboratoire coopératif  
pour l'information, la protection  
et la représentation  
des consommateurs  
(Saint-Prix).

« Certes, nous devons au gouvernement socialiste notre droit d'exister, renchérit Jean-Paul Baudécroux, président de NRJ. Mais il n'avait pas compris, avant notre initiative, l'importance des radios locales privées. La FM donne du plaisir aux jeunes, une qualité de vie énorme dont on les avait privés trop longtemps. Les pouvoirs publics ont essayé de nous marginaliser et ont mal traité le dossier de la FM. Nous sommes l'avenir, les stations périphériques ne cessent de perdre de leur audience. C'est pour toutes ces raisons que tant de jeunes sont venus nous soutenir. Nous ne défendons qu'un seul parti : la musique ».

Il reste cependant, et c'est un avertissement pour beaucoup, que la complicité d'un média fort et nouveau et d'une agence de publicité peut, en quelques jours à peine, permettre de trouver les soutiens nécessaires à une mobilisation que nul ne pouvait soupçonner jusque-là et inquiéter le pouvoir. Encore ne s'agissait-il là que d'une cause toute simple.

OLIVIER SCHMITT.



Boîte destinée aux lettres de dénonciation dans la cour du palais des Doges à Venise.

### Le bon usage des antibiotiques

Vous avez publié dans le *Monde Aujourd'hui* daté 6-7 janvier 1985 un fort intéressant dossier sur les antibiotiques. Vous y écrivez, page 5, que « l'Europe de l'Ouest a en théorie des antibiotiques à des fins d'élevage (...) ». N'est-ce pas, même avec la restriction « en théorie du moins », donner une image trop optimiste de la réalité ?

Car les faits sont les suivants. L'usage dans l'alimentation des animaux de nombreux antibiotiques reste parfaitement légal. L'arrêté français du 20 mars 1981, toujours en vigueur à quelques modifications près, en donne une liste. Il est vrai qu'il ne s'agit pas, en général, d'antibiotiques largement utilisés en médecine humaine.

L'usage thérapeutique des antibiotiques en médecine vétérinaire reste autorisé, et là il s'agit souvent d'antibiotiques également utilisés en médecine humaine. Un cas particulièrement préoccupant est celui du chloramphénicol, dont depuis

مكتبة من الأصل



# Typographie et graphisme

## La France avec du caractère

Un gouvernement de gauche pouvait-il ne pas entendre les doléances des amoureux de la belle lettre ?

« **L**ES mots sont les singes des idées... Non, pardon ! » Les mots sont les signes des idées. Cette inversion de caractères qu'Eugène Bontiny, dans son *Argot des typographes*, réédité par Les Insolites, tient pour « la reine des coquilles », illustre de façon plaisante les liaisons dangereuses que l'esprit et la lettre nouent par l'intermédiaire du typographe.

Mais s'il convient de choisir sans se tromper les signes pour que leur union imprimée ait un sens, l'instrument de l'écriture mécanique, et désormais photographique, est lui-même chargé de signification. Les caractères ont une silhouette, une histoire, une famille. Ils sont gras ou maigres, romains (droits) ou italiques (penchés). Ils ont un œil, une tête et un pied (quand ils sont en plomb), un ou plusieurs jambages et, de toute façon, un corps qui distingue leur taille dans un même type.

Ils ont un nom. Les plus prestigieux portent celui de leur inventeur (*garamond*, *baskerville*, *bodoni*) ou de leur commanditaire (*times*, *peignot*). Les plus récents sont affublés d'appellations fantaisistes (*souvenir*, *tiffany*, *sorbonne*) ou révélatrices d'une ambition hégémonique (*univers*), d'ailleurs en passe d'être atteinte.

La plupart des caractères ont du caractère : sveltes, trapus, forts, élégants, délicats, efféminés, sophistiqués... Pourtant, on pourrait craindre, à la faveur des nouvelles techniques et du relâchement des mœurs esthétiques, qu'étant issus d'accollements hasardeux ou de distorsions mal contrôlées, ils aient de moins en moins de personnalité. Et moins encore de nationalité.

Fort, pourtant, d'un glorieux passé graphique dont l'imprimerie nationale est l'un des temples trop discrets, la France s'est laissée complètement distancer. La Lumotype a été inventée par deux ingénieurs français, Higonet et Moyroud, mais le matériel que nous utilisons aujourd'hui est à 90% américain ou allemand. Le *garamond*, dessiné pour François I<sup>er</sup>, pieusement conservé sous vitrine à Paris,

nous revient sous quarante-sept variantes dans le catalogue américain.

C'est dommage pour la balance commerciale. C'est navrant pour les graphistes français — notre pays en compte de fameux — qui ne peuvent faire entrer leurs créations dans des machines « verrouillées » électriquement et sont contraints de travailler pour le compte d'entreprises étrangères.

Un gouvernement de gauche qui se flatte de relever le gant tricolore dans la compétition culturelle ne pouvait manquer d'entendre les soupirs argumentés des amoureux de la belle lettre, graphistes et calligraphistes, graveurs ou écrivains-typographes.

En annonçant, à la fin de 1984, un « plan de relance graphisme et typographie », le ministre de la culture a donc énoncé quatorze actions concernant l'enseignement, l'industrie, la commande publique, résultat des réflexions d'un groupe de travail qui avait associé pendant deux ans des spécialistes et des fonctionnaires de plusieurs ministères.

Le souci de préserver ou de développer une culture technique, nationale, serait-il mieux partagé à gauche ? Jérôme Peignot, qui rapproche ci-dessous le travail des constructivistes russes et l'état d'esprit « socialiste » de quelques écrivains-typographes français des siècles passés, le pense : « La France n'a pas d'avenir graphique », estimait M. Jean-Philippe Lecat, rappelle-t-il volontiers, et le précédent gouvernement laissait supprimer des emplois par milliers dans l'imprimerie, fermer des entreprises prestigieuses, acceptant ainsi que l'étranger traitât la moitié des livres de classe.

Issu d'une famille de prestigieux fondateurs dont le caractère dessinait par Cassandre, dans les années 30, porte le nom, Jérôme Peignot se définit comme « un écrivain qui ne se sépare pas le signifiant du signifié ». Militant de la cause typographique, il a été, avec Ladislav Mandel, avec les compagnons de Lure, et d'autres fanatiques défenseurs d'une tradition nationale, à l'origine des travaux interministériels de



« Les lettres sont naturellement bien proportionnées, à la semblance du corps humain. » Geoffroy Tory dans *Champfleury* (1524) in *Célébration de la lettre*, de Raymond Gid (Rencontres de Lure, 1978).

« relance » du graphisme dans la typographie. Le dossier est solide, et il y a fort à faire. Sans parler de l'illisibilité de certains vidéotextes, où les lettres, uniformément machées, géométriquement divisées, scintillent pour la plus grande confusion du « lecteur ».

Le développement rapide des nouvelles techniques de composition, l'abandon du plomb au profit de l'image photographique, n'ont pas été accompagnés de la recherche approfondie de graphismes appropriés.

Les machines tournent de plus en plus vite (le laser arrive) et reproduisent plusieurs centaines, voire plusieurs mil-

liers de caractères par seconde. On attend la quatrième génération des photocomposeuses, mais on s'est généralement contenté d'y engranger, plus ou moins déformées, les signes utilisés au temps du plomb, et spécialement gravés pour lui. En aidant à l'industrialisation d'une photocomposeuse française, les pouvoirs publics voudraient aussi améliorer le « contenu ». Où est le temps où un grand journal demandait à Stanley Morison de créer un caractère qui allait porter son nom, le *times* ?

Le « progrès » entraîne des simplifications regrettables : alors que les caractères de

plomb étaient redessinés pour les grands « corps », ils sont aujourd'hui directement agrandis par la photographie, ou bien inclinés pour passer en italique sans que le rapport du plein et du vide soit adapté à leur nouvelle allure. Ainsi, la plupart des polices de caractères sont aujourd'hui disponibles en photocomposition, mais seuls certains, dans quelques dimensions, supportent bien, selon les spécialistes, ce transfert.

Un caractère domine, l'univers : spécialement étudié par le Suisse Adrien Frutiger en 1954 pour la Lumotype, prototype français de la première photocomposeuse, conçu dès l'origine avec de nombreuses

variantes, il s'est imposé — notamment à la « une » du *Monde Aujourd'hui* — par une nudité et une rigueur modernes. C'est un caractère sans empattement, sans pleins ni déliés, à la sobriété un peu lassante, et qui supporte, hélas ! d'être « étroitisé ». Les machines sont capables, aujourd'hui, de reproduire des tracés beaucoup plus complexes, mais on ne leur demande pas.

Dans ce domaine comme dans d'autres, l'industrie commande une véritable uniformisation culturelle. L'exemple de Letraset, qui répand à partir de Londres, depuis vingt ans, ses lettres pré-dessinées sur papier-calque, n'est que le signe le plus banal d'un désintérêt pour la création graphique, chez les professionnels du dessin, pressés par la productivité, et chez les particuliers, à qui l'on n'enseigne plus le goût de la calligraphie.

D'autres « signes », plus gais ? Outre la mise en place d'un atelier de création à l'imprimerie nationale à la rentrée, l'année 1985 s'annonce faste pour l'art typographique. C'est l'école Estienne, la « Polytechnique » de cette discipline, qui expose jusqu'au 9 février au Musée de la poste, à Paris. C'est, pour l'automne, une grande exposition, « Typographismes », annoncée et préparée par Jean Vernel au Centre Pompidou. Le moment où jamais de s'interroger sur le sort réservé aux mots et aux lettres dans la société des années 80, si peu de temps après que Marshall McLuhan l'eût vouée au règne de l'image et du son.

Qu'une jeune imprimerie autogérée cultive avec succès le divertissement typographique peut sembler marginal... Qu'une grande entreprise de composition, l'une des quatre premières en France, édite un véritable magazine à la gloire de la lettre, en faisant appel aux créateurs de la publicité, pour s'exprimer chaque fois autour d'une lettre (le A de notre couverture en est extrait) et qu'elle s'approprie à tirer le n° « D » à quatre mille cinq cents exemplaires, cela est plus significatif d'un goût moderne pour ces « images » aussi anciennes que l'écriture.

MICHELLE CHAMPENOIS.

## Pour une politique du signe

Avant l'expérience des constructivistes russes, socialisme et typographie étaient déjà, en France, des compagnons de route.

TROIS auteurs de haute volée ont été, entre 1750 et 1850, des ouvriers typographes qui l'exercice de leur métier a peu à peu transformés en écrivains engagés. À la façon de ces « constructeurs de livres » (selon la formule d'El Lissitzky) : de tracts ou d'œuvres typographiques que sont les constructivistes russes. Ces écrivains sont Restif de La Bretonne, Pierre Leroux et Michelet.

Sous l'Ancien Régime, les ouvriers typographes portaient l'épée et, dans l'imagerie populaire, parce qu'ils savaient lire et écrire, ils passaient pour l'élite du monde ouvrier. Pour intellectuel qu'il fût, leur travail n'en était pas moins harassant. Ce travail avait cependant l'avantage de faire d'eux des hommes d'autant plus aguerris pour le combat politique que leur souffrance, autant que leur intime connaissance de la langue — jusque dans les arrières-plans de sa construction — les armait d'une puissance redoutable. Evoquant son travail épuisant de typographe à l'imprimerie royale, Res-

tif de La Bretonne écrit : « L'ouvrier supporte jour et nuit les plus durs travaux dont il sait que rien ne peut l'affranchir, que la mort, dans l'espoir d'aller le dimanche à la guinguette boire du vin détestable et manger un ragoût de cheval égaré avec le grosier et peu ragoûtant objet de son amour ».

Marc Chadourne précise dans son livre (1) que « ces criantes injustices, il fallait être, pour les constater et vouloir réformer, le compagnon Nicolas Restif payé cinquante sous par jour à l'imprimerie royale, une geôle où tous les ouvriers étaient enfermés comme des animaux pour être lâchés aux heures des repas ».

Des ouvriers plus exploités encore que d'autres mais aussi des travailleurs amoureux de la belle œuvre. Comme si, investis du pouvoir quasi magique de capter l'impalpable, en bonne logique, un typographe ne pouvait être qu'un artiste.

Si c'est tout naturellement que, d'ouvrier typographe qu'il

était, Restif est devenu un écrivain, c'est entraîné par le même mouvement qu'écrivain il en est venu à élaborer une typographie à sa mesure. Dans *Les Illuminés*, Gérard de Nerval nous décrit Restif composant lui-même *Monsieur Nicolas* : « Il avait pour système d'employer dans le même volume des caractères de diverses grosseurs, qu'il variait selon l'importance présumée de telle ou telle période. Le caractère était pour la passion, la gaillarderie pour le simple récit ou les observations morales ; le petit-roman concentré en peu d'espace mille détails fastidieux mais nécessaires. Souvent, pour marquer les longues et les brèves, il employait dans le milieu des mots soit des majuscules, soit des lettres d'un corps inférieur. » Quand on sait d'où Restif vient, elle est belle cette volonté que l'écrivain manifeste de, typographiquement parlant, serrer la vis et, partant, la souffrance de toujours plus près. Lisant les livres qu'il a lui-même composés à partir

des principes typographiques qu'il a définis, il semble que l'on perçoive le frémissement d'existences d'êtres d'autant plus libertins qu'ils étaient déshérités.

Quant à l'homme engagé, c'est à un historien soviétique commentant l'œuvre de Restif que revient le mérite d'avoir, le premier, souligné l'originalité de son idéologie. « Chez lui, dit-il, le socialisme ne demeure pas dans le domaine abstrait, mais il veut le voir mis en pratique et fait de la propagande pour ses idées... Il ne considère pas le socialisme comme froid, irréductible et statinnal, mais comme un mouvement qui se développe actuellement. » Restif, un constructiviste avant la lettre ? De toute façon, que Restif ait été un penseur révolutionnaire est incontestable. Il en a témoigné, ne serait-ce qu'avec le *Paysan pervers*, ouvrage grâce auquel Pierre Leroux voyait en lui non seulement l'inventeur du phalantère dont Fourier se prétendait l'initiateur, mais aussi « un précurseur de nos socialistes ».

Après Restif de La Bretonne, Pierre Leroux, justement. Curieux tout de même que cet inventeur du mot *socialisme* ait été, lui aussi, typographe. A croire que ce métier va, comme fatalement, de pair avec l'engagement révolutionnaire. Ce n'est pas ici le lieu de rendre à ce très grand esprit, que Karl Marx appelait « le génial Leroux », Michelet « l'illustre ouvrier », et à qui George Sand a rendu un hommage marqué, à ce compagnon de Victor Hugo en exil à Guernesey, la place qui est la sienne, en tout premier rang parmi ceux qui ont forgé le socialisme. Il importe surtout d'insister sur sa contribution au soulagement de l'oppression qui pèse sur les travailleurs, dont, parce qu'il fut l'un d'eux, Leroux connaît parfaitement la condition. Sa vie d'« ouvrier compositeur » devait le conduire à l'invention du planotype, une machine qui, si Leroux était parvenu à en peaufiner le prototype, aurait été l'ancêtre de la minotype. Grâce à cet appareil, Leroux, à l'encontre de ceux qui s'opposaient, y com-

pris par la force, à la modernisation de la typographie, n'aspirait qu'à délivrer les nuivriers d'un labeur sous le poids duquel leur vie était littéralement broyée. Cette exploitation devait par la suite inciter Leroux à une réflexion sur la condition ouvrière de son temps et, par-delà, à faire de « l'ouvrier à l'imprimerie composant les livres des autres » un authentique écrivain.

Parmi les précurseurs des constructivistes qui ont manifesté la volonté de confondre en une seule et même action leurs métiers de typographe, d'idéologue et de révolutionnaire, il faut encore citer Michelet, qui appartenait à une famille d'imprimeurs et qui, lui aussi, exerça ce métier.

Dans une lettre à Edgar Quinet, à qui il envoie *Le Peuple*, il écrit : « Ce livre, je l'ai fait de moi-même, de ma vie, et de mon cœur. (...) »

JÉRÔME PEIGNOT.  
(Lire la suite page IV.)

(1) *Bulletin de l'Académie des Sciences d'URSS* ainsi que dans la *Pensée*, mai-avril 1958. Réf. Marc Chadourne.



### L'exemple constructiviste.



écriture digitale  
le futur à l'imprimerie nationale

## Un empire sur papier-calque

Vingt ans après, Letraset est devenu un nom commun.

ne doit pas arrêter le regard. J'ai réalisé, pour les Italiens et les Belges, les caractères d'annuaire téléphoniques. Je fais la même chose au Portugal. Chaque fois, il faut dessiner différemment en fonction de la morphologie des noms propres, de leurs musiques. On ne peut pas manipuler électriquement sans réfléchir à cette question simple. Le lecteur doit pouvoir se projeter dans une écriture, y trouver le reflet de sa psychologie. Pas ma faute, à part ça, si le minuscule français est illisible.

Jusqu'à 1977, la firme Photon — qui, déjà en 1968, avait rapatrié son matériel de leur pays d'origine, entre autres, de voir détournée à la française par le contrebandier — Ladislav Mandel a proposé des aménagements de programmes pour répondre aux spécificités de l'Hexagone. Un E capitale, par exemple, ne se trouve jamais avec accent en anglais. Il redessinaient. « On dessine d'abord avec la tête, dit-il, même en digital. »

En 1977, ses employeurs américains ont fermé leur succursale en France. Cependant, le jour où nous l'avons rencontré, on appelait Mandel de Boston pour lui demander un conseil du genre « accent sur la majuscule ».

Voilà pourquoi, il y a plus de deux ans déjà, il signait un rapport commandé par le ministère de la recherche sur la nécessité d'un atelier de création graphique intégré à l'imprimerie nationale, — rapport que l'inspecteur des enseignements artistiques, aujourd'hui désigné par le CNAP, a quasiment repris idée pour idée.

Mandel, s'il ne croit guère à la percée industrielle d'une éventuelle photocomposeuse française sur un terrain déjà plus qu'occupé, croit fermement à une concurrence par la qualité des signes made in France.

Est-il trop tard ? Peut-être que non. Il sait qu'il existe des prototypes d'une machine simple de la deuxième génération qui pourraient faire l'affaire des stagiaires de l'atelier quel que soit son âge en haïche en Suisse. Pas trop chère : le brevet appartient à Autologic, qui l'a hérité de la société Bobst. Il croit que les Français pourraient récupérer, en le corrigeant, un projet d'Honeywell Bull baptisé « Mathilde », un système d'imprimante non compacte à laser.

Il choisit, pour présenter ces choses compliquées, des termes images, et si on lui demande en fin de compte de quoi se constitue à ses yeux le « caractère français », il remonte à l'Égypte. Et on l'y accompagne avant de revenir dans notre pays où s'est inventée l'écriture gothique, verticale, rigoureuse, à deux temps, cadencée, où l'on a basculé — au temps de François I<sup>er</sup> — vers l'Italie et la Renaissance, à l'écriture-ronde, sensuelle, écrite à quatre temps d'humanistes gais.

« C'est cet équilibre instable, notre typographie. C'est Garamond abandonnant le gathique. Violence et douceur. Une moyenne entre la raison et le plaisir de vivre. La rouge et le bleu. Il faut intégrer l'intelligence de la lettre dans le langage des formes. Sensibiliser tous ceux qui, de près ou de loin, ont affaire à elle, et en premier lieu les informaticiens, cette nouvelle caste de grands prêtres. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

PRÈS avoir sélectionné le type de caractère désiré, appliquez sur la surface à imprimer le calque-support et frottez le dos de celui-ci avec une spatule, ou tout autre objet en faisant office, à l'endroit de la lettre choisie... et voilà — presque instantanément et simplement — un mot, ou un titre, tout composé, en cheltenham medium ou en new roman times (1).

Qui n'a pas, un jour ou l'autre, employé le procédé Letraset pour se transformer en Gutenberg amateur afin de présenter un quelconque document, ou un dossier, concevoir l'en-tête du papier à lettres pour son entreprise, faire les légendes d'un tableau ou d'une carte ? Les différentes applications sont innombrables et ne cessent de se multiplier, de la maquette de presse ou d'édition au menu de restaurant, du plan d'architecte au projet d'annonce publicitaire, de l'équipement des produits dans les magasins à la signalisation ou au fléchage à l'intérieur d'un immeuble ou d'une exposition en passant par le générique de télévision.

Letraset compte parmi son immense clientèle les utilisateurs les plus inattendus, comme ce chanteur pop anglais, Boy George, qui — sans doute pour se donner davantage de caractère — a eu recours au système de la lettre-transfert pour son maquillage de scène. Le catalogue Letraset a aujourd'hui les dimensions d'un annuaire téléphonique. Cette société britannique n'a guère de concurrents dans le monde « si ce n'est à un niveau régional », précise, avec la confiance modeste que permet la réussite, M. Mark

Batty, directeur du marketing pour l'Europe. Non seulement Letraset s'est taillé un quasi-monopole dans l'industrie internationale de la lettre-transfert, mais encore la marque — dont le nom est devenu appellation générique — est elle en mesure d'imposer ses propres créations dans le domaine de l'art graphique où son influence est considérable.

L'entreprise est fondée en 1956 à Londres. Elle ne compte que quelques dizaines d'employés et commence par diffuser des planches de caractères d'imprimerie à reproduire selon la méthode ordinaire de la décalcomanie, c'est-à-dire avec l'utilisation d'un tampon humide.

Ce n'est qu'en 1961 que Letraset, qui compte alors trois cents employés, lance le procédé de la lettre-transfert « à sec », dont l'emploi, on ne peut plus facile, va connaître très rapidement un incroyable succès. Le développement de la société est tel que dès 1963 elle est cotée en Bourse. On s'arrache ses actions, et leur cours fait un bond de 70 % en quelques jours. L'année suivante, Letraset exporte déjà près de 75 % de sa production. En 1968, une usine est construite à Ashford, à la périphérie de Londres. A présent, Letraset compte mille quatre cents employés, et le montant de ses profits a atteint l'an dernier environ 100 millions de dollars (près de 1 milliard de francs).

Au cours des années 70, la société accroit son hégémonie en établissant des filiales dans différents pays, aux États-Unis, en France (qui est actuellement, après la Grande-Bretagne, les USA et le Japon,

au quatrième rang de son marché), et jusqu'en Australie (où est installée une petite chaîne de magasins). Elle recherche également la diversification en procédant au rachat de plusieurs sociétés, notamment dans les secteurs du jeu de société et de la philatélie.

A-t-on vu trop grand ? M. Batty affirme qu'il s'agit plutôt pour Letraset de « trouver un cadre approprié à la mesure des nouvelles dimensions de l'entreprise ». En 1981, Letraset s'intégrait dans le groupe multinational d'origine suédoise ESSELTE, qui est spécialisée dans l'étiquetage (Dyma), l'emballage, l'équipement de bureau, et qui étend maintenant ses activités à l'informatique et à la vidéo.

Cela permet à Letraset de compléter sa panoplie et par exemple, de prendre aux États-Unis le contrôle d'une fabrique d'encadrement.

Mais le système de la lettre-transfert perfectionné et lui aussi diversifié reste le pion essentiel de l'entreprise, d'autant que, dans cette chasse gardée, les rivaux sont rares, tenus à distance même sur leur propre territoire (Charpack en Amérique du Nord, Mecanorma — du groupe Revillon — en France et au Benelux. Non sans fierté, M. Batty affirme que Letraset, même quand il y a compétition, continue d'augmenter sa part de marché « sinon au niveau des prix en tout cas pour la qualité, l'éten-

due de la gamme des produits et une capacité à répondre à la demande dans les délais les plus brefs ».

Après avoir gagné une vaste clientèle nouvelle, Letraset s'est de nouveau orientée vers la fourniture des professionnels : architectes, dessinateurs industriels, publicitaires. De la lettre, la société est passée aux signes et aux symboles, aux éléments préfabriqués de dessin. Letraset compte mettre de plus en plus l'accent sur l'innovation dans le style des caractères. Elle possède son propre studio de création et plus de deux cents caractères sur les six cent vingt-huit fournis par la maison lui appartenant ou propre et sont couverts par un copyright.

M. Collin Brignall, directeur du stylisme, souligne qu'aujourd'hui l'influence de l'informatique et de l'électronique est telle que la création de nouveaux caractères doit en tenir compte, qu'il s'agisse de lettres ou de chiffres. « Mais il s'agit toujours d'un art », affirme-t-il, et à ce propos il remarque que « la France tient toujours une place particulière en raison de la grande tradition de la calligraphie, qui reste une référence ».

On est loin désormais de l'époque où Letraset voulait faire connaître son image de marque et fournissait des planches de caractères en cadeau dans les paquets de corn-flakes. Aujourd'hui, incontestablement, Letraset, leader mondial de la lettre-transfert, n'a plus besoin de pareil expédient.

FRANÇOIS CORNU.

TITAN ..... Tiffany  
Times ..... Tulipa  
Chalia ..... THUNDERBIRD  
..... TINDORNE .....  
..... TANAGRA .....  
..... TEA PARTY .....  
tallie ..... Timbre  
Transport ..... Tiffany  
Touraine ..... Torino

Présentation de lettres-transfert extraite du *Typocédair* polémique-poétique établi par Jérôme Peignot et Albert Boton pour l'Équerre (1981).

## Esprit de plomb

Quand une imprimerie joue avec les mots.

COLOPHONS, colle-au-fond ? Rien dans les dictionnaires. Rien dans les bibliothèques. Et d'ailleurs plus personne aujourd'hui n'en fait.

Autrefois, les livres se terminaient souvent sur ce petit exercice, tenant un peu du calligramme, un peu du poème, un peu du générique, et que notre époque a remplacé par un pauvre énoncé factuel, économique, en dernière page du volume : l'achève d'imprimerie... « en France par Firmin-Didot S.A. », ou plus brièvement encore « par Mame à Tours ». Mamatour... que voilà les choses habilement dites !

Heureusement plus disert, plus britannique, plus fidèle aux traditions, le *Chamber's Etymological Dictionary* déclare : « Colophon, y trouvait-il, the inscription at the end of a book containing a name or date, etc. (L. : Colophon. Gr. : Kolophôn, the tap, the finish). »

Le colophon d'imprimerie est en fait l'héritier de ces « souscriptions » ou « explicites » ou encore « adresses » qui terminaient souvent les manuscrits médiévaux, tant pour « rendre grâce à Dieu » que pour renseigner sur le nom du rédacteur du texte ou du copiste et sur la date du travail. Quand apparurent les incunables, il informa sur l'imprimeur. Le premier colophon connu achève le *Psalterium*

composé en 1457 à Mayence par Peter Schoeffer.

Cette habitude fut maintenue au XVI<sup>e</sup> et parfois au XVII<sup>e</sup> siècle, même après l'apparition de la page de titre, surtout pour distinguer l'imprimeur du libraire.

Ce ne fut plus ensuite qu'une manière de chef-d'œuvre typographique, preuve apposée in fine de l'habileté professionnelle du typographe, l'occasion pour lui de faire montre de ce sens impalpable des noirs et des blancs, de cette maîtrise des équilibres qui est tout l'art du compositeur, manipulant un nombre limité de caractères, fillets ou vignettes assemblés, siége après signe, ligne après ligne, à la Linotype ou à la main, saisis un à un avec les pinces hruelles, « pompés à la casse » avec ces drôles de mouvements du corps qui firent longtemps surnommer « singes » les typos.

On s'efforçait que leur composition, leur mise en page et même la rédaction de leur texte fussent ingénieuses, élégantes : aristocratiques. La bibliophilie y trouva mille occasions de se délecter : ainsi V.-P. Victor-Michel qui, dans un essai paru dans l'après-guerre, écrivait : « Enfin, avant le point final, et le dernier saupir des pages blanches, nous devons disposer l'achève d'imprimerie de l'ouvrage. Le colophon constitue les lettres de noblesse du livre de qualité... De sa lecture j'attends volon-

tière de savoir combien de temps dura la gestation, quels furent les artistes, les artisans et les ouvriers qui ont collaboré à la réalisation et doivent avoir leur part de responsabilité, c'est-à-dire de gloire si le livre est une réussite... »

Aujourd'hui, alors que la publicité des prétendus ouvrages à l'ancienne étale ses rodomontades, plein cuir de mouton, or fin « en voux-en-voula », papier vergé chiffon filigrané, et moulé « à la forme ronde comme autrefois », signets et tranche-fillets, cette vraie tradition-là est pratiquement abandonnée. Fausse rusticité et archaïsmes techniques sont célébrés, tandis que le vrai joli travail et l'invention sont dédaignés.

On trouve quand même de forts beaux colophons dans la série de petits livres de cuisine très raffinés qu'édite l'Imprimerie Quotidienne de Fontenay-sous-Bois : de minces plaquettes de vingt-quatre pages, dix recettes à chaque fois, succulentes autant que littéraires. Une vingtaine de titres composent cette curieuse collection assez horriblement coiffée d'un intitulé grinçant, « Le couteau dans la plaie » : le sandwich, la citrouille, les bonbons aux légumes, les tourtes, la maquereau, etc.

Selon son humeur du moment, selon le sujet du livre, Odile Zimmermann compose avec sa lino Intertype des colophons amusants ou poétiques,

amusants et poétiques. « Mettre à fondre dans un creuset 20 bons kilos de plomb et leur ajouter un peu d'antimoine, d'étain, puis rouler. Farmer en bodani des lettres de belle apparence que vous enverrez une par une, d'un coup de levier, devant le moule chaisi. Attendre un peu que cela refroidisse, transporter délicatement et étaler sans mettre en pâte sur le marbre. Incorporer des interlignes, des blancs et des garnitures pour séparer la composition en paquets réguliers et serrer dans une forme, etc. » Ou bien : « Il pleut le 15 juillet 1980, tandis que tombent les lignes de bodoni, qui, montées et encrées, imprimeront l'ingres beige et la balkis orange des papeteries Lana, etc. » Voici que les lettres forment un nuage, des barres de fraction indiquent les rayons obliques d'une pluie : c'est le colophon du livre sur la carotte, calligramme et achève d'imprimer, marque de fabrique et indication du nombre d'exemplaires constituant l'édition originale.

Travail strict, mené avec la machine, avec ses interlignes, ses lettres, ses maigres possibilités graphiques, et les vignettes du fonds, récoltées au hasard de la fermeture des vieilles imprimeries, les filets ornés, accolades, pièces d'encadrés, glands, aiseaux, fleurs de garamond, « traits de plume » de Naudin : toute petite pano-

plie, de hric et de hroc, qui permettra de former un bloc de plomb compact, d'une bonne livre.

Les étoiles de la police de caractères employée inspirent pour l'ouvrage sur le sandwich un drapeau américain ; une vignette ancienne forme la queue d'une pomme pour celui sur ce fruit, au-dessus d'une typo patiemment disposée en boule pour évoquer la pomme elle-même ; sur le colophon des saucisses une vapeur d'astérisques ; celui de la friture grésille de toutes les variations du caractère Bodoni : capitales et minuscules « bas de casse », romaines et italiques, grandes et petites, indices, et cela danse et frétille ; celui de l'œuf fait apparaître une forme ovale dans un rectangle parfait, par le simple jeu des caractères gras et maigres de l'univers que la lino offre sur une même matrice ; celui des tourtes organise habilement les mots en un rond que dilate un nuage d'accolades ; celui du riz compose un hexagramme de la tradition divinatoire chinoise, l'opposition entre le lac, *Tauet*, et la foi, *Li*.

C'est la belle ouvrage des beaux ouvrages, rare en un temps où l'on achève d'imprimer au plus vite. Un point... c'est tout.

FRANÇOIS CHASLIN.

« Le couteau dans la plaie », Imprimerie Quotidienne, vingt-quatre livres parus à ce jour, 24 pages, 24 francs. Diffusion Distique, 16, rue Hoche, 92240 Malakoff.



# L'intervention sous-marine

va bénéficier de l'arrivée de nouveaux engins français

## Le Nautille à la recherche des séismes du Japon

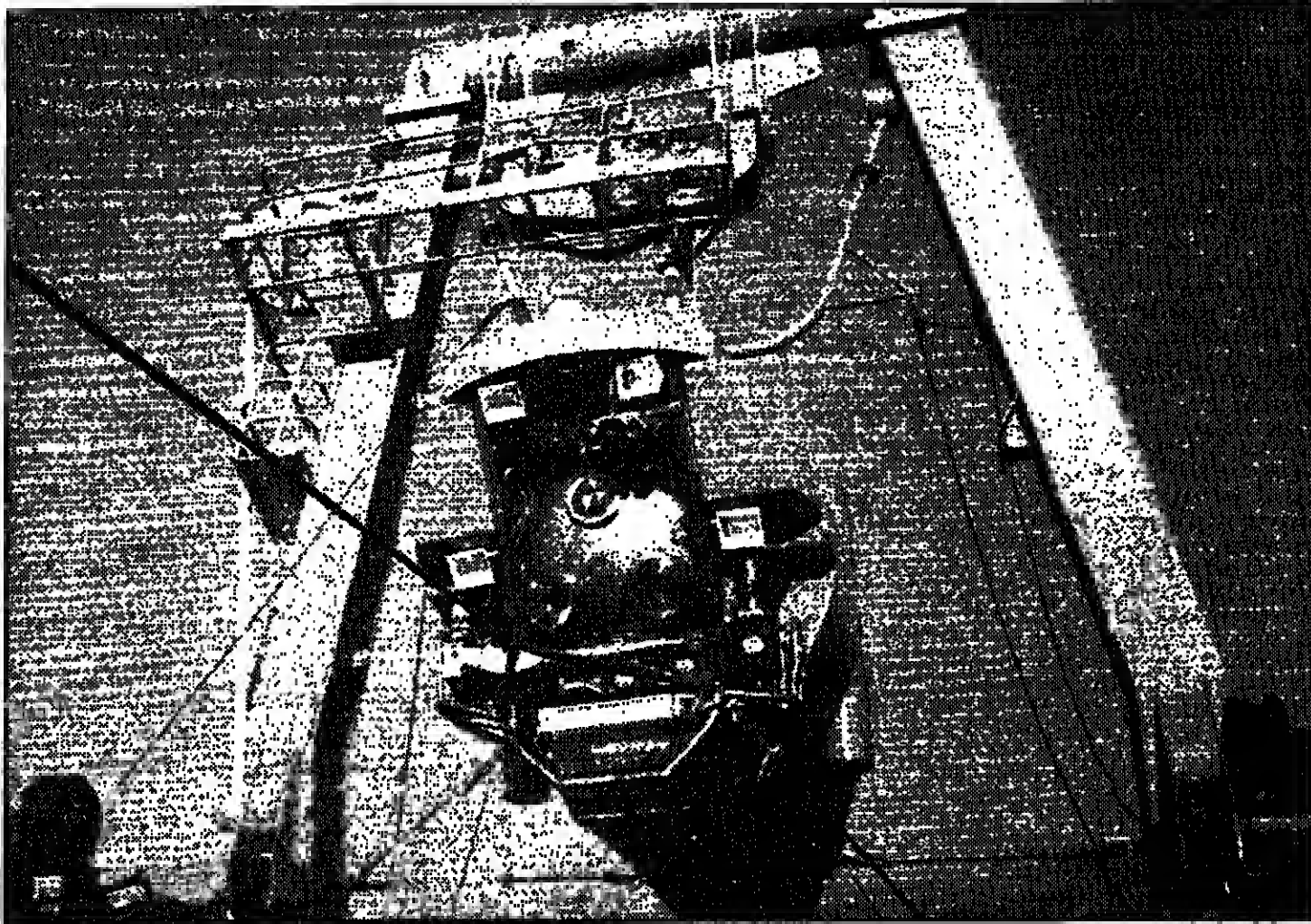
Trois hommes dans un sous-marin jaune

A 12 h 5, le champagne a jailli de la bouteille, éclaboussant et hapiant — le *Nautille*, le dernier-né des petits sous-marins français de recherche. Mais le mode de débouchage a été inhabituel : la bouteille était tenue par le bras droit du *Nautille*, le bouchon (et aussi le haut du goulot) étant mu par le bras gauche de l'engin. Deux bras articulés, terminés l'un et l'autre par une pince et, le sous-marin étant adroit mais pas intelligent, télécommandés depuis l'intérieur de la sphère-habitacle. La démonstration de l'habileté et de l'adresse des deux mains d'acier a été parfaite : les prises ont été ajustées en une minute ou deux et la mise au point du débouchage, la veille au soir, n'avait nécessité que deux bouteilles de champagne dont le contenu n'a pas été perdu...

Avant le *Nautille*, connu sous le nom de *SM 97* pendant les études et la construction, la France va disposer d'un des deux sous-marins capables de plonger à 6 000 mètres (1) sous la surface des océans et ainsi de permettre aux scientifiques, et éventuellement à des industriels, d'aller étudier *in situ* 97 % des fonds océaniques.

L'engin a été mis à l'eau pour la première fois le 5 novembre à l'arsenal de Toulon, où il a été assemblé. Le jour de son baptême, le 14 décembre, il avait déjà plongé huit fois à la profondeur maximum de 380 mètres, ce qui permettait aux deux pilotes, MM. Guy Sciarone et Georges Arnoux, d'affirmer que le *Nautille* est « un très bel engin, un sous-marin très stable, très facile à piloter, qui donnera beaucoup de satisfactions ». Le 17 décembre, le *Nautille* est descendu à 1 000 mètres et le 21 décembre à 2 450 mètres. Toutes ces premières plongées ont eu lieu en Méditerranée.

A partir du 20 ou du 21 janvier auront lieu des essais complémentaires, d'abord en Méditerranée jusqu'à la profondeur de 2 500 mètres, puis dans la



fosse de Porto-Rico. Là, le *Nautille* sera descendu, vide et tenu au bout d'un câble, à 6 000 mètres, c'est-à-dire à une profondeur supérieure de 10 % à sa profondeur limite nominale. Il plongera ensuite à 6 000 mètres, avec trois personnes à son bord. Les essais devront être terminés le 15 avril. Le 28 mai, en effet, le *Nautille* doit arriver au Japon pour effectuer sa première campagne de recherche : il plongera, à trente reprises probablement, dans la fosse du Japon, dans le cadre de la campagne franco-japonaise *Kaiko*.

La décision de construire le *Nautille* a été prise en 1978. A l'époque, la France disposait d'un seul petit sous-marin scientifique, la *Cyana*, capable de descendre à 3 000 mètres, le bathyscaphe *Archimède*, lourd et cher, ayant été mis « dans la naphaline » après sa participation, en compagnie de la *Cyana* et du petit sous-marin américain *Alvin*, à l'opération *Famous* (French American Mid-Ocean Undersea Study) de 1973 et 1974.

L'opération *Famous* a été la première étude *in situ* d'une portion des dorsales subocéaniques. Celles-ci sont une chaîne

de montagnes, longue de quelque 60 000 kilomètres, qui serpente sous tous les océans et dans la zone axiale (ou zone d'accrétion) de laquelle se met en place la nouvelle croûte océanique. L'opération *Famous* a concerné un segment de la dorsale médio-atlantique. A partir de 1977, des opérations semblables, soit américaines, soit françaises, soit franco-américaines, ont étudié, aussi *in situ*, et toujours grâce à l'*Alvin* et à la *Cyana*, des portions de la dorsale des Galapagos, puis de celle du Pacifique est. Toutes ces explorations, faites à 2 500 ou

3 000 mètres de profondeur, ont permis de découvrir que certaines portions des zones d'accrétion subocéaniques sont le siège de phénomènes physico-chimiques tout à fait extraordinaires.

L'eau de mer s'infiltre dans les fissures de la nouvelle croûte océanique, faite de roches basaltiques, percole dans celles-ci et en ressort très chaude (à 300 °C et plus) et chargée de sulfures métalliques qui précipitent au contact de l'eau froide (2 °C à 4 °C) des profondeurs. Il s'agit là d'une découverte capitale qui apporte des informations très

précieuses sur la formation des gîtes métallifères, étant entendu que ces phénomènes hydrothermaux sous-marins, très récemment découverts, sont encore mal connus. Il est ainsi encore impossible de savoir si ces sulfures métalliques constituent des réserves exploitables de matières premières.

L'étude des dorsales subocéaniques avait pour suite logique celle des fossés océaniques. Les fossés — presque tous situés sur les pourtours du Pacifique — constituent, en effet, l'autre zone active des fonds océaniques. Dans les fossés disparaît la vieille croûte océanique. Ainsi, dans les fossés qui longent la côte sud et est de l'archipel japonais, la croûte océanique du Pacifique plonge sous les îles nippones, créant dans celles-ci de nombreux volcans et étant responsable de la très forte sismicité du Japon.

L'étude *in situ* de plusieurs portions des fossés du Japon apportera donc des informations non seulement sur les comportements de la croûte océanique qui amorce sa plongée et de la croûte continentale sous laquelle se fait la plongée, mais aussi sur les mécanismes induisant les tremblements de terre.

En 1986, le *Nautille* doit aller « travailler » sur les champs de nodules polymétalliques du nord-est du Pacifique.

YVONNE REBEYROL

(1) Le bathyscaphe français *Archimède*, mis à l'eau le 28 juillet 1981, est le seul engin au monde capable de plonger à 11 000 mètres (profondeur océanique maximale). Il n'a plus été utilisé après ses plongées de 1974 dans l'Atlantique. Le bathyscaphe américain *Trieste*, qui a établi le 23 janvier 1960 le record de profondeur avec une plongée à 10 910 mètres dans le fossé des Mariannes, a été complètement reconstruit et a alors pris le nom de *Trieste II*. Le *Trieste II*, bathyscaphe américain, descendu à 6 000 mètres, se limite, en fait, aux plongées à 3 600 mètres. Les bathyscaphe ont été conçus par le Suisse Auguste Piccard. Les Etats-Unis sont en train d'achever la transformation du *Sea-Cliff*, un petit sous-marin triplace auquel sa nouvelle sphère de titane permettra de plonger à 6 100 mètres, la marine américaine est propriétaire et armateur du *Sea-Cliff*.

## Titane et usine électronique miniature

RÉALISÉ en coopération par la direction technique des constructions navales (marine nationale) et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER, ex-Centre national pour l'exploitation des océans et l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes), le *Nautille* est un petit sous-marin long de 8 mètres, large de 2,70 mètres

et haut de 3,45 mètres. Son poids dans l'air est de 18,5 tonnes et sa charge utile de 200 kilogrammes (en plus de l'équipage de trois personnes et des nombreux appareils et équipements). L'engin se compose d'une sphère-habitacle étanche où l'équipage vit à la pression normale et d'une coque non étanche remplie en partie de matériau de flottabilité très léger.

La sphère, faite d'un alliage de titane forgé à chaud et usiné à froid, a été l'élément le plus délicat à réaliser étant donnée la difficulté à travailler ce métal. Elle est épaisse de 65 à 90 millimètres et son diamètre intérieur est de 2,10 mètres. Trois personnes y prennent place dont deux, allongées sur le ventre et les yeux au niveau des hublots, assurent les fonctions de pilote et d'observateur ; la troisième, assise au milieu un peu en retrait, jouant le rôle d'ingénieur-co-pilote.

La coque en matériau composite, peinte en jaune, contient près de 9 mètres cubes d'un matériau léger de flottabilité (de densité 0,56 ou 0,57), fait de mousse syntactique (de la matière plastique où sont noyées d'innombrables micro-billes de verre), capable de résister à la pression de 1 000 kilogrammes par centimètre carré régnant à 10 000 mètres de profondeur (ce qui donne une large marge de sécurité). Ce matériau est destiné à compenser — selon le principe d'Archimède — le poids de l'armature de titane, des moteurs de propulsion, des batteries, et de tous les équipements

contenus dans la coque et dans la sphère.

Une grande importance a été donnée à la sécurité. Le *Nautille* a une autonomie « normale » de 13 heures, mais en cas de panne survenue en cours de plongée, l'équipage peut survivre 130 heures. En plus, une tonne de lest de grenaille de fonte destiné à amorcer la remontée normale du *Nautille*, les deux batteries principales (1 500 kilogrammes en tout) placées dans le ventre du sous-marin peuvent être larguées, de même que les deux bras télémanipulateurs (160 kilogrammes) et les 300 kilo-

grammes de mercure assurant l'assiette de l'engin. Tous ces « abandons » donnant au reste du *Nautille* une flottabilité positive. Enfin, une jupe gonflable, haute de plus de 1 mètre, peut entourer le panneau d'accès de façon à empêcher que des vagues s'engouffrent dans la sphère.

La propulsion du *Nautille* est assurée par une hélice arrière tournant dans une tuyère orientable, la capacité de rotation étant augmentée par un propulseur avant et les « sauts d'obstacle » étant possibles grâce à deux propulseurs verticaux. En plongée, le *Nautille* peut parcourir 28 kilomètres à la vi-

tesse de 3,70 kilomètres à l'heure.

Bien entendu, le *Nautille* est bourré d'équipements qui en font une véritable usine électronique miniature. Il est doté d'instruments de navigation et de positionnement par rapport à des balises posées sur le fond de la mer, d'un loch à effet Doppler pour connaître ses déplacements, de caméras vidéo noir et blanc et couleur, de projecteurs, d'un sondeur à sédiments, d'un sonar, d'un capteur de pression, d'un panier pour recevoir les échantillons prélevés par les bras télémanipulateurs. Et bientôt il sera équipé d'un système permettant de transmettre, par signaux acoustiques jusqu'au navire de surface, les images de télévision.

Enfin, dernière qualité : son poids dans l'air de 18,5 tonnes permet au *Nautille* d'être mis à l'eau et d'être récupéré par un navire (doté du pontique basculant idoine) dont la longueur est seulement de 65 mètres.

Le coût total du *Nautille* est de l'ordre de la centaine de millions de francs.

Y.R.

## Aux quatre coins de France

### Vacances et loisirs

**COTE D'AZUR - 06500 MENTON**  
Hôtel CELINE-ROSE. 11 rue de la République. Tél. 04 93 25 28 28. Cuisine et confort. Côté et vue sur la mer. Piscine compl. ext. 18x25. 183 F à 190 F T.T.C.

**PLAGE MIDL Parc loisirs.** Choix de locations. Déjeuner, tarif gratuit. BOISSET, 34 SERIGNAN (07) 32-26-17.

**AYDAT - AUVERGNE**  
Régions des lacs et des volcans  
VACANCES EN TOUTES SAISONS  
Rens. S.A. 63970 AYDAT

### Vins et alcools

**MERCUREY A.O.C.** Vente directe propriété  
12 bouteilles 1981 : 396 F TTC franco dom.  
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (86) 47-13-94  
Louis Mercur, viticulteur, 71500 Mercur.

**VINS FINS D'ALSACE médailles**  
CHARLES SCHLERET propriétaire-viticulteur à 68230 TURCKHEIM

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHS  
VENTEUIL 51200 Epagny. T. (26) 58.48.37  
Vin vieilli au foudre. Tarif s/dem.

(Publicité)  
**Librairie Alain Brioux**  
48, rue Jacob  
75006 PARIS  
260-21-98  
Achat au meilleur cours  
livres et instruments anciens  
relatifs aux sciences et à la médecine

**Le Monde**  
doctes et documents  
JANVIER 1985  
**LES**  
**RESTRUCTURATIONS**  
**INDUSTRIELLES**  
CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX, 5,50 F

Le Nautille est un sous-marin...  
...à la recherche des séismes du Japon...  
...un petit sous-marin long de 8 mètres...  
...large de 2,70 mètres et haut de 3,45 mètres...  
...son poids dans l'air est de 18,5 tonnes...  
...sa charge utile de 200 kilogrammes...  
...l'engin se compose d'une sphère-habitacle étanche...  
...où l'équipage vit à la pression normale...  
...et d'une coque non étanche remplie en partie de matériau de flottabilité très léger...  
...la sphère, faite d'un alliage de titane forgé à chaud et usiné à froid...  
...a été l'élément le plus délicat à réaliser...  
...elle est épaisse de 65 à 90 millimètres...  
...et son diamètre intérieur est de 2,10 mètres...  
...trois personnes y prennent place...  
...dont deux, allongées sur le ventre...  
...et les yeux au niveau des hublots...  
...assurent les fonctions de pilote et d'observateur...  
...la troisième, assise au milieu un peu en retrait...  
...jouant le rôle d'ingénieur-co-pilote...  
...la coque en matériau composite, peinte en jaune...  
...contient près de 9 mètres cubes d'un matériau léger de flottabilité...  
...fait de mousse syntactique...  
...de la matière plastique où sont noyées d'innombrables micro-billes de verre...  
...capable de résister à la pression de 1 000 kilogrammes par centimètre carré...  
...régnant à 10 000 mètres de profondeur...  
...ce qui donne une large marge de sécurité...  
...ce matériau est destiné à compenser...  
...selon le principe d'Archimède...  
...le poids de l'armature de titane...  
...des moteurs de propulsion...  
...des batteries...  
...et de tous les équipements...  
...contenus dans la coque et dans la sphère...  
...une grande importance a été donnée à la sécurité...  
...le Nautille a une autonomie « normale » de 13 heures...  
...mais en cas de panne survenue en cours de plongée...  
...l'équipage peut survivre 130 heures...  
...en plus, une tonne de lest de grenaille de fonte...  
...destiné à amorcer la remontée normale du Nautille...  
...les deux batteries principales (1 500 kilogrammes en tout)...  
...placées dans le ventre du sous-marin...  
...peuvent être larguées...  
...de même que les deux bras télémanipulateurs (160 kilogrammes)...  
...et les 300 kilogrammes de mercure assurant l'assiette de l'engin...  
...tous ces « abandons » donnant au reste du Nautille une flottabilité positive...  
...enfin, une jupe gonflable, haute de plus de 1 mètre...  
...peut entourer le panneau d'accès de façon à empêcher que des vagues s'engouffrent dans la sphère...  
...la propulsion du Nautille est assurée par une hélice arrière tournant dans une tuyère orientable...  
...la capacité de rotation étant augmentée par un propulseur avant...  
...et les « sauts d'obstacle » étant possibles grâce à deux propulseurs verticaux...  
...en plongée, le Nautille peut parcourir 28 kilomètres à la vitesse de 3,70 kilomètres à l'heure...  
...bien entendu, le Nautille est bourré d'équipements qui en font une véritable usine électronique miniature...  
...il est doté d'instruments de navigation et de positionnement par rapport à des balises posées sur le fond de la mer...  
...d'un loch à effet Doppler pour connaître ses déplacements...  
...de caméras vidéo noir et blanc et couleur...  
...de projecteurs...  
...d'un sondeur à sédiments...  
...d'un sonar...  
...d'un capteur de pression...  
...d'un panier pour recevoir les échantillons prélevés par les bras télémanipulateurs...  
...et bientôt il sera équipé d'un système permettant de transmettre, par signaux acoustiques jusqu'au navire de surface, les images de télévision...  
...enfin, dernière qualité : son poids dans l'air de 18,5 tonnes permet au Nautille d'être mis à l'eau et d'être récupéré par un navire (doté du pontique basculant idoine) dont la longueur est seulement de 65 mètres...  
...le coût total du Nautille est de l'ordre de la centaine de millions de francs...  
...Y.R.



habités ou inhabités. Le dernier en date est le Nautille, un des deux sous-marins capables de plonger à 6 000 mètres

## Robots et « crache-plongeurs »

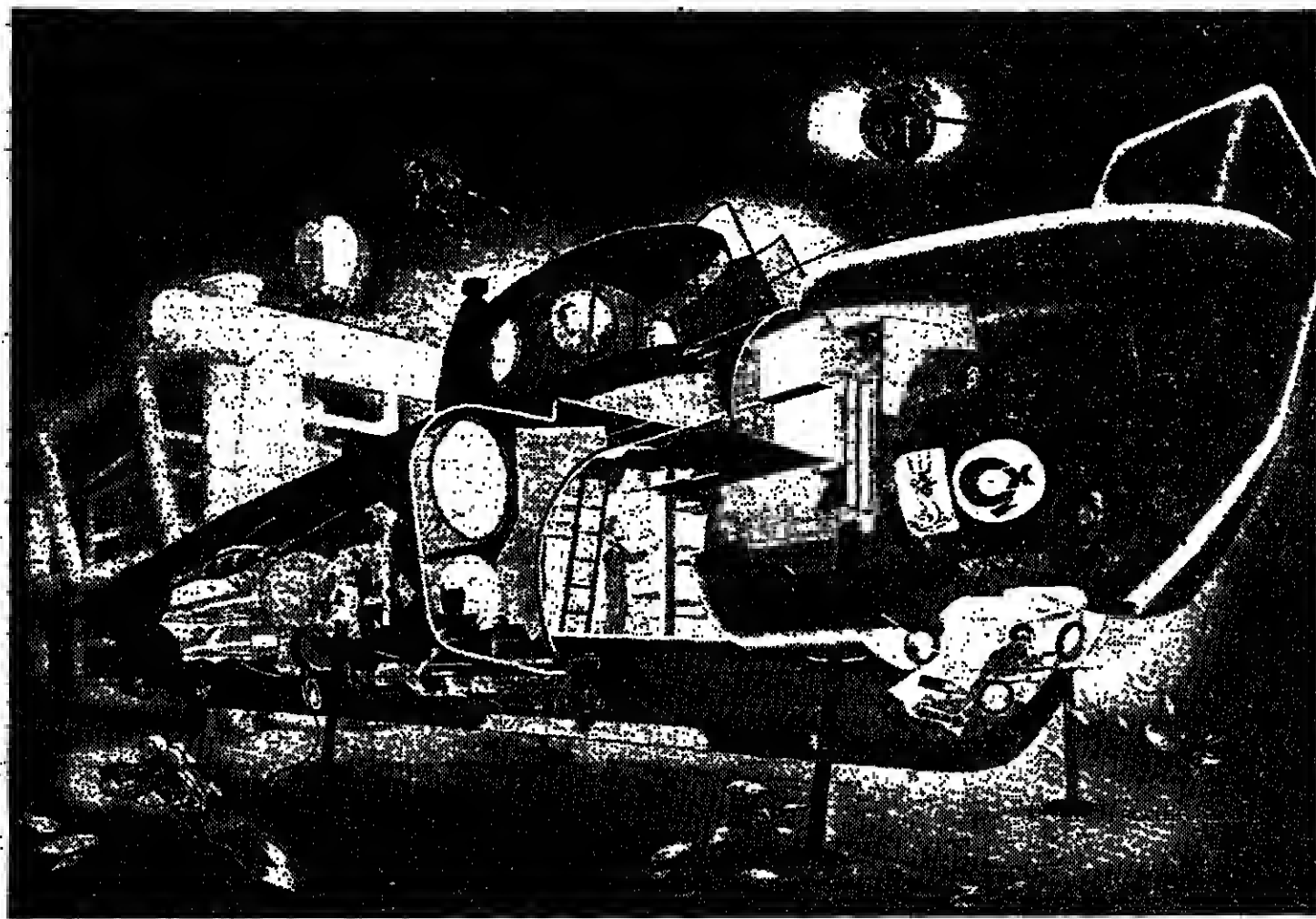
L'Epaulard, l'Elit, le Sar et le Saga.

**A**L'OCCASION du baptême du Nautille, M. Yves Sillard, qui, à la demande du conseil d'administration de l'organisme réuni pour la première fois le 9 janvier, devrait être très prochainement confirmé dans son poste de président-directeur général de l'IFREMER, a présenté plusieurs des engins destinés à l'intervention sous-marine.

Dans le domaine des robots, le Centre national pour l'exploitation des océans a construit et mis au point l'Epaulard. Cet engin, opérationnel depuis 1981, peut descendre à 6 000 mètres. Il n'est pas relié à la surface par un câble. Il obéit à des ordres transmis par ondes acoustiques et est doté d'automatismes qui lui permettent de réagir de lui-même, pour « sauter » des obstacles, notamment. Il vient de recevoir un système de transmission jusqu'à la surface des images de télévision par ondes acoustiques. Ainsi pourra-t-on lui envoyer des ordres précis en fonction des images reçues du fond. Son travail consiste à prendre des photos du fond (de 5 à 7 mètres de côté selon son « altitude » par rapport au fond). L'Epaulard a déjà fait des relevés photographiques des « champs » de nodules polymétalliques dans le nord-est du Pacifique.

Un jeune frère de l'Epaulard, l'Elit (engin libre inhabité télécommandé), est actuellement à l'étude, en association avec la société COMEX et le Comité d'études pétrolières marines (CEPM). Destiné à l'observation des sites et des ouvrages pétroliers offshore jusqu'à 1 000 mètres sous la surface de l'eau, l'Elit, lui aussi, sera totalement autonome et capable de transmettre en temps réel (par ondes acoustiques) les images prises par lui. Sa construction devrait commencer vers la fin de 1985 et être terminée en 1987.

Le Sar (système acoustique, remorqué) est, lui, relié au bateau de surface par un câble long de 8 000 mètres, qui lui apporte l'énergie et les ordres et transmet en surface les images et les informations sous forme de signaux codés. Capable de descendre à 6 000 mètres, le Sar est destiné à l'exploration des fonds marins. Son sonar latéral « haute résolution » a deux faisceaux très étroits qui « voient », de chaque côté de l'engin, la topographie avec une précision de quelques dizaines de centimètres à quelques mètres selon la distance. Son sondeur renseigne sur les quelques dizaines de mètres les plus superficiels des sédiments couvrant les fonds marins. Sa masse, dans



l'air, est de 2,4 tonnes, sa longueur, de 5 mètres, et son diamètre, de 1 mètre. En septembre 1984, remorqué par le Marion-Dufresne, il a fait ses essais dans l'océan Atlantique jusqu'à la profondeur de 5 000 mètres. En février, il sera utilisé, remorqué par le Jean-Charcot en mer de Chine du Sud, dans le cadre d'une campagne franco-chinoise de géologie marine destinée à étudier la dorsale qui a créé la mer de Chine entre - 32 et - 17 millions d'années.

Le plus gros engin de cette flottille sera, sans conteste, le Saga (sous-marin d'assistance à grande autonomie), forme modifiée de l'Argyronète, sous-marin « crache-plongeurs », commencé en 1968 et abandonné en 1971 par l'Institut français du pétrole et le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), puis repris en 1982 en association par le CNEXO (devenu en 1984 l'IFREMER) et par la COMEX.

Il s'agit d'un (relativement) grand sous-marin. Long de 28 mètres, large et haut de 8 mètres, le Saga a un poids dans l'air de 330 tonnes, déplace dans l'eau 550 tonnes et peut plonger à 600 mètres (à 450 mètres seulement lorsqu'il lâchera des plongeurs). Il se compose de deux compartiments étanches. Dans le pre-

mier, toujours maintenu à la pression atmosphérique normale, prendront place six personnes (pilotes et observateurs). Dans le second, où la pression peut être augmentée jusqu'à égaler celle de l'extérieur (1), six plongeurs seront prêts à sortir en mer et pourront, après leur retour dans le sous-marin, être maintenus en pression ou commencer leur décompression.

A ces deux compartiments construits pour l'Argyronète on a ajouté un troisième, étanche lui aussi, situé sur le dessus du Saga. En cas d'incident, les hommes du compartiment à pression normale pourront prendre place dans ce troisième compartiment qui est large. Ainsi leur remontée sera-t-elle possible, même si le Saga était



bloqué sur le fond pour une raison quelconque.

L'autonomie en plongée du Saga sera très grande : 550 kilomètres de trajet aller et retour (à 7,4 kilomètres à l'heure), plus dix jours de travail sous-marin sur le site choisi. Elle a pour avantage de soustraire le sous-marin à l'agitation de la surface depuis son départ du port jusqu'à son retour et de lui permettre, éventuellement, de naviguer sous la banquise. Mais elle a l'inconvénient de nécessiter beaucoup d'énergie, surtout si les plongeurs doivent faire des travaux de soudure hyperbare (à la pression du fond) ou même de simple maintenance de puits de pétrole offshore. Et les batteries classiques sont toujours très lourdes, et leur capacité limitée.

Une première solution a été trouvée par la réalisation de deux moteurs Stirling à combustion externe de la société Sub Power (filiale du groupe suédois Kokums). Ces moteurs sont alimentés par du fuel normal et de l'oxygène, et il est maintenant possible de stocker de l'oxygène à la pression de 400 bars, dans des bouteilles légères faites de matériaux composites.

La deuxième solution est plus ambitieuse. Elle consiste à équiper le Saga d'un petit moteur nucléaire. Un accord a été passé en octobre 1984 avec les sociétés canadiennes International Submarine Engineering (ISE) et Energy Conversion System (ECS). Ainsi est née une filiale franco-canadienne, International Submarine Transportation System (ISTS) où se retrouvent l'IFREMER, la COMEX, l'ISE et l'ECS. L'ISTS a racheté le Saga, étant entendu que la société ECS fabriquera le moteur nucléaire et que celui-ci sera intégré au Saga par la société ISTS.

Le coût total du Saga - sans les éléments provenant de l'Argyronète et sans le moteur nucléaire - est estimé à un peu plus de 130 millions de francs, que se partagent l'IFREMER et la COMEX (32 millions chacun), le CEPM (36 millions), l'ISE et l'ECS (30 millions de francs), une subvention pour divers équipements étant donnée, en plus, par les Communautés européennes.

Le Saga, avec ses moteurs Stirling, devrait être opérationnel en 1987 et livré à l'ISTS en janvier 1988. Il sera doté ensuite de son moteur nucléaire.

Y. R.

(1) Sous l'eau, la pression augmente d'une atmosphère (ou 1 bar) tous les 10 mètres.

## Le parrain : un fossile vivant

**L**e nautille est un mollusque céphalopode à coquille externe en spirale. Très nombreux dès le Silurien (un des étages de l'ère primaire, qui a commencé il y a 435 millions d'années), et pendant l'ère secondaire (- 235 à - 65 millions d'années), les nautilloïdes, contrairement aux ammonites, ont survécu et sont actuellement de vrais « fossiles vivants ». On en connaît un genre - Nautilus - qui comprend cinq espèces. Mais, comme trois espèces seulement étaient identifiées en 1950, on peut espérer en découvrir d'autres dans les prochaines années.

Les nautilles actuels vivent dans l'Océan du Pacifique inter-tropical et peut-être dans l'est de l'Océan Indien. Il y a quelques années, on en a trouvé un, mort, sur la côte de Sri-Lanka. Assez récemment, un pêcheur japonais a ramené un nautille vivant dans ses filets. Ayant mis la coquille dans un seau d'eau de mer, il a pu le proposer, toujours vivant, le lendemain au marché. Par chance, un biologiste l'y a remarqué, et la bestiole a survécu plusieurs mois dans l'aquarium d'un laboratoire. C'est le nautille le plus septentrional connu à ce jour.

Les nautilles vivent en pleine eau, à des profondeurs de 200 à 800 ou 700 mètres, mais ils remontent parfois pendant les nuits sans lune à des profondeurs d'une dizaine de mètres seulement, où des plongeurs ont pu en voir. Le corps de l'animal, qui n'excède pas 3 ou 4 centimètres, est logé dans la plus extérieure, la plus grande et la plus récente chambre de sa coquille.

Au fur et à mesure qu'il grandit, le nautille sécrète, en effet, une très jolie coquille de nacre en ajoutant, l'une après l'autre, des

chambres dessinant une spirale parfaite et séparées par des cloisons. Il semble que le mollusque mette deux mois à « fabriquer » chaque chambre, la chambre précédente étant remplie d'eau et les logements antérieurs étant pleins d'un gaz (essentiellement de l'oxygène et de l'azote) sécrété par l'animal et dont la pression est toujours inférieure à la pression atmosphérique.

Le corps du nautille est prolongé par un tube chenu entouré d'une gaine calcaire et traversant toutes les cloisons jusqu'à l'extrémité interne de la spirale où il

s'accroche. Ce tube permet à l'animal de maintenir sa flottabilité, qui est, ainsi, constamment équilibrée tout au long de la croissance du corps proprement dit et de la coquille.

Il semble que les nautilles sont adultes à au moins cinq ans. Quand ils sont matures, leur croissance s'arrête comme chez l'espèce humaine, contrairement à ce qui se passe chez les autres mollusques. Leur longévité totale est inconnue. Une coquille de nautille peut avoir un diamètre d'une vingtaine de centimètres. La beauté de ces coquilles est

telles que des nautilles ont souvent été inclus dans des chefs-d'œuvre d'orfèvrerie.

Le mode de propulsion des nautilles est fondé sur le principe de la réaction : les animaux expulsant l'eau par un tuyau souple qui débouche sur l'extérieur et est orientable. Les nautilles respirent par quatre branchies. Ils sont dotés de tentacules grâce auxquels ils attrapent leurs proies. Carnivores, les nautilles déchiquètent leurs proies avec leurs mandibules avant de les ingérer.

Y. R.







*l'édition de cassettes. Les autorités ferment les yeux. Nul ne peut plus désormais arrêter le phénomène*

## du Kremlin

— On s'en fout ! —

que, Alla Pugatcheva représente parfaitement cette nouvelle génération de vedettes qui s'élève en URSS. Elle rêve d'une grande salle de Moscou réservée à la musique contemporaine, mais aussi d'un réseau de discothèques où seraient diffusées en permanence les musiques violentes, les musiques profondes qui ne supportent pas les grandes salles et qui pratiquement pas accès à la télévision, même quand on est un personnage officiel.

Au tour d'une table, un soir, chez Yuri Charnovsky « venu de la new wave où il crevait de faim », elle a improvisé et enregistré avec ce musicien un étonnant « cauchemar » : une chanson sans queue ni tête, jouant uniquement sur les intonations de sa voix. « Ça, explique-t-elle, je l'ai volé à l'underground. Il faut chercher sans arrêt et ignorer les tabous. »

Un journal comme *la Vie musicale* a dû se résigner à signaler de plus en plus de nouveautés en matière de rock, sous peine de perdre sa crédibilité. Des journaux comme *Moskovski Komsomolez* ou *Smena* publient très régulièrement des « hit-parades » dans lesquels se côtoient les officiels et les officieux. Et dans ces journaux comme dans d'autres, on s'engueule, ferme, sur les groupes et les mouvements catholiques et communistes, on agit. Un seul jour, reste, et nul ne sait combien de temps il durera, de l'époque pas encore les quelques groupes qui se réclament ouvertement du mouvement punk. Ce qui n'empêche pas des formations comme les *Justisseurs automatiques*, *Canalisations*, à Leningrad, ou les *Amantiers phalotides* à Moscou, de se tailler de jolis succès.

Car évidemment tous les groupes ne sont pas aussi « innocents » que Stas Namin. Dans les textes, derrière un vocabulaire plutôt assez cru et parfois carrément grossier, se dissimule — façon de parler — une critique sociale plus ou moins forte. On est loin de la louange du réalisme soviétique et des canons officiels de la littérature. Même quand des poètes de renom prêtent leurs plumes à ces chanteurs iconoclastes. L'un des derniers venus à cette geste véhémente est Andreï Bitov, un écrivain qui sent deux fois le soufre.

Une première fois pour avoir des idées très marginales en matière de littérature ; et une deuxième fois pour être le frère de Serge Bitov, le journaliste « qui avait choisi la liberté » en Italie et qui est récemment retourné en URSS de Londres, en racontant qu'il avait été enlevé et drogué par les Anglais. Parmi les paroliers rock, on trouve aussi Evtouchenko, Voznesensky... ou de glorieux défunts comme Ossip Mandelstam.

Tout ce petit monde a inventé un univers à l'expansion continue. Une révolution culturelle qu'il semble difficile d'endiguer. Car elle touche tous les milieux, si l'on en croit le second violon du Bolchoï improvisant chez lui sur une cassette du groupe *Autograph* qu'il faisait écouter à des amis. Car, le soir, on s'offre en appartement les récitals impossibles, au risque d'indisposer... ou d'attirer les voisins. La vague pénètre partout et déborde la jeunesse.

Comme dans un CES de la banlieue parisienne, une prof d'anglais d'un lycée technique du bâtiment du quartier Taganskaya, dans le centre-est de Moscou, ne calme ses élèves de dix-sept-dix-huit ans qu'en choisissant l'anglais du rock ou en leur parlant d'Alla Pugatcheva « qui évoque leurs problèmes, leurs vies, leurs rêves, leurs refus, leurs pulsions secrètes ». Elle sait qu'un soir de concert la mortie au moins des jeunes adultes qui suivent sa classe après leur travail seront absents. Elle en tient compte au point, parfois, tout simplement, d'annuler et de reporter le cours.

L'extase et les trances de ces jeunes et moins jeunes à l'écoute de leurs multiples idoles, dont ils parlent dans un argot aussi nouveau qu'incompréhensible pour les profanes, ne diffèrent guère des enthousiasmes déployés par les fans Français à l'écoute de leurs vedettes. A se plonger dans ce monde, on se sent pris de vertige ; dans le silence apparent de la société soviétique, le vacarme est fantastique.

Si l'on veut deviner un peu de l'URSS de demain, il vaut peut-être mieux écouter cette musique qui monte que de tendre désespérément l'oreille vers les murs du Kremlin.

(1) Dont un très étonnant *Hommage à Michel Legrand* qui a beaucoup de succès.

## Une star est née

Alla Pugatcheva, rockeuse officielle qui roule en Mercedes.

ALLA Pugatcheva reçoit rarement dans son appartement de la rue Gorki, au centre de Moscou. Minirobe de velours rouge et de cuir noir, bottes noires, elle joue et est la star. Certains jours, adorable, d'autres jours parfaitement odieuse. Elle refuse une interview ou transforme « un entretien de quinze minutes pas plus » en après-midi de discussion détendue. Elle « tue » son entourage et en même temps le séduit. Elle est belle, mais à trois heures du matin, tapant sur la table ou agitant des diamants, elle peut être laide. Elle est toujours passionnée, étrange, prodn d'une éducation musicale tout à fait classique.

L'appartement n'est pas très grand. Le mobilier est beau mais tape-à-l'œil. Comme il se doit le piano est blanc et la petite salle de séjour est équipée d'un bar en bois sombre, comme les tabourets. Il y a aussi une authentique (et rare) cheminée, de grandes photos et des portraits de la star. Dans la chambre on aperçoit d'autres portraits et de très belles icônes. Sur le parquet bien ciré, le basset honné de la vedette fait un drôle de bruit en passant inlassablement d'une pièce à l'autre, sans jamais cesser d'avoir l'air snob.

En bas de l'immeuble, tout près de la Mercedes 220 immatriculée P 0005 MO, des jeunes extasiés attendent leur idole : dans l'espoir d'un mot, d'un sourire, d'une signature sur un disque. Chaque jour, la relève est assurée. Ce jour-là, le thermomètre indique 13 degrés en dessous de zéro.

« L'URSS est-elle désormais convertie au rock and roll ? »

— Cette musique est née chez nous depuis longtemps car une musique nouvelle se développe simultanément partout ;



Ci-dessus, poster d'Alla Pugatcheva qui s'est littéralement arraché dès sa mise en vente. Ci-contre, Alla au piano, grimée en homme, devant sa propre photo.

mettaient des bâtons dans les roues. Maintenant, « ils » ne nous embêtent plus, mais ne nous aident pas non plus. C'est la meilleure solution, même si j'espère bien que nous serons un jour mieux reconnus et qu'« ils » finiront par nous aider. De toute façon le rock et la chanson rythmée font partie d'un mouvement naturel que rien ne peut arrêter.

— Et vous êtes très populaire...

— Peut-être parce que le public d'aujourd'hui est exigeant. D'ailleurs, je crois que je l'ai personnellement fait évoluer ainsi. Je pense que les gens viennent nombreux à mes concerts pour mon nom, pour ma personnalité encore plus que pour mes qualités professionnelles déjà reconnues. Je n'ai plus à prouver mes dons de compositeur, mon sens musical, mes qualités artistiques. Je crois que le secret de ma popularité provient de mon originalité, de mon apport humain, de mon caractère, de mon rapport à la scène, je dirais de mon image de marque.

— Le public me fait confiance parce que je suis sincère. Je ne réussis pas toujours autant que je le voudrais, mais je me remets en cause et le public est sensible à cela, c'est un des secrets de mon succès.

— Cette popularité se traduit comment ?

— Par ces concerts et des disques. J'en sors un presque tous les ans. Le dernier est en préparation et je voudrais qu'il apparaisse au printemps prochain, en même temps qu'un

film sur moi, actuellement en cours de tournage. Un long métrage qui tient du documentaire et du roman, et dans lequel je joue mon propre rôle.

— J'ai aussi un contrat avec une maison de disques suédoise qui vient de sortir un album de mes chansons. J'en prépare un autre avec eux en anglais.

— Est-il intéressant, difficile d'être une star en URSS ?

— Être star, je dirais plutôt vivre son heure de gloire, est aussi intéressant, aussi difficile en Union soviétique que partout ailleurs. Mais lorsque l'on me dit qu'il est difficile d'être star, cela me fait sourire : il est bien plus difficile de ne plus l'être, plus difficile de vivre quand l'étoile est éteinte, quand la gloire a disparu. La vie de star apporte des moments extraordinaires. Et si difficultés il y a, qu'elles durent toujours, je ne m'en plaindrai jamais !

— Et la France ?

— Faire une tournée chez vous ne dépend que des Français. Je peux vous assurer que si le « Goscconcert », qui organise ici les spectacles, reçoit une invitation, je n'y verrais aucune objection. Mon seul et unique concert à l'Olympia m'a laissé de bons souvenirs. La tournée pourrait se faire en 1985, quand le film et le disque seront sortis. Ils serviraient de publicité préalable à ma venue. Car venir en inconnue ne m'intéresse plus : je veux être connue du public avant de venir chanter pour lui comme cela se pratique généralement.







## Bonnes feuilles acides.

هكذا من الأصل



**Samedi 26 janvier, à 19 h 15 : Elisabeth Catta-Maxwell Stern (rediffusion le mercredi 30 janvier à 14 h 30).**



famille ?  
Elizabeth Catta.

NOUVELLE

LE MONDE AUJOURD'HUI  
DIMANCHE 20- LUNDI 21 JANVIER 1985 XIII

# Le jour du cochon

par Jean-Louis Terrade.

UNE petite ville du Limousin à la mi-décembre, juste après la guerre de 1939-1945.

Un lundi matin : la pendule marque cinq heures. Du givre recouvre les carreaux de la cuisine baignant dans la pénombre. Au-dehors, l'eau gèle dans les seaux.

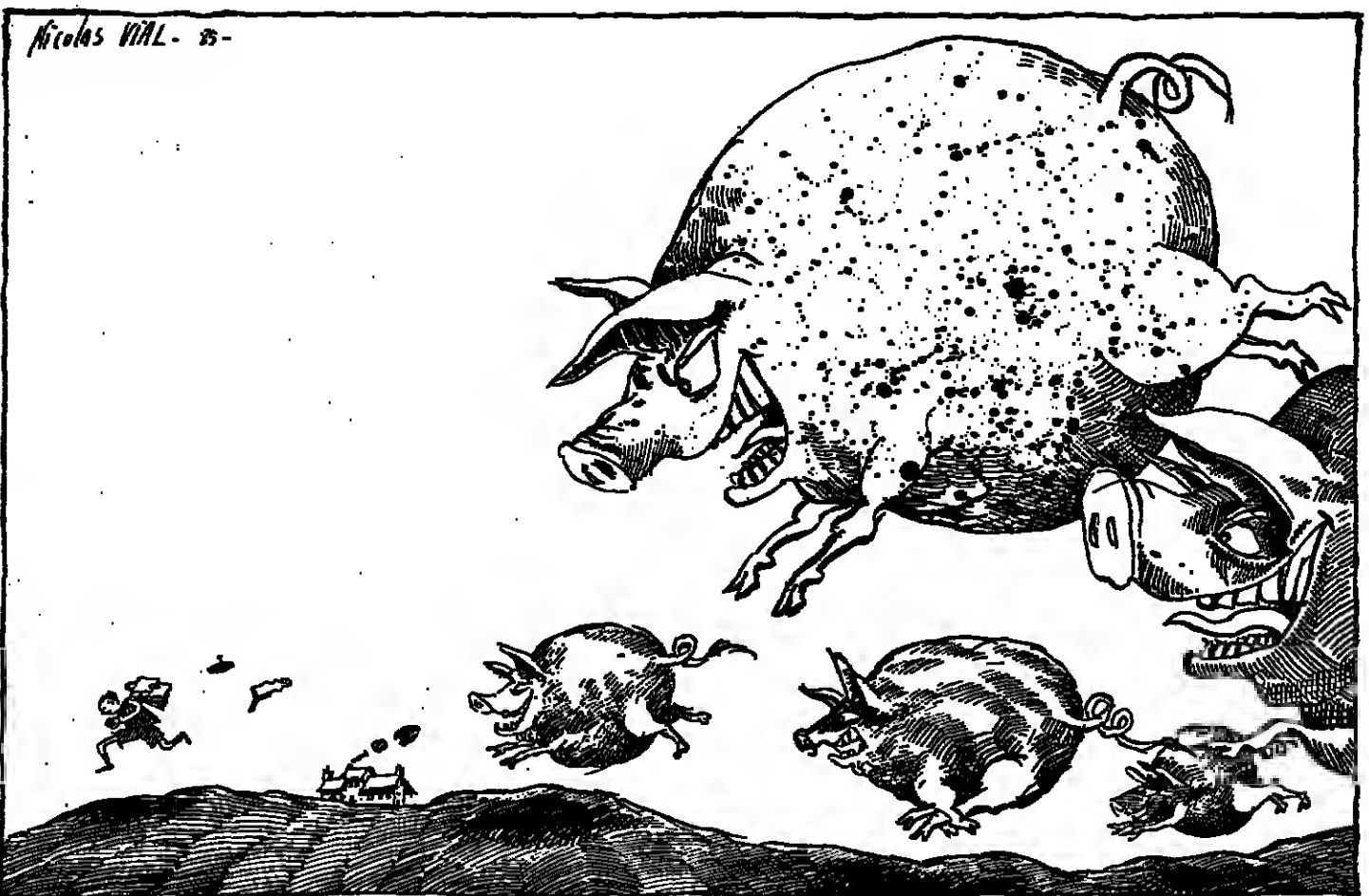
Mon père vient de partir à la ferme des Barres, où l'on engraisse, depuis le printemps, le cochon destiné à ma famille. C'est la tradition, dans la campagne limousine, de saigner le cochon en décembre, afin d'avoir sur la table de Noël les andouillettes, les boudins, les fricassées de porc frais. Cette tradition séculaire a été renforcée par les pénuries dues à la guerre, les campagnes constituant la cave et le grenier pour certaines familles aisées (ou débrouillardes...) des villes.

Mon père se hâte. Il doit être de retour à huit heures pour l'embauche. Le grand Simon, un ancien commis boucher devenu cuisinier-chef aux hospices royaux du Dorat, l'accompagne. Il est maigre comme un clou, mais solide comme le granit. Dans notre petite ville, son habileté est connue et appréciée : personne n'a son coup de main pour égorger, d'un seul coup de couteau, le cochon qui, une fois saigné, est flambé à la paille, puis soigneusement gratté avec un tesson de tuile ou de bouteille pour débarrasser la peau de ses soies. La saignée du cochon a lieu au petit matin - sous un préau, mais, malgré l'éclaircie, dans la cour de la ferme.

Quand ils reviennent, rapportant l'animal lavé, poncé, gratté dans la fourgonnette où mon père, les dimanches, entasse ses chiens courants pour les battues de lapins, ma mère vient de perdre les eaux.

Elle se tient immobile, livide, dans la cuisine surchauffée, devant la grosse cuisinière à bois où bouillent deux immenses bassines, tandis que sur la table, les chaises, les étagères du vaisselier sont disposées linge, serviettes et torchons, non point pour ma naissance (annoncée pour les derniers jours de l'année...), mais pour recevoir les abats, les côtes, la tête du beau cochon de Noël.

Mon père transporte ma mère dans la chambre jaune au-dessus de la cuisine, l'allonge sur le lit et crie à Suzanne Bogue, la bonne, qui se tord les mains dans son sarrau bleu-vert en bredouillant des lamentations incompréhensibles :



« Au lieu de bayer aux corneilles, allez donc chercher la sage-femme, bon sang ! »

« Qu'est-ce qu'on va faire, monsieur Pierre, demande le grand Simon en penchant son long nez où perle une goutte. »

« Il faut préparer le cochon, dit stoïquement mon père, on ne peut plus reculer maintenant... »

Ils sortent l'animal de la fourgonnette et l'allongent sur la table de la cuisine. Le grand Simon commence à retirer les boyaux et les viscères, puis verse dans une toupine en grès vernissé le sang où la fermière a ajouté un filet de vinaigre pour éviter qu'il ne coagule.

« Qui va s'occuper des gorges (1), s'inquiète encore le grand Simon, si madame Pierre doit accoucher... »

« Je vais envoyer chercher ma belle-mère, décide mon père, elle a bonne main pour les boudins. »

Là-haut, dans la chambre, le travail, aussi, a commencé : ma mère gémit doucement en laissant parfois échapper de petits cris qu'elle ne parvient pas à étouffer (elle ne veut surtout pas déranger...). Mon père monte et descend les escaliers, distribuant les instructions, prêtant la main au grand Si-

mon pour l'aider à enfiler sur une baguette de noisetier l'intestin grêle du cochon. Le Grand gonfle le boyau à la bouche afin de vérifier, avant la vage, son étanchéité.

Quand ma mère gémit plus fortement, mon père lui apporte un bol de bouillon de légumes, lui adressant quelques reproches, d'une voix radoucie par une légère inquiétude :

« Je t'avais bien dit de ne pas t'occuper du cochon, avec ton gros ventre ; depuis trois jours, tu n'as pas arrêté une minute... »

« Qui se serait occupé des marmites et du linge ? réplique ma mère. »

« Eh bien, Suzanne ! »

« Suzanne ! Ah ! ils auraient été beaux les boudins de Noël, si j'avais laissé faire cette pauvre Suzanne ! »

Dans la cuisine, les vitres sont couvertes de buée. La chaleur est si forte que le grand Simon s'est mis en maillot de corps. Il porte le dessin bleu d'un chien de chasse sur le bras droit. Son cou est taché de taches de son, des « taches de douceur » comme dit Suzanne Bogue en pensant peut-être à son fiancé, un rouquin de Saint-Bonnet qui vient la chercher le dimanche pour

l'amener aux prairies et aux bails.

Quand entre la sage-femme, M<sup>me</sup> Gourdaud, l'ancien commis boucher est occupé à verser de l'eau bouillante sur la couenne du porc pour finir de la dégraisser. Il égrené en sourdine tout un chapelet d'injures, estimant que la fermière des Barres a lavé ce salopiot de goret en dépit du bon sens.

« Ne prenez pas toute l'eau chaude, dit M<sup>me</sup> Gourdaud, il m'en faudra, tout à l'heure, pour baigner l'enfant. »

Mais voici que retentit la sonnette : c'est Boyo-Gallé, le photographe noir de notre petite ville. Il est habillé d'une pelisse kaki et porte, à cause du froid, un bonnet de laine rouge sur le crâne.

« Qu'est-ce qu'il veut donc », ronchonne Suzanne, qui prend Boyo pour un sorcier et nourrit à son égard la méfiance atavique des gens de la campagne.

« Voyons, faites-le entrer, dit mon père, il ne va pas vous manger. »

Quand la porte donnant sur la rue s'ouvre, on entend la sonnerie martiale du clairon, venue de la cour de la caserne dont les bâtiments de brique rose abritent une garnison de gardes mobiles.

Boyo explique, dans une langue impeccable, qu'il avait été convoqué par les autorités militaires pour photographier la prise d'armes prévue, au lever du jour, devant le monument aux morts de la caserne. Mais les routes du département sont si verglacées que le général annoncé de Limoges n'a pu se déplacer. La cérémonie a été reportée.

« Cette cérémonie, ça a tourné en eau de boudin », dit Boyo en retirant sa pelisse.

Personne ne sait encore pourquoi il est venu tirer la sonnette de notre maison.

Là-haut, dans la chambre, M<sup>me</sup> Gourdaud s'active : on entend le raclement fébrile de ses chaussures sur le plancher aux lattes disjointes. Ma mère ne parvient plus à étouffer ses cris.

« Je me suis souvenu, à la sortie de la caserne, dit Boyo en s'adressant à mon père, que le grand Simon étoit chez vous. Alors, comme je désirais qu'il vienne également dans mon gourbi, la semaine prochaine, pour tuer le cochon, eh bien, je me suis permis de sonner ! »

« Entendez-vous avec le Grand, dit mon père, mais ne l'occupez pas trop, parce que

la maison est aux cent coups et que... »

Il est interrompu par la sage-femme hurlant du haut de l'escalier :

« Apportez-moi vite une bassine, l'enfant se présente... »

« Une bassine ? Celle du cochon ? », demande le grand Simon, qui s'embrouille dans ses ficelles, ses cubes de lard, ses entonnoirs, ses confettis de sang, ses serpents de tripes... Il est 8 heures. Le jour point à la vitre.

« Ce sera un garçon du matin », dit M<sup>me</sup> Gourdaud en me présentant à mon père qui, gêné par la bassine d'eau, ne sait que faire.

« Prenez donc une photo, puisque vous êtes là », lance-t-il à Boyo pour masquer son embarras (son émotion ?).

Ma mère soupire joyeusement, tandis qu'en bas, dans l'odeur légèrement écœurante de sang cuit, de graisse fondue et de couenne, grésillent les premiers boudins.

J'ai souvent vu, dans mon enfance, cette photographie posée sur le buffet de mes grands parents : ils sont tous là autour de la table où git le cochon fendu en deux ; les linges pendents, les bassines encombrant la cuisinière, la lame des couteaux brille sous la lampe à suspension ; alignés sur une large nappe dont la blancheur immaculée évoque l'offrande liturgique, rebondis dans leur étui ripoliné, les boudins luisent comme les grains noirs et fuselés d'un luxueux chapelot.

Suzanne Bogue esquisse un sourire qui ressemble à une grimace, ma grand-mère tient une louche dans chaque main, le grand Simon porte son large tablier blanc déjà maculé de sang. Au centre, mon père domine le groupe d'un tête.

Pourquoi ai-je si longtemps associé cette photographie à ma naissance, car, autant l'avouer, je ne suis pas né le jour du cochon ?

Peut-être à cause de l'expression favorite de mon grand-père pour me prédire - bien à tort - les plus hautes destinées : « Toi, si les petits cochons ne te mangent pas... »

« Jean-Louis Terrade est l'auteur de deux romans, Bleu algérien (Gallimard, 1977), la Limousine noire (Gallimard, 1979), et d'un recueil de nouvelles, L'enfant perdu (Calmann-Lévy, 1984). Deux nouvelles de lui ont été publiées dans le Monde : Malika (8-9 mars 1981) et Dernier train (11-12 avril 1982). »

(1) Boudin, en patois limousin.

## Poésie

### Anne Portugal

Taureau-simple élogue.

si je suis détaché je peux venir à la suivante qui écoutait l'épée ruisseau cette touffe bleue je fais d'en saisir la cause la fille du roi des Lapithes, Kaineus, fut aimée de Poséidon.

c'est une histoire en plusieurs tableaux à chaque enjambée elle montrera ses cuisses levées très haut, elle demandera à devenir un homme invulnérable pour un verre d'eau de mer elle laisserait compagnie à sa propre nature elle qui se prend une incroyable envie de dire un mot à son fiancé elle gratte le poil elle entend quelque chose de doux de fort et d'autre part, elle lui confie son carvelot entendu comme une gentille affaire

le tremblement de l'osier, comment posant les fesses près de la source elle songe à la beauté des eaux qu'elles vivaient

ce jour-là sur le sentier les rochers suivaient la fauve et le roseau mouillé, il y avait mélange le grand animal le puant léopard accompagnait des rangées de perles, à cela nulle réserve d'être sur le photo de la chute des résurgences du désert

sous prétexte qu'on e des bras on fait des moulinets de grands gestes on fait des paniers des salutations décoratives, on fait des paniers des salutations décoratives, on fait la chaîne qui défend le port de l'arrivée des barbares au commencement l'eau qui frise c'est l'ondulation des fripiers du moyen âge elle se fit ce jour-là la coiffure de Sainte-Agnès et lui la prit si tendrement

celui qui seul lisait sous sa figure de cloître le passage de l'âme avec sa sœur jumelle avait bien de la peine à concentrer ses vœux à refermer son livre de prières

(...)  
au rocher  
sa ceinture de paille  
il rêve  
qu'il en e laissé bien d'autres  
et des plus belles  
il les hausse  
les époules du taureau

Anne Portugal est née en 1949 à Angers. A côté du dessin, de la radio, des lectures publiques, elle a collaboré aux revues Poésie, Béatrice, Split, Action poétique. Elle a publié La licence. Qu'on appelle autrement Parthénie (Gallimard). Cette poésie s'amuse avec une mythologie qu'on aurait lavée de toute rhétorique. Ironiquement ces anecdotes bousculent les respects figés.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

هكذا من الأصل



# L'aquarium, ce modèle réduit du monde

Konrad Lorenz et ses observations sur « l'archétype des écosystèmes ».

À quatre-vingt-un ans, Konrad Lorenz continue à travailler. Avec le montant du prix Nobel de médecine (1973), il s'est fait construire un vaste aquarium marin à côté de la maison familiale d'Altenberg, construite par son père au bord du Danube, à une quinzaine de kilomètres de Vienne. Presque chaque jour, de 5 à 7, il s'assoit devant la vitre de l'aquarium et observe, en prenant des notes au magnétophone. Quatre étudiants se relaient pour nourrir la trentaine de poissons tropicaux qui font l'objet de leur thèse. « L'homme qui parle aux oies » aurait-il abandonné ses chers oiseaux ? Non, mais c'est un retour aux sources. « En fait, je suis beaucoup plus familier des poissons que des oiseaux », dit-il. J'observe les poissons depuis l'âge de six ans.

L'auteur des *Fondements de l'éthologie*, publiés l'août dernier en français (1), s'intéresse toujours à l'oie cendrée. Il lui consacre même l'essentiel de son temps, actuellement, car il rédige sa monographie, une entreprise « de trois ou quatre ans... si Dieu me prête vie », explique-t-il en souriant de ses yeux très bleus, enfouis sous des sourcils d'une exceptionnelle exubérance. Il s'appuie pour ce faire sur une abondante documentation personnelle (« j'ai vingt fois plus de documents qu'il n'en faut pour l'écrire ! ») qui grimpe par rayonnages entiers jusqu'au plafond de son rez-de-chaussée, encombré, par ailleurs, de petits aquariums, de cages à serins et de ses trois derniers chiens...

Le grand éthologue autrichien s'appuie aussi sur les travaux de ses assistants qui étudient l'oie cendrée *in situ* à Grunau, au bord d'un lac situé à 260 kilomètres de là. Lui-même ne s'y rend plus qu'occasionnellement, après la sérieuse attaque qui l'a frappé au lendemain de ses quatre-vingts ans. « Ce n'est pas réjouissant tous les jours d'observer les oies assis sur un petit banc, sous la pluie, par tous les temps... », avoue le patriarche appuyé sur sa canne. Et il éprouve d'autant plus d'admiration pour l'assistante qui, chaque jour, continue à suivre les oies sauvages du lac, identifiant chacune par son plumage et sa baguette, connaissant chaque bête comme un herger ses moutons. Dans l'interview qu'il nous a accordée — en français, — il s'explique sur ses travaux.

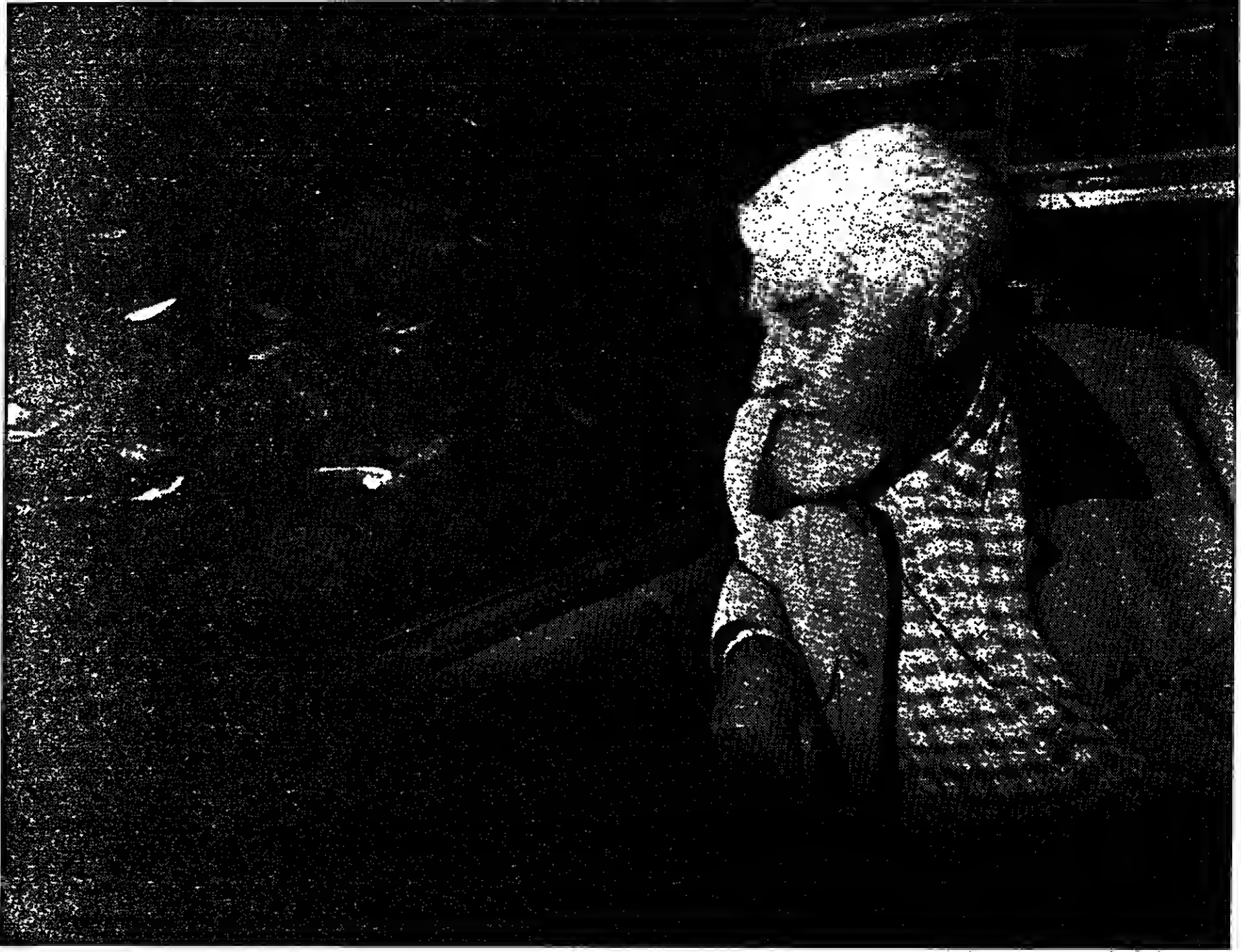
« L'éthologie de l'oie cendrée sera un ouvrage unique en son genre. Il se trouve, en effet, que cet oiseau est l'un des trois vertébrés du monde les mieux connus. Il n'existe que trois instituts qui se consacrent à une recherche longitudinale, c'est-à-dire illimitée dans le temps, sur la dynamique d'une population animale. Il y a un centre de recherche sur le chimpanzé en Afrique, l'institut de Kochima, au Japon, une île où l'on étudie une espèce de macaque ; et enfin notre institut de Grunau, en Autriche, créé en 1949. Certaines oies sont avec nous depuis plus de vingt ans.

« Qu'étudiez-vous, exactement ? Une lignée ? Des comportements ?

« J'étudie l'interaction des individus. C'est de la sociologie.

« De la sociobiologie ?

« Non ! Je sais que c'est la science à la mode en Amérique, mais ce n'est pas sérieux. Ils ont une idéologie préconçue qui est malsaine. Je considère notre étude sur les oies comme la recherche sociologique la plus sérieuse qui soit menée actuellement dans le monde sur les vertébrés. On ne peut la comparer qu'aux études de Frisch sur les abeilles. Nous nous efforçons de comprendre le comportement de l'oie, de



prévoir ses réactions, et nous étudions notamment la valeur de survie des différents types de comportement. Ainsi, c'est une erreur d'affirmer que tout comportement se produit dans l'intérêt de l'espèce. Beaucoup de comportements ne favorisent que la propagation des gènes de l'individu. Prenons, par exemple, l'agressivité : le désir de supprimer les autres, le souci de tenir son rang, est un phénomène qui coûte énormément à l'espèce.

« Mais la survie d'un rival n'est-elle pas favorable à la survie de l'espèce ?

« Pas forcément. Certains comportements favorisent la sélection d'un individu, sans qu'on sache si c'est utile ou nuisible à l'espèce. Ainsi, chez les lions, le mâle dominant tue les lionceaux pour que les lionnes reviennent à lui plus tôt. De la sorte, les chances de propagation de son génotype sont plus grandes, mais c'est nuisible pour l'espèce. Prenez maintenant les bois du cerf : ce sont vingt kilos d'os inutiles, qui tombent chaque année. Ils ne servent à rien d'autre qu'à satisfaire le goût stupide des femelles pour les grands bois. Ces bois ne servent pas au combat, comme on l'a cru. Mon collègue canadien Bubenik en a fait l'expérience : il a volé tout son harem à un cerf en marchant simplement au milieu de la harde avec une couverture sur la tête. Les femelles le suivent et le mâle, furieux, reste médusé. Il n'entreprend rien pour chasser le rival !

« Mais les combats de cerfs en rut ?

« Ce sont des combats rituels, inutiles. Pendant que deux cerfs se battent, un troisième prend la biche. Ce n'est pas simple ! Ainsi, le faisan oriental : pour avoir du succès auprès des femelles lors de la parade amoureuse, il doit posséder de très longues plumes caudales. Mais si ces plumes se

développent trop, il ne peut même plus voler et se fait dévorer ! La survie est un compromis entre plusieurs modes de sélection qui s'entrechoquent. On peut dire que, après les plumes du faisan, le stress de l'homme moderne accapare par son travail est le résultat le plus stupide de la compétition intra-spécifique !

« Vous extrapolez l'étude du comportement animal à celui de l'homme ?

« Non. Il n'y a pas besoin de recourir à l'exemple humain pour expliquer l'agressivité des poissons coralliens. Mais on est toujours surpris par les réactions de l'homme, très « animales ». Les éthologues ne sont pas anthropomorphes, mais il y a des phénomènes parallèles, comme dans la génétique : les lois de Mendel valent aussi bien pour l'homme que pour le petit pois.

« Vous êtes un médecin viennois, comme Sigmund Freud. Comment jugez-vous votre grand ancêtre ?

« J'ai méprisé Freud quand j'étais jeune. C'était une erreur. Freud est un grand génie. Il faut se rendre compte que sa conception de l'éros englobait tous les instincts de l'homme. Freud a compris que les instincts n'étaient pas des réflexes mais des actes raisonnés, dont la répression demandait un grand effort sur soi-même. L'erreur qu'il fallait dénoncer, c'était l'instinct de mort propre à la philosophie allemande. Freud était typiquement un philosophe allemand.

« Et vous ?

« Je dirais que non. Bien sûr, mes maîtres et tous ceux qui ont influencé ma pensée étaient allemands. Mais j'ai toujours été opposé à l'idéalisme allemand. Mon ennemi héréditaire, c'est Platon !

« Seriez-vous alors un matérialiste de type darwinien ?

« Non. La théorie de l'évolution n'est pas une théorie, mais un fait. Il n'y a pas à être

darwinien ou non. Les variations génétiques et la sélection sont des éléments essentiels de l'évolution, mais le monisme explicatif est toujours un danger. Je suis contre toute idée de finalité dans l'évolution.

« Vous écarterez donc Teilhard de Chardin et son évolutionnisme tout entier tourné vers un point oméga. Est-ce que, pour autant, vous vous ralliez à la « gratuité » de Jacques Monod, telle qu'elle est définie dans *Le Hasard et la Nécessité* ?

« Tous les deux ont tort. Il y a bien une direction dans l'évolution, mais cette direction n'est pas préformée. Il est impossible de prédire l'avenir de l'évolution. La finalité est une flèche que nous plaquons après coup sur une ligne d'événements. La création est libre. Si l'homme est l'image de Dieu, c'est que l'homme, en créant des concepts, produit lui aussi des résultats imprévisibles.

« Vous ne croyez pas à la finalité de la création ?

« Non. Je ne suis pas athée, mais je pense que Dieu serait mort et éternel si la finalité était fixée de toute éternité. Dieu vit encore et peut produire des choses imprévisibles.

« Vous considérez-vous comme le père de l'éthologie ?

« Non. Les grandes découvertes ne sont jamais le fait d'un seul homme. Les idées se propagent comme le mycélium sous la terre, elles mûrissent, puis elles éclosent comme des champignons, simultanément en plusieurs endroits. C'est ainsi que mon ex-compatriote, Karl Popper, a suivi son itinéraire. Quand nous étions enfants, nous jouions aux Indiens sur les bords du Danube. Puis je l'ai complètement perdu de vue. Je viens seulement de lui écrire, en Angleterre. Nous avons travaillé chacun de notre côté, sans nous suivre, et nous avons abouti à plusieurs conclusions communes. Un point avec lequel je ne suis pas

d'accord avec lui, c'est sa théorie de l'induction en matière d'épistémologie.

« Vous aviez écrit un pamphlet écologique (*Les Huit Péchés capitaux de notre civilisation*) et voici maintenant que vous prenez la tête du mouvement de protestation contre le barrage de Hainburg, ce projet qui menace la forêt où vous jouiez enfant avec Karl Popper. Comment êtes-vous devenu un militant de l'écologie ?

« Par l'étude des aquariums. Un aquarium est un modèle réduit du monde, un système autonome qui peut très facilement être ruiné. Un poisson nouveau peut détruire l'équilibre de l'ensemble. C'est l'archétype des écosystèmes. D'autre part, je sais que la croissance exponentielle dans un milieu fini conduit tôt ou tard à la catastrophe. Enfin, je suis médecin. J'ai prêté le serment d'Hippocrate. Pendant la guerre, j'ai eu le privilège de travailler comme psychiatre. J'ai traité des névroses. Cela m'a montré le caractère neurotique du comportement de l'humanité entière. J'ai commencé à comprendre l'immoralité du processus. Sans le respect des valeurs de la nature, sans le respect de l'âme humaine, rien ne marche.

« Vous êtes donc entré dans la vie publique ?

« On m'y a poussé ! Sans ma barbe blanche, ça ne serait pas arrivé. J'ai le malheur d'être photogénique ! Je ne suis pas vaniteux, mais j'ai conscience que mon image vaut quelque chose. Par conséquent, j'ai l'obligation de défendre mon image à tous ceux qui défendent les mêmes valeurs que moi. Je perdrais l'estime de moi-même si je ne le faisais pas. Mais je ne le fais pas par plaisir, loin de là !

« Comment vous situez-vous sur l'échiquier politique ?

« Je suis patriote et je suis démocrate. Je suis fier d'être autrichien, fier d'être citoyen

d'un pays qui a su refuser l'énergie nucléaire. J'ai trois ou quatre amis hommes politiques que je considère comme absolument honnêtes, à commencer par le président. L'Autriche est l'un des pays les plus démocratiques qui existent. Le seul vrai rival de l'Autriche en la matière pourrait être la Suisse, mais il y a là-bas trop de gens riches, trop de capitaux ! Hormis ces petits pays, il n'y a pas de véritable démocratie. Plus un pays est vaste et peuplé, moins il est démocratique. La distance entre le citoyen et le pouvoir devient trop grande. Peu importe que ce soit Reagan ou Mitterrand. Les États-Unis ou l'Union soviétique sont tellement énormes qu'ils sont obligés de recourir aux méthodes et finissent par se ressembler.

« Vous ne faites aucune distinction, en matière de démocratie, entre les États-Unis, l'URSS ou la Chine, par exemple ?

« Très peu. Je crois que les différences sont infimes. Il semble que la mentalité de l'homme au pouvoir finit toujours par se transformer. Ils deviennent tous des tyrans, des Nérons. Cela s'inscrit même sur leur visage. Le jeune démocrate se mue en autocrate, en empereur romain...

« Notre civilisation retombe donc toujours dans ses huit péchés capitaux ?

« L'humanité marche sur une crête depuis l'invention de la pierre taillée. Ça n'a pas beaucoup changé. Seule la conscience du danger a augmenté. On fait plus attention. Les dangers qui nous menacent augmentent de façon exponentielle, mais le nombre de gens qui comprennent le danger augmente aussi. Espérons que les deux courbes se rencontreront... Je reste optimiste. »

ROGER CANS.

(1) Éditions Flammarion, 462 p., 120 F.

## Espoir déçu sur Chypre

Le président de la République, M. Ezer Weizman, a déclaré hier à Nicosie que le peuple de Chypre ne pouvait pas attendre que les négociations entre les deux camps se poursuivent. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. M. Weizman a également déclaré que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir.

Le président de la République, M. Ezer Weizman, a déclaré hier à Nicosie que le peuple de Chypre ne pouvait pas attendre que les négociations entre les deux camps se poursuivent. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. M. Weizman a également déclaré que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir. Il a souligné que le peuple de Chypre avait le droit de décider de son avenir.